

RÉGIME
DES
SOCIÉTÉS D'ASSURANCES SUR LA VIE

LA LOI DU 17 MARS 1905
ET LES DÉCRETS SUBSÉQUENTS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Samedi 23 Janvier 1909, à 3 heures

PAR

Henry LEFEBVRE

Président : M. BERTHÉLEMY.

*Suffragants : { MM. PERREAU, professeur.
 HITIER, agrégé.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, rue Soufflot, et rue Toullier, 13

1908

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

RÉGIME

DES

SOCIÉTÉS D'ASSURANCES SUR LA VIE

LA LOI DU 17 MARS 1905
ET LES DÉCRETS SUBSÉQUENTS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Samedi 23 Janvier 1909, à 3 heures

PAR

Henry LEFEBVRE

Président : M. BERTHÉLEMY.

Suffragants : { MM. PERREAU, *professeur.*
HITIER, *agrégé.*

PARIS

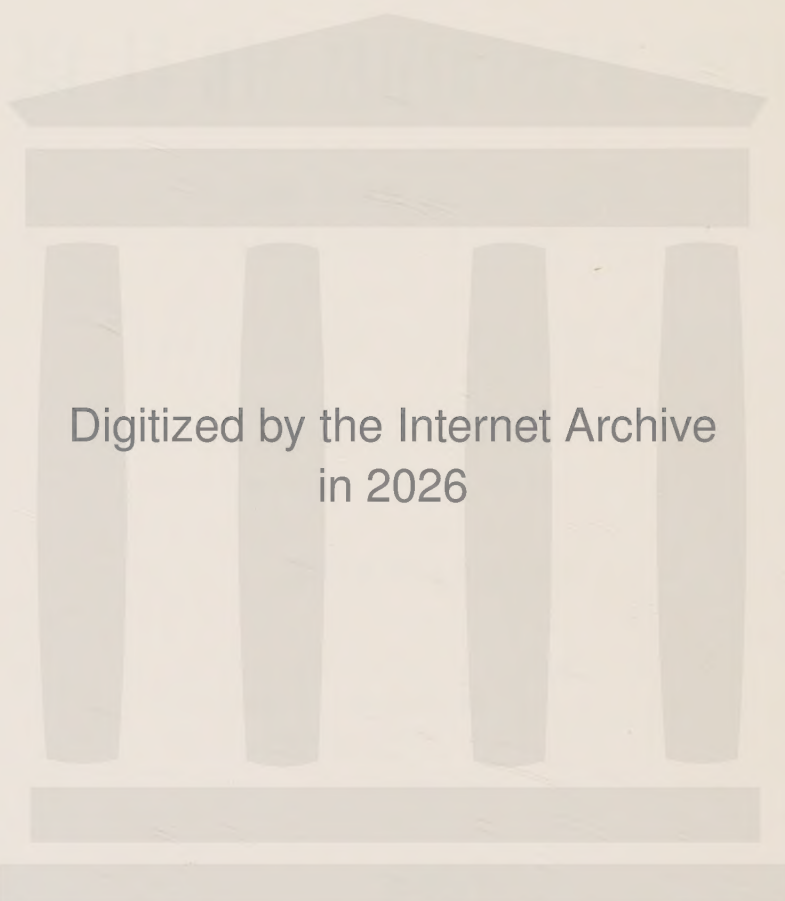
LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, rue Soufflot, et rue Toullier, 13

1908



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

§ 1^{er}. — *Le contrat d'assurance sur la vie. — Sa légitimité.*

L'univers est rempli de maux qui menacent l'homme et l'atteignent à chaque instant dans ses biens, dans sa santé, dans sa vie. Pour en circonscrire les effets et parer aux risques qu'il court d'une vieillesse anticipée ou d'une mort prématurée, le chef de famille, dévoué et prévoyant, soucieux d'assurer en toutes circonstances son bien-être et celui des siens, cherche au moyen de l'épargne à reconstituer le capital qu'il représente et qui est appelé à disparaître avec ses forces ou avec sa vie.

La thésaurisation, le placement des revenus qu'il a pu économiser sur le produit de son travail, ont pour but de pourvoir pendant sa vieillesse aux besoins de ceux dont il est l'appui et de créer à son entourage les ressources qu'il lui procurait avant sa disparition.

Mais ce but est rarement atteint ; le remède est insuffisant. Pour beaucoup, même avec prudence, l'épargne est souvent difficile ; pour le salarié qui vit au jour le jour, elle est presque impossible.

Le capital à économiser est si élevé, l'épargne quotidienne, annuelle même, se totalise par de si faibles économies, que bien souvent le résultat n'est pas obtenu, malgré de dures et pénibles privations.

Si les risques demeurent isolés, si chacun doit supporter les siens, la plupart succomberont inutilement à la tâche. Il faut appeler à l'aide, éveiller en tous ce sentiment de solidarité humaine qui conduit insensiblement les peuples à s'unir contre les maux inévitables au moyen de la mutualité. La recherche de l'intérêt général aboutit en effet elle-même à la poursuite de l'intérêt privé, car le premier est formé du total des intérêts individuels bien entendus. « L'intérêt personnel n'est qu'un intérêt collectif » (1). C'est la force et la gloire de la doctrine individualiste d'avoir dégagé cette profonde vérité.

L'assurance sur la vie s'offre à l'homme comme un des procédés capables de tendre vers cette solidarité organisée, l'assurance qui, suivant une définition précise de M. Cheysson, a pour objet « de répartir sur beaucoup de têtes les mauvaises chances de la vie, d'en alléger ainsi le poids pour chacun de

(1) Deschamps : *Cours des doctrines économiques*.

« nous, de substituer à l'individu justiciable du
« hasard et de ses caprices la collectivité qui obéit à
« des règles immuables, d'en enchaîner les risques
« par des calculs de plus en plus certains et par la loi
« des grands nombres ».

Ainsi analysée, l'assurance présente un double caractère collectif et aléatoire qui la distingue de la simple capitalisation. C'est une espèce de caisse d'épargne perfectionnée. A la caisse d'épargne, chaque déposant a son livret ; ses dépôts forment un bloc qui lui appartient en propre et qui grossit par la capitalisation des intérêts. Lui seul y a droit et il y a droit à tout moment. Mais avec ce système d'isolement, l'accroissement du capital est aussi long qu'il est sûr. Au lieu de tous ces dépôts particuliers, l'assurance constitue une masse collective, et, en y ajoutant un risque de perte pour ceux qui vivent longtemps, elle améliore la condition des autres.

En France, les assurances sur la vie se sont introduites difficilement, et à l'heure actuelle elles sont encore loin d'avoir reçu tout le développement qu'elles méritent. Cependant, par leurs combinaisons multiples et variées, elles apparaissent comme un élément de progrès et de civilisation et comme une des sources les plus fécondes de richesse et de prospérité pour les nations.

L'institution a des origines lointaines et qui ne semblaient guère préparer à l'éclosion moderne.

Les anciens, du moins les Romains, n'avaient connu qu'un contrat dont l'exécution fût subordonnée à la durée de la vie humaine : la rente viagère. Nous le rencontrerons au cours de cette étude, mais il n'est qu'un des procédés d'application dans les assurances sur la vie ; il ne tient en rien à l'association, à la mutualité.

Que la rente soit constituée par le rentier même, elle est un moyen d'obtenir des arrérages d'autant plus élevés que le bénéficiaire est plus âgé et d'une santé suspecte ; qu'elle soit constituée par un bienfaiteur, un ami reconnaissant ou secourable, elle demeure un contrat isolé, sans lien avec les principes de solidarité et de mutualité.

Chose curieuse : pendant des siècles, l'homme a prévu l'utilité d'assurer ses biens avant de réaliser l'assurance de sa personne. Les planteurs assuraient pourtant leurs esclaves nègres, mais il est vrai qu'en plein XVIII^e siècle, Pothier n'hésitait guère à exclure ceux-ci de la famille humaine. De même que dans l'antiquité, le contrat sur la vie de l'esclave ne lui semblait sans doute qu'une assurance de choses analogue au *nauticum fœnus*. Cette convention, mère du contrat à la grosse aventure était dès l'origine l'assurance du navire et de la cargaison contre les risques de mer : la coque, les marchandises seules étaient garanties au profit de l'armateur qui, seul aussi, était en cause ; on n'eût certes pas songé à assurer l'équipage !

Le contrat, d'ailleurs, était encore isolé ; il fallut l'intérêt des armateurs pour que l'idée d'association se fit jour.

Quand fut éclos l'idée de répartir les risques, de constituer par apports la réserve où les armateurs atteints trouveraient une compensation à leurs pertes, l'assurance maritime avait pris naissance.

Bien plus tard seulement se formèrent les Sociétés d'assurances contre l'incendie, la grêle, les désastres matériels. L'assurance sur la vie fut la dernière à surgir. Ce n'est pas qu'on n'y eût pas songé, mais des obstacles s'étaient élevés ; les uns opposaient que les contrats sur (la durée de) la vie humaine étaient immoraux, donc illicites ; les autres objectaient qu'ils présentaient de tels dangers, pouvaient donner naissance à tant d'abus, que le mieux était de les maintenir dans le néant d'où l'on prétendait les tirer.

Ecartons d'abord comme indignes de figurer dans une discussion sérieuse les objections que des jurisconsultes de la valeur de Pothier et d'Emerigon ne craignent pas de qualifier « raisons d'interdiction », à savoir que « l'assureur se charge de payer l'estimation de la vie humaine » et que « la vie d'un homme libre, n'étant susceptible d'aucune estimation, ne peut être susceptible du contrat d'assurance » (1).

(1) Pothier ; *Traité des Assurances*, chap. I^{er}, sect. II, § 2.

Quel abus de langage, quelle incorrection de mots, quelle confusion d'idées, de la part de juriscultes ordinairement précis et exacts ! Parle-t-on d'estimer la vie humaine dans le contrat d'assurance ? La vie humaine n'est pas l'objet du contrat d'assurance. Ce que l'on estime, ce n'est pas la valeur, mais bien la durée de la vie humaine. Cette durée est appréciée par les deux contractants qui en font dépendre le montant des obligations réciproquement consenties. Un exemple : à la mort de l'assuré, la Compagnie versera un capital déterminé à ses héritiers. Où voit-on que l'on fait l'estimation de la vie de l'assuré ? D'ailleurs, à quel moment le ferait-on ? Estimerait-on la valeur de la vie au moment du contrat ou la valeur qu'elle aura lors du décès ? Est-il question de cela ? Nullement. Les chances qu'a l'assuré de vivre plus ou moins longtemps sont appréciées d'après son âge, sa santé et tous autres indices plus ou moins probants. Voilà ce que l'on estime : ce sont les *chances de vie*. Cela fait, l'assureur calcule le taux de la prime ou du capital à verser pour qu'il y ait chance équitable ouverte aux deux parties. Le législateur de 1905 a été mieux inspiré que Pothier, lorsque, cherchant une formule générale pour désigner les contrats qu'il voulait réglementer, il a parlé « des engagements dont l'exécution dépend de la durée de la vie humaine » (Loi du 17 mars 1905, art. 1^{er}). Ici, les idées sont justes, les expressions sont

exactes : le contrat d'assurance sur la vie n'est plus présenté comme une convention ayant pour objet la vie humaine, encore moins l'estimation de la vie humaine ; il a pour objets réciproques, d'un côté, le capital ou le total des primes mis à la charge de l'assuré ; de l'autre côté, la somme que versera l'assureur lorsque les conditions de son obligation seront réalisées. Voilà le double objet du contrat.

Quant à la durée de la vie de l'assuré, elle intervient, elle est appréciée pour servir de base à la détermination des chiffres qui fixent les deux parties pour bien établir le montant de leurs obligations. La durée de la vie influe sur « l'exécution du contrat », mais elle n'est pas plus que la vie elle-même, l'objet du contrat.

C'est trop discuter cette objection sans fondement de l'estimation illicite de la vie humaine, soulevée par les anciens juristes.

Les adversaires de l'assurance sur la vie sont mieux armés, lorsqu'ils agitent l'épouvantail des dangers qu'elle présente, des abus auxquels ce contrat peut donner naissance.

Lors de la rédaction du Code civil, en rappelant la prohibition édictée par l'ordonnance de 1681 sur la marine, Portalis, opposé à toute modification, qualifiait le contrat d'assurance sur la vie de contrat « odieux ». L'épithète n'était pas plus concluante que l'objection de Pothier. Une injure n'est pas une

raison. Pourquoi odieux ? Parce qu'il permet à l'homme d'assurer son existence ou celle des siens ? Odieux pour qui ? Pour ceux que la prévoyance laisse indifférents ? Ce qui était odieux, c'était d'empêcher l'homme prévoyant de se créer des ressources, c'était d'obtenir l'intervention législative pour le condamner au dénûment.

Portalès usait, certes, d'un argument plus solide, lorsque, signalant les dangers de l'assurance sur la vie, il s'écriait : « La cupidité qui spéculé sur les jours
« d'un citoyen est souvent bien voisine du crime qui
« peut les abréger (1) ». Est-ce l'assurance sur la vie qui créera ce danger ? Combien de fois le législateur a déjà prévu ce terrible *votum mortis* qui pousse l'intéressé au meurtre du mandarin ! A-t-il interdit cependant les contrats, a-t-il refusé ou supprimé les droits que comportent ce vœu ?

S'il est juste d'en tenir compte, supprimons la rente viagère, supprimons l'usufruit, supprimons le testament si souvent connu avant la mort du testateur, abolissons l'hérédité. Qui, plus que l'héritier, est intéressé à la mort de son auteur ? Hélas, dans l'inexorable lutte pour la vie, le *votum mortis* est à tous les pas. Moins grand serait le nombre des partageants, plus forte serait la part de chacun dans le patrimoine humain. Que de suppressions de vies

(1) Discours au Corps législatif.

humaines qui n'ont pas pour contrepoids les bienfaits de l'assurance sur la vie !

Après les dangers, les abus. Beaucoup, il est vrai, sont à redouter, car l'assurance sur la vie est un de ces contrats aléatoires qui se prêtent aux pièges les plus sournois, aux plus criantes spéculations, mais la crainte des dangers et des abus doit-elle entraîner la prohibition de l'assurance sur la vie ? Faut-il repousser une institution si bienfaisante ? Sans doute, s'il n'est aucun moyen de parer aux uns et aux autres, si le législateur est désarmé devant la menace qu'ils agitent, et, il faut bien l'avouer, jusqu'à nos jours, il a reculé devant la tâche et presque confessé son impuissance, est-ce une raison pour qu'il en soit toujours de même ? Le socialisme l'a poussé vers toutes les institutions susceptibles d'améliorer la condition de la vie humaine, surtout, il est vrai, vers les institutions d'État ; de l'État il voudrait faire aujourd'hui le seul entrepreneur d'assurances. Mais, sans aller si loin dans cette voie où il assumerait une responsabilité trop lourde, celui-ci peut-il prévenir et arrêter les dangers et les abus ?

S'il parvient à établir une législation qui garantisse la lumière et la sécurité aux assurés, la seule objection sérieuse à l'assurance sur la vie humaine aura disparu.

L'évolution de l'assurance au XIX^e siècle montre

que le législateur s'est peu à peu rapproché de notre manière de voir.

§ 2.— *Le développement en France de l'assurance sur la vie.*

L'ordonnance de 1681, édictée par Louis XIV, avait interdit l'assurance sur la vie qui était considérée comme immorale. Elle souffrait cependant une exception. Elle autorisait l'assurance des nègres parce que les nègres sont « des choses qui se trouvent dans le commerce » et sont susceptibles d'estimation. On pouvait aussi assurer le rachat des captifs, parce qu'on assurait plutôt le prix du rachat que la personne.

Un napolitain, Lorenzo Tonti, imagina d'éluder cette défense par une combinaison dénommée ensuite *tontine*. Elle consiste dans la mise en commun d'un fonds formé par la réunion des cotisations des associés et qui est distribué, grossi des intérêts, entre tous les survivants à une époque déterminée. On peut la concevoir aussi dans la répartition entre les vivants, à chaque âge, des intérêts d'un capital constitué par les versements des associés en sorte que les derniers disparus ont vu leur part croître au fur et à mesure des décès.

Il avait trouvé cette combinaison favorable aux

emprunts d'État et l'avait fait approuver de Mazarin. Mais on s'aperçut à la longue que ce mode d'emprunt devenait onéreux et toute opération de cette nature fut interdite par Arrêt du Conseil de 1770.

L'opinion en France restait nettement hostile, Cependant quelques Français qui avaient étudié l'institution en Angleterre où elle avait droit de cité depuis 1574, en avaient trouvé le fonctionnement excellent. Ils sollicitèrent du Gouvernement une autorisation d'exploitation.

En 1787 le roi reconnaissait l'utilité de l'assurance par un Arrêt du Conseil du 3 novembre, et il accordait à la « Compagnie des assurances contre les incendies » le privilège de passer, dans le royaume, des assurances sur la vie. Le 27 juillet 1788, il confirmait le privilège et reproduisait les mêmes idées.

« Le Roy, est-il dit dans cet arrêt, s'étant fait
« rendre compte de la nature et des principes des
« divers établissements fondés en Europe sous le
« nom d'assurances sur la vie, a reconnu qu'ils
« renfermaient des avantages précieux ; que, natu-
« ralisés en France, ils y seraient d'une grande uti-
« lité, qu'un nombre considérable d'individus de
« tout âge, de tout sexe, y trouveraient la facilité de
« faire assurer sur leur vie des rentes ou des capi-
« taux, soit pour eux-mêmes dans leur vieillesse,
« soit après eux pour les survivants auxquels ils

« voudraient laisser des ressources ou des biens faits » (1).

Ainsi fut créée la première compagnie française : la « Compagnie Royale ».

La ville de Paris était chargée d'en contrôler la direction et la gestion.

Mais la Compagnie n'eut pas le temps de faire ses preuves. La Convention rendit le 24 août 1793 un décret qui supprimait « les associations connues sous le nom de Caisses d'escompte, de Compagnies d'assurances sur la vie, et généralement toutes celles dont le fonds capital repose sur des actions au porteur, ou sur des effets négociables, ou sur des inscriptions sur un livre ».

Néanmoins plusieurs tontines refusèrent d'obtempérer à la loi et continuèrent de fonctionner durant la Révolution, notamment la « Caisse Lafarge », la « Caisse des employés et artisans » et la « Tontine du Pacte social ».

Bref, à l'orée du XIX^e siècle, l'assurance sur la vie n'avait point fait un seul pas en France dans la voie de la légalité.

Mais, lorsque la paix générale fut rétablie, le progrès eut enfin raison de l'erreur et de la routine : on posa au Conseil d'État la question de savoir si le

(1) Isambert : *Collection des anciennes lois françaises*, t. XXVIII, p. 463.

Gouvernement devait autoriser les Compagnies d'assurances sur la vie des hommes.

« Y a-t-il lieu d'autoriser les Sociétés anonymes à
« s'engager à payer une somme déterminée au
« décès d'un individu moyennant une prestation à
« payer par cet individu ? »

Une réponse affirmative fut transmise dans les termes suivants le 29 mai 1818 :

« Cet engagement peut être autorisé, mais il ne
« doit pas être permis d'assurer sur la vie d'autrui
« sans son consentement. Ce genre de contrat est
« même plus digne de protection que le contrat de
« rente viagère. »

C'est à la suite de cet avis favorable que le Gouvernement autorisa la constitution de plusieurs Compagnies d'assurances sur la vie. Une ordonnance royale du 29 décembre 1819 reconnut la « Compagnie d'Assurances Générales sur la vie des hommes. » L'année suivante, une nouvelle ordonnance était rendue concernant la « Compagnie Royale », devenue depuis la « Nationale ».

Malheureusement les anciens préjugés continuaient à influencer l'opinion. Les Compagnies, malgré les plus grands efforts, ne réussissaient que faiblement à prouver au public la légitimité du contrat d'assurances sur la vie. Elles végétaient péniblement. En 1845, il n'existait en France que quatre Compagnies françaises d'assurances sur la vie, et l'étendue de leurs opéra-

tions qui avait toujours été très restreinte semblait tendre à diminuer. C'est ainsi que le capital annuel des assurances sur la vie souscrit par la « Compagnie Générale », qui n'avait atteint en 1825 que le très faible chiffre de 317,000 francs, se réduisait en 1840 à 231,000 francs.

Un revirement subit d'opinion, survenu en 1860, vint cependant généraliser la pratique de l'assurance sur la vie, et, depuis lors, elle s'est développée d'une manière très sensible.

De nouvelles Compagnies se sont fondées et le chiffre des capitaux assurés s'est rapidement accru. Pour faire ressortir l'importance de ce progrès, il suffit de constater que, tandis que le montant total des capitaux assurés de 1819 à 1859 inclusivement, c'est-à-dire pendant une période de quarante années, s'est élevé à 354 millions, il a dépassé, pour la seule année 1880, le chiffre de 455 millions (exactement 455,377,000 fr.) (1).

Depuis vingt ans, l'essor a été considérable; les progrès constants des idées de prévoyance et d'épargne, l'organisation de mieux en mieux comprise de la mutualité, la baisse du loyer de l'argent, la recherche de plus de bien-être, les progrès de l'instruction, l'exemple de l'évolution toujours crois-

(1) Ces chiffres sont ceux indiqués par M. Chaufon dans son *Traité des Assurances* (t. 1, p. 360).

sante de l'assurance chez les autres nations, la concurrence étrangère enfin, ont contribué à développer en France de puissantes institutions d'assurances sur la vie. Les Compagnies étrangères, américaines surtout, se sont abattues sur le marché français en faisant miroiter aux yeux leurs immenses graphiques, représentant l'ascension prodigieuse de leurs opérations, l'énormité des capitaux engagés et le stock formidable des garanties plus ou moins solides qu'elles offrent à leurs adhérents.

§ 3. — *L'intervention de l'État. — Son rôle dans le Droit comparé.*

Quelle devait être l'attitude de l'État devant un tel développement ?

Plusieurs systèmes étaient en présence : comme toujours aux deux points extrêmes, les adversaires de l'intervention de l'autorité publique, champions de l'individualisme, et les partisans de la réglementation à outrance ; les premiers mitigeant à peine leur prétention à l'absolue liberté, les autres se targuant d'une extrême tolérance en ne réclamant pas la mainmise de l'État sur les entreprises d'assurances sur la vie. Tous les degrés de la réglementation trouvaient place entre ces deux conceptions opposées.

L'État français n'avait d'ailleurs que l'embarras du choix, car de nombreuses législations sur la matière existaient déjà.

ANGLETERRE.

L'Angleterre était intervenue la première et, suivant la tendance de sa politique habituelle, avait penché pour le système de la liberté.

L'essor considérable pris par l'assurance sur la vie au début du XIX^e siècle dans le Royaume-Uni, avait développé une concurrence redoutable et occasionné une crise fort grave. Des faillites retentissantes attirèrent l'attention du Gouvernement qui, dès 1844, fit adopter par le Parlement la formalité de l'enregistrement que le législateur français devait lui emprunter.

La situation n'en fut pas modifiée; les faillites se firent chaque jour plus nombreuses et force fut aux pouvoirs publics de remédier à cet état de choses en faisant voter la loi du 9 août 1870, destinée à sauvegarder l'intérêt des assurés.

Comme addition à la formalité de l'enregistrement, un dépôt était imposé aux Sociétés, au début de leurs opérations, avec restitution future en perspective. La liberté demeurait à peu près entière, mais le législateur, pensant que la principale cause du danger était due au silence que gardaient les Sociétés sur leurs opérations, organisa un régime de publi-

cité obligatoire, appelée d'après lui à faire cesser les fraudes.

Des états de situation périodiques furent imposés aux Compagnies et déposés entre les mains de l'autorité.

En outre, les assurés, aussi bien que les actionnaires, pouvaient exiger communication de l'acte de société, demander des états de situation publiés en cours d'exploitation et contrôler ainsi la gestion de la Société.

Des dispositions pénales pécuniaires sanctionnaient les obligations imposées aux Compagnies. Si les infractions se renouvelaient, la dissolution et la liquidation de la Société pouvaient être ordonnées.

Cette législation de liberté additionnée de publicité fut sans doute suffisante en Angleterre, puisque, depuis 1870, elle n'a reçu que des modifications de détail qui n'ont pas porté atteinte au système alors adopté.

Pourrait-elle suffire en France ? C'est fort peu probable. En vain les individualistes objecteraient-ils que l'État n'a pas à s'immiscer dans la gestion des entreprises privées, que c'est aux intéressés à surveiller eux-mêmes la conduite de leurs intérêts, que l'État enfin a rempli toute sa fonction lorsqu'il a mis ceux-ci à même de contrôler les opérations.

On est en France au régime de la réglementation

générale par l'État. Il faut reconnaître d'ailleurs que le contrat d'assurance est très complexe et que l'étude en est à la portée de peu de personnes. Sans parler du calcul des probabilités, des incertitudes que comporte le contrat, en laissant tout événement extérieur de côté, comment se reconnaître au milieu des mille combinaisons de l'assurance sur la vie ? Toute la science de l'actuaire y suffit à peine. Il est des pièges qu'il ne suffit pas de signaler, mais qu'il faut supprimer. Il faudrait faire de tout assuré un mathématicien éprouvé en même temps qu'un économiste averti, pour qu'il fût en sécurité relative.

La publicité la plus large ne pourrait donc suffire en France pour parer aux dangers de la liberté. En Angleterre même, où l'esprit individualiste est si puissant, il en a été jugé ainsi, et les lois des 24 juillet 1871 et du 6 août 1872 ont apporté des règlements limitatifs de la liberté des Compagnies, quant au dépôt préalable à la constitution de la Société, au placement de l'actif, au fonds de réserve, à la fusion des Compagnies entre elles.

« Au surplus, certaines institutions, comme celle
 « des « Chartered accountant », servent en Angle-
 « terre de correctif et de complément au système.
 « Placée entre l'individu et la Société financière,
 « cette corporation libre se rend au siège de toutes
 « les entreprises et vérifie les opérations. Elle a su
 « conquérir l'estime et la confiance du public à force

« de services et d'honorabilité, Sans que la loi s'en
« mêle, le ministère de l' « Accountant » s'impose
« parce que toute affaire où on refuserait de le lais-
« ser pénétrer passerait pour justement suspecte et
« perdrait tout crédit » (1).

Qui oserait en France proposer un tel système ?

SUISSE.

Parmi les nations européennes, la Suisse fut la deuxième à s'occuper de législation en matière d'assurances sur la vie. Elle estima qu'il convenait de statuer uniformément pour tout son territoire et c'est dans sa constitution fédérale même qu'elle introduisit le principe de réglementation applicable à toutes les entreprises privées (Constitution de 1874, art. 34). Une loi fédérale du 25 juin 1885 est venue apporter l'unité sur tout le territoire de la Confédération helvétique.

Les Sociétés, nationales ou étrangères, ne peuvent fonctionner qu'en vertu d'une « concession » ; elle n'est accordée qu'aux Sociétés qui présentent les garanties exigées.

Les Sociétés sont suivies dans le cours de leur existence par la surveillance constante de leurs opérations, surveillance confiée à un organe spécial : le Bureau fédéral des Assurances.

(1) *Rapport de M. Lourties au Sénat*, p. 23.

Les Sociétés étrangères sont en outre soumises à des conditions particulières, elles sont tenues de fournir le cautionnement fixé par le Conseil fédéral (Loi du 25 juin 1885, Ordonnance du 12 octobre 1886, Règlement du 29 octobre 1886).

Des comptes rendus doivent être fournis annuellement par les Compagnies.

La loi prévoit encore le retrait d'autorisation et des pénalités.

C'est donc en somme le régime de la réglementation qui a prévalu en Suisse avec le point de départ essentiel de l'autorisation.

ÉTATS-UNIS.

Les États-Unis de l'Amérique du Nord n'ont pas conservé le système de liberté qu'avait adopté l'Angleterre. Ils n'ont pas cru que la publicité des opérations donnait sécurité suffisante aux assurés. Dès le milieu du XIX^e siècle, en 1855, l'État de Massachusetts organisa un système de réglementation, en soumettant les Compagnies à la surveillance et au contrôle de l'État. Il fut suivi, dès 1859, par l'État de New-York et, depuis, par les autres pays de l'Union. La législation s'est complétée jusqu'à nos jours dans le même esprit d'intervention publique. La loi de New-York peut être prise comme type du genre.

Minimum d'adhérents, minimum de capital de fondation; dépôt des statuts; visa de l'« Attorney général »; enregistrement de la Société; dépôt préalable; publicité: autant de mesures que nous retrouvons chez nous.

Au cours de leur fonctionnement, les Compagnies doivent produire des comptes rendus périodiques, qui sont transmis au département des assurances et sur lesquels se fait un rapport officiel; la rédaction en est confiée au surintendant des assurances que nomme le Gouvernement de l'État de New-York.

Qui pourrait prétendre que cette réglementation a nui à l'essor des Sociétés d'assurances sur la vie aux États-Unis? Là se sont fondées les plus puissantes Compagnies, celles dont l'action rayonne aujourd'hui sur le monde entier.

ALLEMAGNE.

L'Allemagne n'a unifié son régime d'assurances qu'en 1901, par la loi du 12 mai, dont le premier article soumet à la surveillance de l'État « les entreprises privées qui ont pour objet l'exploitation d'affaires d'assurances ». De même qu'aux États-Unis, l'autorité publique intervient au moment de la fondation, comme au cours de l'exploitation, et prolonge le contrôle sur les opérations de liquidation des Sociétés dissoutes.

Les autorités chargées d'assurer la surveillance se répartissent entre deux organes administratifs :

1^o L'Office impérial de surveillance des assurances privées, à Berlin, dont les membres sont nommés par l'empereur, sur proposition du Conseil fédéral ;

2^o Un Comité consultatif des assurances dont les membres sont choisis de la même manière parmi les personnes les plus compétentes.

Ce sont les autorités chargées de la surveillance qui apprécient l'équivalence relative entre les primes demandées aux assurés, les risques courus par ceux-ci et les charges de l'entreprise. Les Compagnies doivent leur fournir à ce sujet tout un ensemble de renseignements sur les conditions dans lesquelles fonctionnera l'entreprise.

Mais la plus énergique intervention de l'État se révèle au début de la Société qui ne peut se former sans autorisation. A l'appui de la demande doit également être joint un dossier de renseignements donné par l'entreprise. Sur ce point des indications spéciales sont exigées des Sociétés d'assurances sur la vie, plus suspectes que les autres aux yeux de l'État.

Le refus d'autorisation ne peut résulter que des causes énumérées dans l'article 7 de la loi : il est bon de les signaler pour les rapprocher des motifs du refus d'enregistrement déterminés dans notre loi française actuelle.

En voici le texte :

« L'autorisation d'exploiter ne peut être refusée que si :

1° Le projet est contraire aux lois ;

2° Les intérêts de l'assuré ne sont pas suffisamment garantis ou si l'accomplissement durable des obligations résultant de l'assurance n'est pas suffisamment mis en évidence dans le projet ;

3° Des faits existent qui permettent de penser que l'entreprise n'est pas exploitée conformément aux lois et aux bonnes mœurs. »

La nécessité d'obtenir l'autorisation s'étend aux Sociétés étrangères qui veulent exercer en Allemagne par leurs agents ou intermédiaires.

C'est le Chancelier de l'Empire allemand qui a exclusivement qualité pour statuer sur la demande d'autorisation, après avis de l'Administration de contrôle des assurances, déclarant qu'il n'existe aucun des motifs prévus par la loi (Art. 36).

L'intervention de l'État ne s'arrête pas, nous l'avons dit, à la constitution de la Société : la surveillance n'est pas moins rigoureusement organisée que la concession d'exploiter.

A tout moment, les autorités de surveillance peuvent se présenter et se rendre compte de la façon dont l'entreprise se comporte : tous les documents doivent être à sa disposition ; elles ont le droit d'envoyer des représentants, avec voix délibérative dans

les assemblées d'actionnaires, aux séances du Conseil d'administration et même à l'étranger.

Immixtion permanente, n'est-il pas vrai, plutôt que simple intervention ?

ITALIE.

En Italie, la loi du 26 janvier 1902, complétée par un règlement du 21 juillet de la même année, est tout aussi rigoureuse.

Elle soumet à ses dispositions les associations tontinières et les entreprises de répartition, nationales et étrangères, de toute forme et espèce (Art. 1).

Toutes doivent être autorisées par décret royal sur la proposition du ministre du Commerce, le Conseil de la Prévoyance entendu. Elles doivent fournir pour l'examen de leur demande, en même temps que l'acte constitutif, les statuts et règlements, tous les documents se rapportant à la gestion et au fonctionnement.

Toutefois le pourvoi au Conseil d'État est permis pour refus d'autorisation, recours identique à celui admis par nos législateurs en 1903.

Elles sont placées sous la surveillance du ministre du Commerce qui peut déléguer une partie de ses pouvoirs aux préfets.

Elles doivent publier annuellement le bilan de l'exercice qui est vérifié par le ministre. Ce dernier

examine aussi les registres et documents et peut, par des visites inopinées, constater l'existence et le placement des fonds qui doit être effectué en valeurs déterminées. Tous les deux ans une inspection minutieuse doit être faite par le ministre (art. 9), au besoin inspection extraordinaire. De nombreuses pénalités sanctionnent les dispositions de la loi indépendamment du retrait d'autorisation par décret royal.

Tels sont les traits essentiels de la législation italienne.

FRANCE.

Adoption d'un mode d'intervention. — Le système de la liberté réglementée.

Avec les systèmes adoptés en Suisse, aux États-Unis, en Allemagne, en Italie, nous sommes bien loin de la liberté laissée en Angleterre aux entreprises d'assurance et nous entrons sur la voie suivie par la loi française de 1905.

Les auteurs des diverses propositions de loi dans leurs études du sujet, nos législateurs dans les rapports des commissaires et dans les discussions ouvertes aux séances des Chambres, avaient eu toute la facilité nécessaire pour s'éclairer à fond sur l'évolution qui s'était produite au cours du XIX^e siècle à l'égard des entreprises d'assurances sur la vie, puisque nous étions les derniers à légiférer contre elles.

Il fut peu parlé du système de liberté. Toute la question était donc de savoir par quels liens seraient enchaînées les Compagnies au lendemain des scandales retentissants (1) qui avaient vivement ému l'opinion publique. Quelle était la législation en vigueur ? Contenue dans différents textes, elle comprenait surtout l'article 66 de la loi du 24 juillet 1867, qui renvoyait en somme les assurances-vie à l'article 37 du Code de commerce. Il s'en suit que, jusqu'en 1905, les entreprises d'assurances durent obtenir l'autorisation par décret du Conseil d'État si elles voulaient se constituer légalement. L'arbitraire qui avait pesé sur toutes les Sociétés anonymes avant l'année 1867, persistait au détriment des Sociétés d'assurances sur la vie.

Mais la réaction était très nette.

Puisque l'on répudiait pour elles le régime de la liberté absolue et qu'on désirait en même temps faire disparaître l'arbitraire, il fallait trouver un autre mode d'intervention qui pût cependant les arrêter au besoin dans leur constitution.

On adopta l'enregistrement des entreprises en vigueur aux États-Unis, et déjà admis en France par la loi de 1898 pour les Sociétés d'assurances contre les accidents du travail. L'arbitraire absolu du refus

(1) Faillites de la *Caisse Centrale des Familles* et de la *Rente Viagère*.

d'autorisation disparaissait, remplacé par le refus d'enregistrement.

La loi française prenait, pour ainsi dire, le milieu entre la liberté avec publicité, admise en Angleterre, et la concession que la Suisse et l'Allemagne forçaient les entreprises à obtenir. Elle adoptait un système mixte qu'on peut appeler celui de la liberté réglementée.

L'arbitraire, avons-nous dit, et c'était le principal souci du Gouvernement, disparaissait. Le refus d'autorisation, suivant l'article 37 du Code de commerce, était laissé à la discrétion du Pouvoir exécutif. Ou bien le décret d'autorisation était rendu et la Société se constituait ; ou bien le Conseil d'État repoussait la demande : aucun motif à donner, aucun recours permis.

L'enregistrement, tout en limitant la liberté de constituer des Sociétés exploitant les assurances sur la vie, ne laisse pas à l'autorité le même pouvoir discrétionnaire que l'autorisation.

Sous le régime de celle-ci, le Conseil d'État avait le droit de compulser les statuts et d'y apporter toutes les modifications qu'il jugeait utiles. La Société demanderesse n'avait qu'à s'incliner si elle voulait obtenir le décret qui lui donnait droit de cité. C'était bien l'arbitraire absolu joint à une variation possible de statuts. Chaque Société avait sa charte différente de celle de la Société voisine.

Conçue par des esprits libéraux et justes, la loi de 1905 est venue apporter pour toutes les Sociétés l'uniformité qui ne résultait auparavant que de l'esprit de suite apporté par le Conseil d'État dans l'examen des demandes d'autorisation. Elle fait disparaître la possibilité d'une mesure despotique. L'article 3 de la loi exige en effet que le refus d'enregistrement soit motivé et il indique les seuls motifs qui soient invocables par l'autorité compétente : à savoir l'infraction, soit aux lois, notamment à celles qui régissent les Sociétés, soit aux décrets prévus par la loi nouvelle. Un recours en annulation pour excès de pouvoir est ouvert aux intéressés devant le Conseil d'État. Celui-ci aussi doit également motiver son arrêt de maintien de refus ministériel, et ne peut lui-même invoquer que les motifs d'infraction aux lois et aux décrets.

Après le régime anglais, c'est donc à n'en pas douter la législation française qui donne le plus de liberté pour la constitution des Sociétés d'assurances sur la vie.

PREMIÈRE PARTIE

HISTORIQUE DE LA LOI DU 17 MARS 1905

HISTORIQUE DE LA LOI DU 17 MARS 1905

I

La législation des Sociétés d'assurances sur la vie, antérieure à la loi du 17 mars 1905, formait un ensemble fort disparate, constituée qu'elle était par un grand nombre de dispositions.

Néanmoins la plus importante était assurément l'article 66 de la loi du 24 juillet 1867.

Art. 66. — « Les Associations de la nature des « tontines et les Sociétés d'assurances sur la vie, « mutuelles ou à primes, restent soumises à l'auto- « risation et à la surveillance du Gouvernement. »

L'autorisation devait être donnée par décret rendu en la forme des règlements d'administration publique.

Ces Sociétés devaient adresser leur demande au ministre du Commerce qui pouvait refuser *de plano*. A défaut, il devait prendre l'avis du Conseil d'État. Avant d'obtenir cette autorisation, les Sociétés d'assurances étaient de la part du Conseil d'État l'objet d'un examen sévère non seulement des statuts, des garanties offertes, des placements, mais aussi de la moralité financière des fondateurs.

Mais, une fois autorisées, ces Sociétés devenaient pour ainsi dire indépendantes car le Gouvernement s'était cru impuissant à organiser la surveillance prévue dans la loi. Aucun organe n'en avait été chargé et, en l'absence de sanction, le droit de surveillance sur la gestion des Sociétés était purement illusoire.

Toutefois, le service des assurances établi au ministère du Commerce et de l'Industrie était chargé de surveiller l'application des statuts de chaque Compagnie française, tels qu'ils avaient été approuvés par le décret d'autorisation.

A partir de 1893, il vérifiait en outre chaque année les réserves mathématiques des Compagnies, dans les conditions prévues par les décrets types du 1^{er} juillet 1893, et, l'année suivante, par la circulaire ministérielle du 15 mars 1894. En effet, le ministre du Commerce invitait, en 1893, l'Institut des actuaires français à établir et à lui présenter un modèle de tableaux propres à faire ressortir le plus nettement possible les comptes rendus des opérations des Compagnies, et, par sa circulaire du 15 mars 1894, M. Lourties, alors ministre, avait rendu ces tableaux obligatoires pour les Compagnies.

Huit tableaux annuels devaient présenter :

- 1° Le compte rendu général des profits et pertes ;
- 2° Les comptes financiers relatifs aux diverses catégories ;
- 3° La balance générale des écritures ;

4° L'état des valeurs mobilières et immobilières comprises dans l'actif de la balance ;

5° L'état des réserves par risques en cours, par catégories d'assurances ;

6° Le mouvement des polices, capitaux et rentes assurées, réassurances non déduites ;

7° Le mouvement des capitaux assurés, réassurances déduites ;

8° Une statistique sommaire des décès survenus.

Seules, les Sociétés à forme tontinière subissaient un véritable contrôle. Elles restaient soumises à l'ordonnance royale du 13 juin 1842 qui les plaçait sous l'autorité du ministre de l'Agriculture et du Commerce, chargé de vérifier toutes leurs opérations, de viser les écritures, de constater l'encaissement des fonds versés et de surveiller la répartition entre les ayants droit.

Les sociétés de rentes viagères étaient exemptées du décret d'autorisation et n'étaient l'objet d'aucune surveillance. La loi de 1867 n'en avait pas parlé, et elles rentraient, par conséquent, dans la catégorie des Sociétés d'assurances qui pouvaient se former sans autorisation et dont la constitution était simplement assujettie à certaines conditions. (Décret du 22 janvier 1868.)

Les Sociétés de capitalisation étaient aussi soustraites à la loi.

Cependant, l'essor qu'avaient pris subitement, vers 1875, les Sociétés d'assurances-vie, fit craindre au Gouvernement que des spéculations malheureuses ne vinssent frapper l'épargne française. Il en vint à prévoir la responsabilité qui pèserait sur lui le jour où les Compagnies nouvelles qui ne manqueraient pas de se prévaloir très haut de la surveillance légale du Gouvernement, fonctionneraient en réalité librement et sans contrôle. Soucieux de ses devoirs et fort des droits que lui conférait la loi de 1867 soumettant les Compagnies d'assurances sur la vie à une surveillance administrative analogue à celle qui s'exerçait sur les tontines, le Gouvernement, par l'organe du ministre du Commerce, avait saisi la section des travaux publics au Conseil d'État, d'un projet de règlement qui organisait cette surveillance. Mais la section, estimant « qu'il comportait des vérifications trop étendues », émit, le 13 mars 1877, un avis de rejet.

Néanmoins, le ministre persista dans ses projets et il rendit, le 29 juin 1877, un arrêt qui créait une commission de surveillance et en réglait le fonctionnement.

De nombreuses Compagnies protestèrent. L'« Union », la « Compagnie Générale d'Assurances sur la Vie », la « Nationale », le « Soleil » et l'« Urbaine » formèrent immédiatement, devant le Conseil d'État, un pourvoi contre ces décisions ministérielles, et le Conseil d'État, sur les conclusions de M. Gomel, commis-

saire du Gouvernement, « considérant qu'il ne ren-
« trait pas dans les pouvoirs du ministre d'organiser
« un contrôle exercé par des agents de surveillance
« au moyen de la vérification des comptes et opéra-
« tions », rendit, le 14 mai 1880, un arrêt annulant,
pour excès de pouvoir, les différentes décisions mi-
nistérielles, « sauf dans celle de ses dispositions qui
« prescrit la remise à l'administration, suivant des
« modèles donnés par elle, des éléments constitutifs
« de l'état de situation » (1).

Pourtant notre haute juridiction administrative reconnaissait qu'il appartenait au ministre de pres-
crire « les mesures propres à garantir la surveillance
« imposée aux Sociétés d'assurances suivant le mode
« prévu par les actes d'autorisation ».

Mais le ministre ne voulut pas créer une dualité
de régime entre Compagnies françaises, et les dé-
crets d'autorisation intervenus depuis pour les So-
ciétés « La France », « La Foncière », l'« Aigle »,
la « Centrale », le « Nord », la « Providence », res-
tèrent muets sur le mode de surveillance, s'en rap-
portant à une loi nouvelle du soin de trancher la
difficulté pour toutes les Sociétés en même temps.

Les Sociétés étrangères d'assurances sur la vie,
elles, n'avaient jamais été l'objet d'aucune disposition
spéciale avant la loi du 30 mai 1857.

(1) Dalloz, 1881, 3, p. 93.

La jurisprudence française avait toujours admis que les Sociétés étrangères conservaient en France leur existence et leur personnalité. Mais un arrêt de la Cour de cassation de Belgique du 22 juillet 1847 décida que les Sociétés anonymes françaises, bien que régulièrement autorisées en France, ne pouvaient agir devant les tribunaux belges quand elles n'avaient pas été pourvues d'une autorisation en Belgique.

L'opinion publique, en France, s'émut de cette décision et, lors du traité de commerce signé le 27 février 1854, une convention y annexée stipula que le Gouvernement belge déposerait un projet de loi tendant à autoriser les Sociétés soumises à l'autorisation du Gouvernement français, et qui l'auraient obtenue, à exercer tous leurs droits en Belgique. Ce projet devint la loi du 14 mars 1855.

La réciprocité ne fut pas longue à se produire. La France, par une loi du 30 mai 1857, autorisait « les « Sociétés anonymes et les autres Associations « commerciales, industrielles ou financières, qui « sont soumises à l'autorisation du Gouvernement « belge et qui l'ont obtenue, à exercer tous leurs « droits en France ».

Un décret impérial rendu en Conseil d'État, pouvait appliquer à tous autres pays les mêmes avantages.

Le Gouvernement français admit même dans la

suite qu'un traité diplomatique pouvait remplacer le décret. C'est ainsi que les Sociétés anglaises vinrent exercer leurs droits en France après le traité du 30 avril 1862.

Les Sociétés étrangères échappaient donc chez nous à l'autorisation et à la surveillance. Libéralisme étrange, n'est-il pas vrai, et qui contrastait singulièrement avec les principes du protectionnisme appliqué en France ?

II

La coexistence, pour la même industrie, de deux principes antagonistes : la réglementation pour les Sociétés françaises, la liberté absolue pour les Sociétés étrangères, d'une part ; l'impuissance du Gouvernement à exercer un contrôle sérieux sur le fonctionnement des Sociétés françaises, d'autre part, attirèrent l'attention du Parlement, et, à la suite de l'arrêt du Conseil d'État du 14 mai 1880, on comprit qu'une loi était nécessaire.

Le 14 février 1882, M. le garde des Sceaux Humbert institua au ministère de la Justice une commission extra-parlementaire « à l'effet de rechercher les « modifications qu'il convenait d'apporter à la loi de « 1867 sur les Sociétés » et le 6 décembre 1883, M. Martin Feuillée, garde des Sceaux, déposa sur le bureau du Sénat le projet élaboré par la Commis-

sion déclarant dans l'exposé des motifs que « s'il a
« paru convenable d'accorder aux personnes mo-
« rales étrangères les mêmes droits qu'aux per-
« sonnes naturelles, aucune raison ne porte à leur
« en accorder davantage. »

Et il ajoutait :

« Les précautions prises par la loi à l'article 90,
« (relatives à l'autorisation et à la surveillance du
« gouvernement et concernant les Compagnies natio-
« nales) sont *a fortiori* applicables aux Sociétés
« étrangères que le Gouvernement français ne peut
« surveiller chez elles et qui ne sont peut-être guère
« surveillées dans leur propre pays; sans cela les
« nationaux qui traiteraient avec ces Sociétés se-
« raient exposés aux plus graves dangers. De plus,
« elles seraient en situation de faire concurrence
« aux Sociétés françaises analogues, d'abaisser les
« tarifs, de demander des primes moindres, si elles
« n'étaient pas soumises aux mêmes obligations. Il
« faut le répéter : on peut aller jusqu'à traiter chez
« soi les étrangers comme des nationaux, mais l'hos-
« pitalité n'exige pas qu'on aille au-delà et qu'on
« traite les étrangers mieux que les nationaux ».

M. Bozérian, sénateur, nommé rapporteur de ce projet, déposa son long et minutieux travail le 24 juillet 1884, et, après plusieurs délibérations, le projet fut définitivement voté au Sénat, le 30 novembre 1884.

Deux titres de la loi étaient consacrés aux Sociétés d'assurances.

Le titre VI, intitulé *Des Tontines et des Sociétés d'assurances*, comprenait l'article 88 ainsi conçu :

Art. 88. — « Les associations de la nature des
« tontines et les Sociétés d'assurances sur la vie
« mutuelles ou à primes sont soumises à l'autorisa-
« tion et à la surveillance du Gouvernement. Le
« mode d'exercice de la surveillance du Gouverne-
« ment sera déterminé par un règlement d'admi-
« nistration publique.

« Les Sociétés d'assurances sur la vie sont d'ail-
« leurs soumises aux dispositions de la présente
« loi (1) ».

Le règlement d'administration publique devait, d'après l'avis unanime de la Commission, s'appliquer à toutes les Sociétés existantes ou à venir.

M. Bozérian déclarait en outre que « la Commis-
« sion n'avait pas voulu préciser à l'avance les
« points qui devaient faire l'objet du règlement. La
« tâche est indiquée, elle n'est pas limitée. Pour
« l'accomplir, on s'inspirera de cette pensée que la
« surveillance du Gouvernement doit être limitée
« dans le double but de ne pas lui imposer une res-
« ponsabilité trop lourde, et de ne pas gêner les
« Sociétés dans l'administration de leurs affaires ».

(1) *Journal Officiel*, Sénat, Débats parlementaires, 1884, p. 4781.

Le titre VII visait les Sociétés étrangères.

Art. 90. — « Les Sociétés étrangères par actions,
« constituées conformément aux lois de leur pays,
« peuvent exercer en France tous les droits accor-
« dés aux étrangers, lorsqu'un décret, rendu en la
« forme de règlement d'administration publique, a,
« par mesure générale, permis aux Sociétés de ce
« pays, d'exercer tous leurs droits et d'ester en jus-
« tice en France. »

Art. 91. — « Les associations étrangères de la na-
« ture des tontines et les Compagnies d'assurances
« mutuelles ou à primes sont soumises aux disposi-
« tions de l'article 88.

« Elles sont tenues de déposer à la Caisse des
« dépôts et consignations un cautionnement. Ce
« cautionnement se composera de versements an-
« nuels successifs destinés à titre de réserve à cou-
« vrir le total des risques en cours en France. Ces
« réserves seront calculées d'après les formules qui
« auront été indiquées par le règlement d'adminis-
« tration publique prévu par l'article 88. Le caution-
« nement qui sera effectué en valeurs françaises
« déterminées par ce règlement, sera affecté par
« privilège au profit des assurés à la garantie des
« opérations faites en France. Le règlement déter-
« minera les conditions du retrait du cautionne-
« ment, le mode spécial de surveillance auquel les
« Sociétés dont s'agit seront soumises, et les obli-

« gations auxquelles elles seront assujetties pour la
 « publicité périodique du compte-rendu de leurs
 « opérations.

« Il fixera le délai qui leur sera accordé si
 « elles fonctionnent actuellement en France, pour
 « se conformer aux prescriptions de la présente
 « loi ». (1)

Ce vaste projet qui cherchait à remédier aux inconvénients que nous avons signalés fut transmis à la Chambre des Députés et une Commission fut nommée pour l'examiner. Mais il ne fut jamais soumis à la délibération, car il fut retiré par M. Lockroy, alors ministre, qui lui reprochait de laisser au Conseil d'État trop de latitude dans l'élaboration du règlement d'administration publique prévu à l'article 88.

La faillite du *Crédit viager*, qui fut déclarée par le Tribunal de commerce de la Seine le 16 septembre 1885, vint montrer combien il importait d'organiser un système de surveillance capable de remédier au mauvais fonctionnement de ces institutions de prévoyance et d'empêcher le retour de semblable catastrophe. L'attention du Gouvernement fut de nouveau attirée et le Conseil d'État fut chargé de préparer un projet. M. Chauchat, conseiller d'État,

(1) *Journal Officiel*, Sénat, Débats parlementaires, 1884, p. 4782 et suiv.

nommé rapporteur, se mit aussitôt à l'œuvre et il elabora un rapport très approfondi dans lequel il disait :

« Pour que la surveillance fût vraiment utile aux
« assurés, il faudrait évidemment qu'elle portât sur
« toute l'administration de la Société ou au moins
« sur tous les points dont dépend la prospérité
« de l'affaire. Or, la prospérité d'une Société d'assu-
« surance sur la vie dépend notamment du tarif qui
« est appliqué, du choix des risques, de la manière
« de calculer les réserves pour risques en cours, et
« du placement des fonds qui doivent représenter
« ces réserves. C'est donc sur tous ces points que
« devrait porter la surveillance pour donner aux
« assurés la sécurité qu'ils en attendent.

« Mais le Gouvernement peut-il surveiller chacun
« de ces points sans outrepasser les droits qu'il
« s'est réservés en approuvant les statuts de la
« Société, et, même s'il le pouvait, ne serait-ce pas
« lui imposer une trop lourde responsabilité ?

« Les commissaires sont obligés de s'arrêter dans
« leurs investigations parce que la Société peut
« invoquer la liberté que lui laissaient les statuts, et
« cependant le public qui attend du Gouvernement
« une surveillance complète, le considérerait certai-
« nement comme responsable, au moins moralement,
« si la Société venait à manquer à ses engagements,
« sans se demander si la surveillance pouvait léga-

« lement s'exercer sur les actes qui ont entraîné la
« ruine de la Société ».

M. Chauchat, partisan peu convaincu d'une sévère réglementation, fit partager à ses collègues sa façon de voir, et le Conseil d'État adopta la rédaction d'un projet de loi qui laissait bien subsister la nécessité de l'autorisation préalable et le principe de la publicité, mais remplaçait la surveillance par un droit de vérification dans le cas de violation des statuts. Il admettait le principe d'une certaine publicité pour les Sociétés étrangères. Celles-ci étaient soumises aux mêmes publications que les Sociétés françaises analogues (inventaire chaque année pour les affaires faites en France ; compte rendu général des opérations contenant les tableaux dressés suivant les modèles imposés aux Sociétés françaises) et devaient effectuer le dépôt d'un cautionnement.

Ce projet déplut à M. Lockroy, à cette époque ministre du Commerce, qui ne concevait pas l'autorisation sans la surveillance :

« A quoi bon autoriser sous certaines conditions si
« l'on ne se réserve pas la faculté de contrôler l'exé-
« cution de ces conditions ? ».

Et après la chute du ministère, il présenta le 2 juin 1887 une proposition de loi « relative aux Sociétés d'assurances sur la vie » (1) dans laquelle il préconi-

(1) Chambre, 1887, annexe n° 1814, p. 794.

sait « le système de la liberté réglementée égale pour tous » adopté en Italie. Liberté de constitution sauf à en faire constater judiciairement la régularité : adoption d'un tarif minimum rémunérateur, emploi des fonds en valeur de premier ordre, publication, sous la responsabilité des administrateurs, d'états constatant la situation de la Société.

À l'égard des Sociétés étrangères, autorisation de fonctionner en France mais obligation de se conformer aux règles établies par les Sociétés françaises et de déposer à la Caisse des dépôts et consignations la valeur des réserves augmentées de 3 0/0, correspondant aux assurances contractées en France.

M. Lockroy dégageait ainsi la responsabilité de l'État en supprimant l'autorisation. Il pensait que « l'État ne peut suivre les opérations compliquées » des Compagnies ni se rendre compte des placements qu'elles effectuent, il ne peut veiller aux « mesures que nécessite la bonne administration de » la Compagnie (1). » Il laisserait au public le soin de défendre ses intérêts et d'exercer les droits de contrôle nettement déterminés. Il supposait un degré d'éducation publique qui ne paraît pas en rapport avec nos mœurs.

Cette proposition fut soumise à la quatorzième

(1) *Journal Officiel*, D. P., Chambre, 1887, annexe n° 1903, p. 945.

commission d'initiative parlementaire et l'objet d'un rapport sommaire de M. le colonel baron de Plazanet, qui parut le 1^{er} juillet 1887, et proposait de la prendre en considération. Mais il n'en fut rien.

Tel est en quelques lignes le résumé de ce projet. On resta ainsi dans le *statu quo* jusqu'en 1894.

L'année 1894 fut fertile en propositions de loi. L'assurance prenait en France chaque jour plus d'extension et les parlementaires comprenaient l'insuffisance de notre législation.

Le 22 janvier 1894, M. Jules Roche présente une proposition de loi « relative aux associations de la nature des tontines et aux Sociétés d'assurances sur la vie » (1).

« Il n'a en vue, dit-il, que de rédiger une loi de police ayant pour unique objet de garantir aux assurés la qualité de la marchandise qui leur est vendue » ; et, pour ce faire, il demande l'application de la loi à toutes les Sociétés anciennes ou nouvelles, françaises ou étrangères, d'assurances-vie. C'est un partisan convaincu de l'autorisation préalable et de la surveillance administrative. L'autorité publique doit connaître la sincérité des comptes et l'existence des réserves affectées par privilège à la garantie des opérations. Elle peut, comme sanction suprême, retirer l'autorisation. Elle doit vérifier

(1) Chambre, 1894, annexe n° 304, p. 239.

chaque année le compte des opérations publié par chaque Société.

Un mois après, le 12 février 1894, M. Saint-Germain dépose une proposition concernant les Sociétés étrangères d'assurances sur la vie (1). Il approuve le système du nouveau Code italien du 22 avril 1882 et propose d'en adopter les bases : autorisation de chaque Société après sérieux examen ; obligation d'employer en rentes sur l'État la moitié des sommes perçues pour les assurances contractées en France ; dépôt de titres à la Caisse des dépôts et consignations ; inventaire annuel et publicité d'un compte-rendu particulier pour les affaires faites en France.

Telle est l'économie de cette proposition.

Quelques mois après, un groupe de parlementaires, au nombre desquels MM. Paul Guicysse et Léon Bourgeois, députés, sous l'influence du remarquable mémoire présenté au nom de l'Institut des actuaires au 32^e Congrès des Sociétés savantes, par M. Cheysson, membre agrégé, en réponse à la question posée dans le programme du Congrès : « Est-ce désirable qu'il soit fait en France une loi concernant les assurances sur la vie et quelles doivent en être les bases ? », déposèrent sur le bureau de la Chambre, le 16 juillet 1894, une proposition de loi sur les So-

(1) Chambre, 1894, annexe n^o 375, p. 146.

ciétés d'assurances sur la vie (1). Ils y adoptaient les principes généraux de la proposition de M. Jules Roche, mais ils la complétaient en organisant près du ministère du Commerce le fonctionnement pratique de l'autorisation et de la surveillance des Sociétés par la création du « Comité consultatif des assurances ».

Ce Comité, composé des personnes les plus compétentes, devait éclairer le ministre sur toutes les demandes d'autorisation, les modifications de statuts, et le Conseil d'État ne devait plus exercer sa haute juridiction que dans le cas où l'accord n'aurait pu se faire sur les questions d'ordres divers qui intéressent les Sociétés. Ce même Comité devait diriger le contrôle des réserves et examiner d'une façon générale toutes les questions relatives au fonctionnement des Sociétés d'assurances.

Quant aux Sociétés étrangères, les privilèges dont elles jouissaient à l'encontre des Compagnies françaises sont supprimés. Elles sont soumises à un cautionnement et doivent constituer des réserves spéciales à leurs opérations en France et à l'abri de toute éventualité.

La loi n'exigeait pas de nouvelle autorisation des Sociétés existant en vertu d'un décret rendu sur avis

(1) *Journal Officiel*, D. P., Chambre, 1894, annexe n° 834, p. 1150.

du Conseil d'État. Cette proposition, bien que renvoyée à la Commission de l'assurance et de la prévoyance sociales, ne fut jamais soumise au vote de la Chambre.

Essai encore infructueux que celui de M. Guillaume Chastenet, en 1899, lorsqu'il demande à la Chambre, dans la séance du 9 juin, « la réforme de
« la législation en matière d'assurance, suppliant ses
« collègues d'aborder enfin l'examen d'un problème
« auquel la plupart des États ont déjà donné la so-
« lution la plus conforme aux intérêts de leurs natio-
« naux » (1).

Il reprenait presque complètement la proposition de MM. Guieysse et Léon Bourgeois réclamant pour la France le système de l'autorisation et de la surveillance qui est en quelque sorte « le pivot des réglementations nouvelles », système qui a donné de très bons résultats en Espagne (Loi du 21 janvier 1896), en Autriche-Hongrie (Ordonnance ministérielle du 5 mars 1896), et en Suisse, et qui, d'après lui, convient le mieux à notre éducation, à nos mœurs et à nos institutions.

Cependant, deux grands événements devaient donner à la question plus d'actualité et en hâter la solution.

(1) *Journal Officiel*, D. P., Chambre, 1899, annexe n° 1022, p. 1869.

La loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, soucieuse d'éviter aux intéressés le risque d'insolvabilité, leur assurait dans les articles 23 et suivants le paiement des indemnités pour incapacité permanente de travail ou accidents suivis de mort, par les soins de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, au moyen d'un fonds spécial de garantie. Cette même loi, complétée par un décret du 28 février 1899 portant règlement d'administration publique, soumettait les Compagnies d'assurances françaises et étrangères à la surveillance et au contrôle de l'État, et les obligeait à constituer des réserves ou cautionnements dont le montant devait être affecté par privilège au paiement des pensions et indemnités. C'était un précédent pour les assurances sur la vie.

Si une telle législation était utile pour les assurances contre les accidents, n'éveillait-elle pas l'idée de l'appliquer aux assurances sur la vie qui présentaient plus de dangers et prêtaient à plus d'abus ?

Les faillites retentissantes des Sociétés d'assurances sur la vie : la « Rente Viagère » et la « Caisse générale des Familles », détentrices de la petite épargne, vinrent en 1902 démontrer l'insuffisance des moyens de contrôle, et, sous la pression de l'opinion publique justement émue, le Gouvernement

résolus de remédier au plus vite à cette législation incomplète. Le 26 avril 1902, M. Millerand, ministre du Commerce, prenait un arrêté instituant près de son ministère « une Commission consultative chargée d'étudier les dispositions législatives en vue de l'organisation des Sociétés d'assurances sur la vie », et il faisait annoncer le 7 mai suivant, dans le *Journal Officiel* publiant l'arrêté sus énoncé, la constitution d'une autre commission consultative chargée d'étudier « les dispositions législatives auxquelles pourraient être soumis les contrats d'assurances ».

Mais ces mesures parurent à leur tour insuffisantes pour calmer les esprits et, en quelques jours, on entassa sur le bureau de la Chambre de nombreuses propositions.

Le 10 juin 1902, M. L. Mirman, député, demandait la prescription de certaines mesures conservatoires pour la sécurité des engagements à lointaine échéance contractés par les Sociétés d'assurances sur la vie, de rentes viagères, de capitalisation et d'épargne (1).

Le même jour, M. Henry Ferrette réclamait une loi sur le contrôle et la surveillance par l'État des Sociétés d'assurances et de rentes viagères (2).

(1) *Journal Officiel*, D. P., Chambre, 1902, annexe n° 10, p. 458.

(2) *Journal Officiel*, D. P., Chambre, 1902, annexe n° 14, p. 476.

Le 12, MM. Gellé et Coache, députés, demandaient l'application de l'article 66 de la loi des 24 et 29 juillet 1867 sur les Sociétés, aux Associations ayant pour objet des placements viagers (1).

Le 17, M. Chastenet dépose à nouveau une proposition de loi tendant à compléter la législation en matière d'assurances sur la vie, et reprend dans l'exposé des motifs les développements de sa première proposition (2).

Le 19, MM. Paul Guieysse, Audiffred, Jules Siegfried, Bienvenu-Martin et Riotteau apportent à la Chambre une reproduction de la proposition de loi relative aux Sociétés d'assurances sur la vie déposée dans une précédente législature en juillet 1894 (3).

Mais le Gouvernement, de son côté, stimulait le zèle de la Commission instituée par M. Millerand. Le 6 décembre 1902, M. Trouillot, ministre du Commerce, pouvait ainsi déposer sur le bureau de la Chambre un avant-projet de loi relatif « à la surveillance et au contrôle des Sociétés d'assurances sur la vie et de toutes les entreprises dans les opérations desquelles intervient la durée de la vie humaine » (4).

Cet avant-projet très long, comprenant cinquante-huit articles, fut renvoyé à la Commission de l'assu-

(1) *Journal Officiel*, D. P., Chambre, 1902, annexe n° 62, p. 520.

(2) *Journal Officiel*, D. P., Chambre, 1902, annexe n° 82, p. 543.

(3) *Journal Officiel*, D. P., Chambre, 1902, annexe n° 94, p. 573.

(4) *Journal Officiel*, D. P., Chambre, 1902, annexe n° 624, p. 1210.

rance et de la prévoyance sociales. Cette Commission retournait l'avant-projet au Gouvernement le 19 janvier 1903 après l'avoir dépouillé de nombreuses dispositions qui en auraient retardé le vote pendant très longtemps. Elle le résumait en vingt-trois articles.

Il fut confié ainsi, avec les différentes propositions de loi de la même législature, à la Commission des Sociétés d'assurances, de rentes viagères et de capitalisation, qui nomma rapporteur M. Guillaume Chastenet.

La Commission se mit à l'ouvrage, sous la présidence de M. Guieysse. Elle discuta minutieusement les dispositions du projet gouvernemental et le conserva presque en son entier après avoir reconnu l'opportunité de ses dispositions.

Dans un rapport lumineux paru le 9 juin 1903, M. Chastenet exposait à la Chambre l'économie générale du projet adopté par la Commission. « On « n'avait pas, y disait-il, voulu faire un Code général « de l'assurance. Il importait d'aller au plus pressé, « c'est-à-dire de donner la sécurité aux opérations « viagères par l'organisation d'une surveillance et « d'un contrôle effectifs. »

Laissant donc complètement de côté les Sociétés de capitalisation qui devaient faire l'objet d'une loi future (devenue aujourd'hui la loi du 19 décembre 1907), laissant également de côté l'étude du contrat

d'assurances et les dispositions fiscales mentionnées dans diverses propositions, le projet se borne à régler le mécanisme financier des entreprises d'assurances sur la vie et de prévoir pour leur fonctionnement toutes les garanties voulues pour mettre leur actif à l'abri des témérités de gestion.

Le projet comprend cinq titres : les deux premiers traitent des garanties que devront présenter les Sociétés pour se fonder et fonctionner. Le titre III énumère les dispositions relatives au contrôle et à la surveillance. Le titre IV prévoit les pénalités, le titre V détermine les dispositions transitoires.

L'enregistrement remplace l'autorisation et le Gouvernement consent à ne plus se mêler à la vie intérieure des Sociétés au moment de leur formation.

Le titre II, intitulé « des garanties », et le titre III relatif au contrôle et à la surveillance, prévoient la constitution d'un capital social minimum pour les Sociétés à primes et d'un capital de garantie pour les mutuelles et les Sociétés à forme tontinière. Ils spécifient la dissolution de la Société en cas de perte de la moitié du capital social ou du capital de garantie. Ils exigent la création de réserves mathématiques dans des conditions qui seront précisées par décret, et la rectification de ces réserves tous les cinq ans. Ils préconisent l'institution obligatoire d'une réserve de garantie ayant pour but de couvrir les écarts possibles

entre les prévisions et les réalités. Ils prévoient des précautions à prendre pour les polices d'accumulation et à cet effet ils ordonnent la tenue d'un compte individuel pour chaque police d'accumulation, compte qui doit indiquer à tout moment le droit du participant. (Le texte de l'avant-projet prévoyait seulement un compte annuel de répartition). Ils instituent en faveur des assurés français et étrangers un privilège sur l'actif des Sociétés d'assurances françaises jusqu'à concurrence des garanties que leur assigne le fonctionnement normal de l'assurance.

Les Sociétés étrangères soumises aux règles précédentes ne peuvent garder par devers elles les valeurs constituant les réserves et doivent les déposer dans des conditions qui seront fixées ultérieurement. Les assurés ont en vertu de l'article 2073 du Code civil un droit de gage sur ces dépôts. Ce droit de gage remplace le privilège dont nous venons de parler.

Les titres II et III se contentaient de définir les principes et les bases fondamentales de la surveillance et du contrôle, et laissaient au pouvoir réglementaire le soin de préciser la manière d'appliquer la loi.

Des décrets devraient déterminer les placements dont devra se composer l'actif des Sociétés et les garanties à réclamer pour les valeurs qui ne présenteraient pas la forme nominative, les diverses mesures nécessaires au fonctionnement du contrôle.

Un comité technique, appelé comité consultatif des assurances sur la vie, serait chargé de trancher les questions administratives ou scientifiques. Il devrait être obligatoirement consulté dans la préparation des règlements, dans la préparation des tableaux à joindre aux comptes rendus d'opérations, sur le mode de recrutement des commissaires contrôleurs, sur toutes les demandes d'enregistrement. Le même comité devrait dans certains cas jouer le rôle d'arbitre technique entre l'administration et les Sociétés : 1° au cas d'annulation d'enregistrement ; 2° au cas de rectification dans le calcul des réserves mathématiques.

Les commissaires contrôleurs seraient appelés à faire des vérifications sur place imitant ainsi le corps des contrôleurs institué par la loi du 9 avril 1898.

Enfin, les Sociétés étrangères devraient avoir en France un siège spécial pour les opérations réalisées en France et en Algérie.

Le titre IV prévoyait les sanctions et déterminait les pénalités :

Retrait d'enregistrement après avis du comité quand la situation de la Société paraîtra compromise ;

Amendes administratives pour irrégularités constatées ;

Amendes prononcées par les tribunaux, variant de 100 à 500 francs et, en cas de récidive, de 500 à 10,000 francs pour infractions graves.

Toutes les infractions seraient constatées par les commissaires contrôleurs dont les procès verbaux feraient foi jusqu'à preuve contraire.

Le titre V réglait les dispositions transitoires au moyen desquelles les Sociétés existantes pourraient régulariser leur situation sous le régime nouveau, et déléguait au Gouvernement le soin de déterminer par règlement d'administration publique les conditions de constitution des Sociétés d'assurances sur la vie à forme mutuelle et à forme tontinière (1).

L'article 23 et dernier du projet, relatif à la proposition de loi de MM. Bonnevey et Thierry, sur l'assurance en cas de décès des enfants de moins de sept ans, en acceptait le principe, mais fixait à douze ans l'âge jusqu'auquel l'assurance était interdite (2).

Ce projet sérieusement étudié fut cependant remanié avant d'être soumis à la délibération des Chambres. La Commission en fit une nouvelle rédaction qui parut au *Journal Officiel* le 21 janvier 1904.

Enfin, le 24 juin, l'urgence fut votée malgré une demande de renvoi de M. Congy qui déposa un contre-projet et, malgré une vive opposition de la part de M. Charles Benoist qui jugeait l'urgence « dommageable à une législation réfléchie et mûrie » ; la

(1) *Journal Officiel*, D. P., Chambre, 1903, annexe 986.

(2) *Journal Officiel*, Chambre, 1904, p. 1889.

Chambre décidait donc de passer immédiatement à la discussion des articles.

C'est alors qu'en six séances laborieusement remplies elle adopta sans presque le modifier le projet de la Commission (1). Le 7 juillet 1904, le projet était voté à la Chambre et transmis au Sénat dans la journée du 8 (2).

Seul, le texte de loi relatif à l'interdiction en France de l'assurance en cas de décès des enfants de moins de douze ans, avait été disjoint sur la demande qu'en avait faite dans la séance du 7 juillet le Gouvernement d'accord avec la Commission. Le même jour, à la suite d'un rapport spécial, la Chambre votait la disjonction et à l'unanimité la proposition pour laquelle l'urgence avait été déclarée. (Elle devint la loi du 8 décembre 1904.)

Quant au projet de loi renvoyé au Sénat, il fut l'objet d'un remarquable rapport de M. Lourties déposé le 13 décembre 1904 (3). Le rapporteur fit voter par ses collègues le projet dans son ensemble sans aucune modification, dans les séances des 28 février et 2 mars 1905 (4). Ce texte est devenu la loi du 17 mars 1905.

(1) *Journal Officiel*, Chambre, 1904, p. 1551, 1597, 1701, 1749, 1835, 1877.

(2) *Journal Officiel*, D. P., Sénat, 1904, annexe n° 238, p. 314.

(3) *Journal Officiel*, D. P., Sénat 1904, annexe n° 323, p. 36.

(4) *Journal Officiel*, Sénat 1905, p. 303 et 321.

DEUXIÈME PARTIE

LA LOI DU 17 MARS 1905

LOI DU 17 MARS 1905

CHAPITRE 1^{er}

SES CARACTÈRES GÉNÉRAUX

La loi du 17 mars 1905 n'est pas une loi d'ensemble relative aux assurances sur la vie. C'est une loi d'utilité sociale, de sécurité et de protection pour les assurés. En soumettant au vote du Parlement un projet de loi « sur la surveillance et le contrôle des « entreprises qui contractent des engagements dont « l'exécution dépend de la durée de la vie humaine », le Gouvernement avait eu pour but immédiat d'éviter le retour de désastres aussi funestes pour la fortune publique que ceux de la « Caisse Générale des familles » ou de la « Rente Viagère » et de conjurer quelques-uns des dangers et des abus que présentaient en France les Sociétés d'assurances sur la vie.

Unifier la législation antérieure, nationaliser la situation des Sociétés étrangères, réglementer le mécanisme financier de toutes les entreprises d'assurances sur la vie, et leur imposer les garanties propres à mettre leur actif à l'abri des témérités de gestion, tel est l'unique objet de cette loi. Aussi ne s'occupe-

t-elle pas des rapports juridiques entre l'assureur et l'assuré, laissant à une loi spéciale le soin de régir le contrat d'assurances. (Un projet de loi a été déposé à cet effet sur le bureau de la Chambre le 12 juillet 1904, il a été discuté au sein de la Commission chargée de l'examiner, et rapporté. Espérons qu'il sera bientôt mis à l'ordre du jour !). Elle laisse également de côté les dispositions fiscales prévues dans diverses propositions de loi.

Le souci constant de la Commission chargée d'examiner le projet avait été de remédier au plus vite aux multiples dangers du régime auquel étaient soumises les Sociétés d'assurances sur la vie. Pour démontrer victorieusement cette assertion, nous ne pouvons mieux faire que de rappeler les paroles de M. Chastenet dans son rapport à la Chambre le 9 juin 1903 :

« Votre Commission a dû d'abord se préoccuper
« de délimiter l'objet et l'étendue de ses travaux.
« Sa tâche ne pouvait comprendre l'élaboration
« immédiate d'un code général de l'assurance et des
« opérations analogues ou connexes ; une pareille
« œuvre aurait absorbé un temps considérable et il
« importait d'aller au plus pressé, c'est-à-dire de
« donner tout d'abord la sécurité aux opérations
« viagères par l'organisation d'une surveillance et
« d'un contrôle effectifs, »

Une loi faite sous l'empire de ces préoccupations

ne pouvait déterminer toutes les règles de détail, en des matières aussi complexes et aussi techniques. Pour ces motifs, elle se contente de définir les principes essentiels et les bases fondamentales du contrôle et de la surveillance. Adoptant le régime de la liberté réglementée appliqué déjà en France par la loi du 9 avril 1898 aux Sociétés d'Assurances contre les accidents du travail, le législateur de 1905 substitue à l'autorisation par décret l'enregistrement par le ministère du Commerce (un décret du 25 octobre 1906 ayant créé un ministère du Travail et fait passer du ministère du Commerce à ce ministère du Travail, la direction de l'Assurance et de la Prévoyance sociale, nous mentionnerons désormais le ministère du Travail en lieu et place du ministère du Commerce), et à l'ancienne surveillance purement nominale une surveillance effective exercée par un corps de contrôle. Il soumet à ces règles toutes les entreprises françaises et étrangères et abroge d'un trait de plume toute la législation antérieure. Toutefois il laisse subsister les règles générales des Sociétés pour les Sociétés par actions.

Cette loi en vingt-trois articles, qui ne pouvait entrer dans les détails d'administration, dut laisser au pouvoir réglementaire le soin de préciser la manière dont elle devait être appliquée. C'était d'ailleurs, au dire même de M. Chastenet « un moyen de « laisser aux mesures à adopter une certaine sou-

« plesse et il importait de le faire en raison des
 « modifications que peut requérir d'après l'expé-
 « rience la mobilité même du fonctionnement des
 « Sociétés surveillées ».

Aussi la loi a-t-elle prévu plusieurs décrets et un grand nombre d'arrêtés ministériels.

1° Deux décrets rendus en la forme de règlements d'administration publique devaient : a) l'un, déterminer les placements dont doit se composer l'actif des entreprises assujetties à la loi et les garanties à réclamer pour les valeurs qui ne présentent pas la forme nominative. Il a été rendu le 9 juin 1906. b) L'autre, formuler les règles qui doivent présider à la constitution des Sociétés d'assurances sur la vie, à forme mutuelle ou tontinière. C'est le décret du 12 mai 1906, véritable charte de ces Sociétés.

2° D'autres décrets, en plus grand nombre, prévus notamment dans les articles 8 et 9 de la loi, devaient avoir pour objet d'édicter les mesures nécessaires au fonctionnement du contrôle.

3° Des arrêtés ministériels devaient apporter à la réglementation les précisions nécessaires.

Cette manière de légiférer ne fut pas sans soulever au sein de l'Assemblée de nombreux reproches. Lors de la discussion générale, MM. Auffray et Congy s'en montrèrent les adversaires les plus convaincus. Ce dernier surtout, véritable champion de l'opposition, fit nettement sentir son hostilité lors-

qu'il s'écriait à la fin de son réquisitoire contre le projet qu'il trouvait trop hâtif et trop vague :

« En résumé, on pourrait presque remplacer le
« projet par une rédaction plus simple.

« Art. 1^{er}. — Il n'y a pas de loi.

« Art. 2^e. — Des décrets suppléeront à cette lacune.

« N'est-ce pas en effet aller vraiment trop loin dans
« la voie de l'arbitraire et dépasser la mesure dans
« laquelle il est permis au Gouvernement de s'affran-
« chir du contrôle du Parlement. »

C'était une boutade, mais nous reconnaissons volontiers à la critique une certaine justesse. Car on avait bien toujours délégué au Conseil d'État le soin de régler l'application de la loi, mais jamais on n'avait vu le Parlement abdiquer à ce point ses prérogatives en faveur du Pouvoir exécutif. Au surplus, l'adoption d'une telle méthode présente le grave inconvénient de créer une législation très complexe et souvent obscure, qui nécessite non seulement de nombreuses recherches mais encore une classification souvent difficile pour qui veut en faire une étude sérieuse et approfondie. C'est une véritable codification de la matière à essayer. Mais il faut cependant féliciter nos législateurs, ainsi que le Conseil d'État et le Pouvoir exécutif, d'avoir réussi à faire de cette législation touffue un ensemble complet dans lequel on ne relève aucune contradiction.

CHAPITRE II

ENTREPRISES AUXQUELLES S'APPLIQUENT LES TEXTES

RÈGLE GÉNÉRALE.

Aux termes du § 1^{er} de l'article 1^{er} de la loi de 1903 :
« sont assujetties les entreprises françaises ou étran-
« gères de toute nature qui contractent des engage-
« ments dont l'exécution dépend de la durée de la
« vie humaine. »

La loi nouvelle étend son emprise non seulement à toutes les Sociétés d'assurances sur la vie antérieurement soumises au premier alinéa de l'article 66 de la loi du 24 juillet 1867, abrogé par elle (art. 22-1^o), mais aussi à toutes les entreprises de rentes viagères jusqu'alors indépendantes et d'une manière générale à toutes celles qui font intervenir pour le jeu de leurs opérations la durée de la vie humaine. Elle s'applique aux Sociétés françaises ou étrangères pour tous leurs contrats souscrits et exécutés en France, en Algérie et aux colonies de la Réunion, de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane, de

l'Inde Française, de la Nouvelle-Calédonie (art. 23). et de l'Indo-Chine (D. du 11 juillet 1907) (1). Elle régit les entreprises existantes au jour de la promulgation, sous réserve toutefois des mesures transitoires (Art. 19, 20, 21).

Ainsi, quelle que soit la combinaison des opérations procédant de l'assurance ; quelle que soit la forme adoptée par les différentes entreprises, qu'elles soient anonymes, en commandite, en participation civile, mutuelles ou à forme tontinière, quelle que soit la nationalité, qu'il s'agisse de Sociétés françaises, américaines, anglaises, allemandes, etc....., quelle que soit enfin la dénomination qu'elles ont choisie, Sociétés de rentes viagères ou différées, caisses de retraites, institutions de prévoyance ou de philanthropie, toutes sont soumises *ipso facto* à la loi, si elles ont pour objet de passer des contrats pour la réalisation desquels interviennent des conditions de survie ou de décès. Peu importe du reste le jeu prépondérant ou effacé, direct ou indirect, apparent ou caché de la mortalité.

La formule est générale à dessein d'éviter toute surprise.

« Nous n'avons pas conservé la très longue énumération qui était contenue dans l'avant-projet de
« la Commission spéciale nommée par M. le Ministre

(1) *Journal officiel de l'Indo-Chine* du 12 décembre 1907.

« du Commerce, parce que dans toute énumération
 « il peut y avoir des oublis. La formule est suffisam-
 « ment large pour qu'il ne puisse y avoir aucune
 « ambiguïté. » (M. Paul Guieysse, président de la
 Commission, séance du 28 juin 1904.) (1).

EXCEPTIONS.

Cependant le champ d'application de la loi souffre deux exceptions importantes indiquées par le législateur. La première concerne les Sociétés de secours mutuels définies et régies par la loi du 1^{er} avril 1898, la deuxième, les institutions de prévoyance publiques ou privées soumises à des lois spéciales. (Art. 1^{er}-2^o.)

Ces exceptions sont faciles à justifier. En effet, la loi du 1^{er} avril 1898 a créé pour les Sociétés de secours mutuels un régime très libéral afin de multiplier des institutions si utiles à la classe ouvrière. Si on avait soumis leur constitution et leur gestion à la réglementation sévère de la loi de 1903, on aurait pu redouter un arrêt dans le magnifique essor qu'elles ont pris. On pourra craindre, il est vrai, de voir de petites entreprises d'assurances au décès, de rentes viagères, se couvrir du

(1) *Journal Officiel*, Chambre, *in extenso*, 1904, p. 1703.

régime de la mutualité et se réclamer indûment de la loi de 1898 pour échapper aux rigueurs de la loi nouvelle. Objection sérieuse et présentée lors de la discussion. Mais l'appréhension de quelques abus isolés n'était pas une raison suffisante pour faire supprimer une disposition libérale.

Quant à la deuxième dérogation, elle a pour but de laisser intacte la législation des établissements nationaux tels que la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse et la Caisse d'assurances en cas de décès, et de maintenir en vigueur les lois spéciales qui régissent les Caisses de retraites des employés de chemins de fer, les Caisses des ouvriers mineurs, les Caisses de retraites patronales ou syndicales, ainsi que les Sociétés telles que les « Prévoyants de l'Avenir », les « Vétérans des Armées de terre et de mer » et les Sociétés dites « chatelusiennes ».

Ajoutons, pour être complet, que les Sociétés de capitalisation restent en dehors du domaine d'application de la loi, malgré le désir contraire exprimé par de nombreux parlementaires. Les opérations de ces Sociétés diffèrent en effet des opérations viagères ; la considération de la durée de la vie humaine n'entre pas en ligne de compte dans l'établissement de leurs barèmes ou tarifs. Elles appelaient donc des mesures de contrôle différentes de celles que comportent les assurances sur la vie. La loi du 19 décembre 1907 est venue les réglementer.

CHAPITRE III

RÈGLES COMMUNES A TOUTES LES SOCIÉTÉS D'ASSURANCES SUR LA VIE

LE RÉGIME DE L'ENREGISTREMENT.

« En résumé et pour conclure, disait M. Chaste-
« net, rapporteur de la loi à la Chambre, le 23 juin
« 1904, nous nous sommes efforcés d'établir dans la
« matière importante, délicate, variée à l'infini, des
« Sociétés d'assurances sur la vie, une législation
« d'ensemble aussi générale et aussi simple que pos-
« sible, sans prendre parti pour telle ou telle forme
« adoptée pour ces entreprises en les plaçant toutes
« autant que faire se peut sous un même régime
« d'égalité, j'oserai même dire de liberté, en tant
« que cette liberté est compatible avec les devoirs de
« l'État et la loyauté des contrats (1). »

Pour remplir ce programme, il fallait donc trouver
un système d'intervention égalitaire et libéral : ÉGA-

(1) *Journal Officiel*, Chambre, 1904, *in extenso*, p. 1601.

LITAIRE, en soumettant au même régime toutes les entreprises d'assurances sur la vie (nous avons vu, en commentant l'article 1^{er} de la loi, que ce desideratum avait été réalisé); LIBÉRAL, en supprimant l'autorisation préalable, système des plus arbitraires au sens étymologique du mot. Le régime de l'autorisation avait donc vécu. On y substitua le régime de l'« enregistrement automatique » accordé aux entreprises qui s'y présentent en remplissant les conditions requises par la loi et les règlements.

L'enregistrement est la véritable clef de voûte du régime nouveau auquel ont été soumises toutes les Sociétés d'assurances sur la vie. Désormais, plus d'incursion du gouvernement dans la vie intérieure des Sociétés, plus de refus arbitraire d'autorisation; toutes les entreprises ont droit de cité et peuvent fonctionner *de plano* si elles ont satisfait aux règles générales des Sociétés et aux prescriptions de la loi nouvelle.

Cette innovation a été vivement attaquée à la Chambre par M. Congy qui s'était fait le porte-paroles des parlementaires hostiles au projet de la Commission.

M. Congy trouvait le principe de l'enregistrement insuffisant, dangereux et rétrograde. Il exprimait ainsi son opinion :

« L'enregistrement ne présente en effet sur le
« principe de l'autorisation préalable aucun avan-

« tage réel avouable. Il offre en retour des dangers
 « certains : il offre une sécurité manifestement infé-
 « rieure à celle de l'autorisation et préside bizarre-
 « ment à l'élaboration d'une loi de garantie, en
 « supprimant le contrôle préventif que tout le
 « monde reconnaît excellent et indispensable mais
 « seulement insuffisant. » (Chambre, séance du
 21 juin 1904) (1).

Quelques jours plus tard, il développait encore la même idée sous une autre forme :

« Je voudrais que le système de l'enregistrement
 « fût abandonné par la Commission et que le sys-
 « tème de l'autorisation restât en vigueur. Ce der-
 « nier présente une garantie préalable pour les
 « assurés qui sont en présence de toutes les mesures
 « préservatoires prises par les pouvoirs publics
 « pour établir que la société qui vient au monde
 « n'est pas une société empirique ; je crois donc que
 « le régime de l'autorisation dans les questions
 « d'assurances s'impose malgré tout, dans l'intérêt
 « bien compris des assurés. » (Chambre, séance du
 23 juin 1904) (2).

Et, pour donner corps à ses observations, il déposait un contre-projet.

Ces protestations n'obtinrent qu'un faible écho,

(1) *Journal Officiel*, Chambre, 1904, *in extenso*, p. 4554.

(2) *Journal Officiel*, Chambre, 1904, *in extenso*, p. 4603.

car le régime nouveau avait rallié de nombreux adeptes qui vinrent le défendre à la tribune. Ce furent tour à tour MM. Bonnevay et Auffray qui donnèrent leur approbation pleine et entière au principe de l'enregistrement.

« Le principe de l'enregistrement qui est la base
 « du projet adopté est un principe excellent en lui-
 « même. C'est un principe autrement libéral que
 « celui de l'autorisation qui livrerait complètement
 « à l'arbitraire du Gouvernement, sans recours pos-
 « sible, les Sociétés d'assurances nouvelles qui vou-
 « draient se fonder. Ce système est un système
 « libéral, car, d'une part, l'enregistrement ne peut
 « être refusé si les statuts présentés sont faits en
 « conformité des lois et règlements sur la matière,
 « et, d'autre part, un article spécial de la loi orga-
 « nise un recours contre les décisions de refus qui
 « pourraient être rendues par le ministre du Com-
 « merce. » (M. Bonnevay, Chambre, séance du
 21 juin 1904) (1).

M. Chastenet voulut à son tour vaincre les dernières résistances et obtenir la voix des hésitants. Il vint demander une dernière fois le maintien de l'enregistrement. « Le fond du projet de M. Congy
 « consiste à écarter la formalité de l'autorisation
 « préalable. Nous maintenons notre système d'enre-

(1) *Journal Officiel*, Chambre, 1904, *in extenso*, p. 4562.

«
«

«
«

« L'autorisation préalable avec l'approbation des
« statuts qui en est le corollaire, implique l'im-
« mixtion du Gouvernement dans la vie intérieure
« des Sociétés, dans les détails de leur organisation,
« en sorte que les associés, s'ils ont une fois satisfait
« aux exigences arbitraires du Gouvernement pour
« leur constitution sociale, ne peuvent plus ensuite
« toucher à leurs statuts approuvés.

« Lorsqu'un groupe quelconque se présente pour
« entreprendre l'assurance, s'il s'est conformé dans
« ses statuts et dans son organisation aux lois géné-
« rales du pays, aux dispositions de la loi spéciale
« que nous allons voter et aux règlements d'admi-
« nistration publique qu'elle prévoit, quelle autre
« justification voulez-vous qu'on exige de lui ? Que
« peut-on lui demander de plus ? Va-t-on se livrer à
« une enquête sur les personnalités ? Rechercher par
« hasard quelles peuvent être leurs opinions poli-
« tiques ?

« N'est-il pas mieux de substituer une réglemen-
« tation générale et efficace à un système d'autorisa-
« tion arbitraire ?

« Mais d'autre part, pour laisser moins de place
« à l'arbitraire, l'enregistrement n'est pas moins
« efficace. Il n'est pas la première phase préventive
« d'un contrôle qui devra ensuite s'attacher à toutes

« les opérations des Sociétés d'assurances avec des
 « moyens sérieux d'investigation, avec des pouvoirs
 « définis et des sanctions suffisantes.

.

« Faut-il encore ajouter en faveur de l'enregis-
 « trement une autre considération ?

« Les Compagnies étrangères, vous le savez, fonc-
 « tionnent en France sans autorisation spéciale ; elles
 « bénéficient d'une autorisation générale accordée
 « en bloc, au sujet de laquelle je me suis expli-
 « qué à la dernière séance. Les Sociétés belges,
 « d'abord, et toutes les Sociétés étrangères ensuite,
 « ont été admises à vivre en France, de leur vie
 « commerciale et industrielle, à ester en justice,
 « dès qu'elles se sont conformées aux lois de leur
 « pays.

« Actuellement, les Compagnies étrangères d'as-
 « surances, en vertu de cette autorisation générale,
 « prétendent pouvoir se dispenser de l'autorisation
 « spéciale aux opérations d'assurances, et, en fait,
 « on ne les y a pas soumises. Ne pouvait-on pas les
 « y soumettre ? A mon sens, on le pouvait et on le
 « devait. Mais on ne l'a pas fait et il est bien tard
 « pour revenir sur l'interprétation qui résulte d'une
 « longue tolérance ; à l'heure actuelle on rencontre-
 « rait bien des résistances. Il faudrait engager des
 « conversations diplomatiques toujours assez déli-

« cates. Enfin le principe de l'autorisation même
 « proclamé et admis en ce qui concerne les Sociétés
 « étrangères, qui ne se rend compte des interven-
 « tions possibles, d'autant plus gênantes qu'elles se-
 « raient plus amicales, de la part des ambassadeurs,
 « lorsqu'il s'agirait soit d'une autorisation à donner,
 « soit d'un retrait d'autorisation ?

« Avec l'enregistrement, il n'y a pas à craindre
 « de difficultés de ce genre, car il n'y aura plus de
 « place à l'arbitraire. Toutes les Sociétés françaises
 « ou étrangères seront placées sur le même pied
 « d'égalité devant la loi.

« C'est pourquoi la Commission insiste pour le
 « maintien de la formalité de l'enregistrement qui,
 « je le répète, est à la fois plus libérale, moins arbi-
 « traire et tout aussi efficace. (*Très bien, très*
 « *bien.*) » (Chambre, séance du 28 juin 1904) (1).

La dialectique du rapporteur triomphait. La bataille était gagnée à la Chambre. Au Sénat, la victoire fut facile, M. Lourties, orateur toujours écouté, n'eut qu'à développer les raisons qui militaient en faveur de ce nouveau système pour conquérir le vote de la Haute Assemblée.

Le régime nouveau se montrait très libéral. Néanmoins, il était beaucoup plus efficace que l'ancien en ce qui concerne la protection des assurés. Il est facile

(1) *Journal Officiel*, Chambre, 1904, *in extenso*, p. 1701 et 1702.

de s'en rendre compte par l'étude des mesures adoptées.

Nous allons les examiner :

SECTION I

CONSTITUTION DES SOCIÉTÉS.

§ 1^{er}. — *Rédaction des statuts.*

Les statuts doivent contenir certaines énonciations relatives au but de la Société, à sa dissolution, et destinées à donner des garanties très sérieuses aux assurés.

LIMITATION DES OPÉRATIONS. — L'article 2-1^o, porte une grave atteinte au principe de la liberté des conventions (CC., art. 1134).

a) Il dispose que les entreprises, assujetties à la loi, doivent limiter leurs opérations à une ou plusieurs de celles qui font l'objet de cette loi, en un mot aux seules combinaisons d'assurances. Le législateur manifestait ainsi sa volonté de donner aux assurés une garantie qui ne fût pas illusoire. Si le champ des opérations eût été indéfini, le capital social pour les Sociétés anonymes, le fonds de premier établissement

pour les mutuelles, les réserves de garantie eussent pu avoir une autre destination que le paiement des sommes dues aux assurés et servir, par exemple, à l'amélioration de l'une des branches de l'exploitation (L., art. 2).

b) Il interdit aux entreprises de stipuler ou de réaliser l'exécution de contrats ou l'attribution de bénéfices par voie de tirage au sort, voulant ainsi mettre un terme à la pratique de certaines Compagnies qui avaient imaginé de rembourser par anticipation et au moyen de tirages au sort un certain nombre de contrats. C'était l'intrusion de la loterie dans l'assurance ! Or la durée de la vie humaine est le seul élément aléatoire qui peut entrer dans une véritable opération d'assurance (L., art. 2).

DISSOLUTION DE LA SOCIÉTÉ. — Les statuts des Sociétés françaises, anonymes ou en commandite, doivent spécifier la dissolution obligatoire en cas de perte de la moitié du capital social (Loi 1905, art. 4-1^o), extension considérable de l'article 37 de la loi du 24 juillet 1867 qui autorise la dissolution d'une *Société anonyme* (aucune disposition à cet égard pour les Sociétés en commandite), en cas de perte des *trois quarts* du capital social.

§ 2. — *Conditions de formation des Sociétés.*

CAPITAL SOCIAL. — Toute Société doit pour se former posséder un capital social. C'est la garantie des tiers qui traitent avec elle. La garantie doit être en rapport avec les opérations de l'entreprise ; aussi le législateur a-t-il édicté à ce sujet des dispositions variant avec la nature de l'entreprise.

a) Sociétés anonymes ou en commandite. — A la différence de la loi de 1867 qui ne prévoit pas la souscription d'un capital social minimum, le législateur de 1905 exige, pour les Sociétés d'assurances-vie françaises anonymes ou en commandite, un capital social au moins égal à deux millions de francs (Loi 1905, art. 5-1^o). Toutefois, les entreprises françaises régulièrement autorisées antérieurement à la loi ne sont pas tenues d'élever leur capital social à ce minimum (L., art. 20-2^o).

b) Sociétés mutuelles. Associations tontinières. — A raison de leur forme, le législateur ne pouvait exiger un capital social ; il les oblige à constituer un fonds de premier établissement de 50,000 francs au moins. (Loi 1905, art. 5-2^o).

c) Entreprises de gestion. — Celles-ci, qui ne sont pourtant que les « véhicules » d'autres Sociétés, doivent néanmoins constituer un capital de garantie. La

loi leur prescrit de déposer à la Caisse des dépôts et consignations une somme de 100,000 francs. (Loi 1905, art. 9-9°).

§ 3. — *Enregistrement.*

Pour commencer à fonctionner, toutes les entreprises d'assurances sur la vie doivent demander au ministre du Travail et de la Prévoyance sociale l'enregistrement et l'avoir obtenu. C'est en somme la constatation officielle de la constitution régulière de la Société.

Il est mentionné au *Journal Officiel*. (Loi 1905, art. 2-2°). Il fixe pour chaque Société le point de départ de la surveillance et du contrôle.

Demande d'enregistrement.

LE DÉPÔT PRÉALABLE. SON MONTANT. — Chaque demande d'enregistrement doit aux termes de l'article 9-1° de la loi, être précédée d'un dépôt préalable à la Caisse des dépôts et consignations. La raison de ce dépôt est d'empêcher un afflux incessant de Sociétés mal conçues qui ne trouvent même pas le capital nécessaire, de minime importance, pour un dépôt préalable. Le montant en a été fixé ainsi qu'il suit par le décret du 22 juin 1906, articles 4 et 5.

1° Pour les Sociétés françaises à forme mutuelle ou

tontinière, au quart du fonds de premier établissement, sans toutefois pouvoir être inférieur à cinquante mille francs (50,000 fr.) ni supérieur à cinq cent mille francs (500,000 fr.).

2° Pour toutes les autres entreprises françaises ou étrangères, à cinq cent mille francs (500,000 fr.).

Sa constitution. — Le dépôt est constitué soit en espèces, soit en valeurs de l'État ou jouissant d'une garantie de l'État, en obligations négociables et entièrement libérées des départements, des communes et des chambres de commerce, ou en obligations foncières et communales du Crédit foncier.

Les valeurs sont estimées au cours moyen de la Bourse de Paris de la veille du jour du dépôt, et, à défaut de cours à cette date, à celui de la précédente cote.

Forme de la demande. — Toute demande doit être établie en double exemplaire dont un sur papier timbré, et être revêtue d'une signature légalisée (1).

(1) Note du ministère du Commerce parue au *Journal Officiel* le 29 juin 1906.

Pièces à déposer. — Chaque demande doit être accompagnée de certaines pièces et justifications énumérées à l'article 1^{er} du décret du 22 juin 1906 rendu en exécution de l'article 9-1^o de la loi de 1905. Ce sont :

1^o Le récépissé du dépôt préalable à la Caisse des dépôts et consignations ;

2^o Un original ou une expédition de l'acte constitutif de l'entreprise ;

3^o Le texte intégral des statuts ;

4^o Le tarif complet des primes brutes ou cotisations, des primes pures, et, s'il y a lieu, des primes d'inventaire, afférentes à toutes les opérations de l'entreprise.

Le tarif complet doit comprendre toutes les opérations courantes pratiquées par l'entreprise, mais il n'y a pas à tenir compte des combinaisons qui ne se présentent qu'exceptionnellement et qui ne sont généralement pas l'objet d'une tarification préparée à l'avance.

Les primes PURES sont celles qui, pour une opération déterminée, découlent directement du taux d'intérêt et de la table de mortalité adoptée par l'entreprise. Elles se calculent d'après les règles admises de la science actuarielle, sans aucune considération des frais accessoires qu'entraînent l'opération.

Les primes BRUTES sont celles du tarif commercial,

c'est-à-dire les primes effectivement demandées aux assurés. Elles se déduisent des primes pures en ajoutant à ces dernières les divers chargements pour frais d'acquisition, de gestion, d'encaissement et de paiement des assurances.

Les primes d'INVENTAIRE sont celles qui interviennent dans le calcul des réserves mathématiques des contrats lorsque ces réserves ne sont pas spécialement majorées en vue de faire face aux frais de gestion desdits contrats. Elles se déduisent des primes pures en y ajoutant le chargement pour frais de gestion et de paiement, ou en retranchant les chargements pour frais d'acquisition (commission aux agents) pour frais d'encaissement.

Dans le tarif complet des primes qui doit être produit à l'appui de la demande d'enregistrement, toutes les primes doivent être rapportées uniformément à 10 francs ou 100 francs de rente assurée pour les assurances de rentes, et à 100 francs de capital assuré pour les assurances de capitaux.

Ajoutons, pour être complet dans nos explications, que les primes ou cotisations MINIMA des opérations à réaliser par les entreprises d'assurances sur la vie, doivent être calculées au moyen des différentes tables de mortalité, taux d'intérêts et chargements déterminés par le décret du 20 janvier 1906 (Art. 1 et 2 rendu en exécution de l'article 9-5° de la loi).

Le décret précité spécifie en outre des bases différentes : les unes applicables aux Sociétés mutuelles qui ne rétribuent pas par des commissions ni de toute autre manière l'acquisition des assurances ; les autres applicables à toutes les autres entreprises, qu'elles soient ou non à forme mutuelle.

5° S'il s'agit d'opérations tontinières, les tarifs et barèmes y afférents.

Ces tarifs et barèmes se composent :

a) Du tarif des cotisations à verser aux associations en cas de décès.

Il doit être établi de manière à indiquer à chaque âge le montant de la cotisation ANNUELLE, rapportée à la somme prise comme unité dans la répartition.

b) Des barèmes de répartition des associations en cas de survie, qui doivent indiquer, pour chaque âge, le montant du COEFFICIENT DE RÉPARTITION, correspondant à l'unité de versement adopté.

6° Enfin, une note technique exposant le mode d'établissement des tarifs et barèmes et les bases du calcul des diverses catégories de primes ou cotisations.

Elle doit indiquer notamment les TABLES DE MORTALITÉ et le TAUX D'INTÉRÊT pris pour base du calcul des primes, ainsi que le QUANTUM et la MODALITÉ DES CHARGEMENTS des primes d'inventaire et des primes brutes, pour chacune des catégories d'opérations prévues au tarif de l'entreprise.

Toutes ces mesures ont été ordonnées afin de garantir les assurés contre des modifications apportées au cours des opérations. En effet, aucune modification, soit aux statuts, soit aux tarifs des primes ou cotisations, ne peut être mise en vigueur qu'après nouvel enregistrement obtenu dans les mêmes formes (Loi 1905, art. 2-3°) Les pièces annexes doivent être revêtues de la signature ou de la certification de la personne qui a fait la demande.

Délai de la décision ministérielle.

Dans le délai maximum de six mois à dater du dépôt de la demande, le ministre du Travail doit faire connaître sa décision aux intéressés (Loi 1905, art. 2-2°).

Avant de la formuler, il doit prendre l'avis du Comité consultatif des assurances sur la vie (Loi 1905, art. 10-3°).

S'il accorde l'enregistrement, il le fait publier au *Journal Officiel*.

Dans le mois qui suit la mention de l'enregistrement au *Journal Officiel*, le ministre du Travail doit décider la restitution du dépôt préalable et notifier sa décision à l'entreprise intéressée et à la Caisse des dépôts et consignations. Le dépôt doit être restitué dans les dix jours de la notification (D., 22 juin 1906, art. 6-1°).

Refus d'enregistrement.

Le refus d'enregistrement doit être motivé par une infraction soit à la loi de 1905, soit aux décrets prévus par elle, soit aux lois qui régissent les Sociétés (Art. 3-1^o) (1).

Au cours de la discussion, M. Auffray avait proposé une légère modification à la rédaction de cette disposition. Il demandait une addition destinée à préciser la pensée du législateur.

M. Auffray : « Je proposerai donc cette addition :

« Notamment à celles qui régissent les Sociétés soit
« en France, soit dans les pays où les Sociétés étran-
« gères auraient leur siège social.

« Ou vous exigez qu'une Société se transforme en
« venant en France, ou il faut lui laisser son statut
« personnel. »

M. le Président : « La parole est à M. le Commissaire du Gouvernement. »

M. Georges Paulet, directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales, commissaire du gouvernement : « Il semble que le texte présenté
« à la Chambre par sa Commission donne à
« M. Auffray satisfaction plus qu'il ne pense.

(1) *Journal Officiel*, Chambre, 1904, *in extenso*, p. 1706.

« Ce que proposait le Gouvernement dans la dis-
 « position qu'a admise la Commission, c'est que les
 « Sociétés d'assurances françaises ou étrangères
 « soient uniquement soumises, quant à leur statut
 « social, aux législations qui respectivement régis-
 « sent les autres Sociétés.

« S'agit-il des Sociétés françaises ? Elles sont assu-
 « jetties aux lois de 1867 et d'août 1893.

« S'agit-il de Sociétés étrangères ? Il n'y aura pas
 « d'immixtion administrative à craindre dans leurs
 « statuts, elles resteront régies par la loi de 1857,
 « si, en vertu de cette loi, un décret est intervenu
 « pour leur pays d'origine. Application de leur légis-
 « lation propre au regard de leur constitution sociale,
 « application de la loi en discussion au regard de
 « leur fonctionnement en France, tel est le régime
 « très simple que prévoit le projet pour ces Sociétés
 « étrangères d'assurances sur la vie. » (*Très bien, très bien !*)

M. Auffray : « Les explications de M. le Com-
 « missaire du Gouvernement me donnent pleine
 « satisfaction. »

Pas de doute par conséquent, les Sociétés étran-
 gères conservent leur statut personnel en ce qui con-
 cerne leur constitution sociale.

L'entreprise qui a essuyé un refus d'enregistrement
 est alors dans l'alternative :

1° Elle peut acquiescer au refus et obtenir le re-

trait de son dépôt préalable dans le délai d'un mois (D., 22 juin 1906, art. 6-2°) ;

2° Elle peut former un recours pour excès de pouvoir devant le Conseil d'État. Celui-ci devra statuer dans les trois mois (L., art. 3-2°).

Le texte de la Commission n'impartissait pas de délai à la décision du Conseil d'État. C'est sur amendement de M. Congy que cette rédaction a été adoptée.

Il y a en pareil cas deux hypothèses à envisager :

a) Le Conseil d'État maintient le refus.

L'arrêt de rejet sera notifié à l'entreprise intéressée et à la Caisse qui, dans le délai d'un mois, devra effectuer le remboursement du dépôt préalable.

b) Le Conseil d'État annule la décision du ministre pour excès de pouvoir.

Le ministre doit mentionner l'enregistrement de l'entreprise au *Journal Officiel* et faire restituer le dépôt préalable après les notifications d'usage.

Déchéance d'enregistrement.

Sous le régime de la loi de 1867, le décret d'autorisation qui accordait aux entreprises le droit de fonctionner, spécifiait dans son texte la faculté pour le Gouvernement de retirer l'autorisation à tout moment. Ce pouvoir était arbitraire. Le législateur moderne, soucieux d'organiser une surveillance effective tout en supprimant l'arbitraire, chercha une sanction

qui sans être despotique fût cependant de nature à faire respecter les dispositions qu'il édictait.

A cet effet, il a établi la déchéance d'enregistrement et certaines pénalités.

La déchéance se divise en :

1° La déchéance proprement dite (L., art. 9-2).

2° Le retrait d'enregistrement (L., art. 18).

1° *Déchéance proprement dite.* — Toute entreprise qui après avoir obtenu l'enregistrement n'a pas justifié de son fonctionnement dans l'année de la publication au *Journal Officiel* est DÉCHUE DE PLEIN DROIT du bénéfice de l'enregistrement... Qu'est-ce à dire ? A n'en pas douter, l'expression de « plein droit » signifie que le ministre n'a aucune explication à demander à l'entreprise intéressée. Si, dans l'année de son enregistrement, elle n'a pas commencé à fonctionner, le ministre devra rendre un décret constatant la déchéance de l'entreprise qui dès lors sera placée dans la situation où elle se trouvait avant sa demande d'enregistrement. Pas de contentieux ; pas de débat écrit ou oral ; pas de recours.

La déchéance est publiée au *Journal Officiel*. (D., 20 janvier 1906 rendu en application du § 2 de l'article 9 de la loi).

2° *Retrait d'enregistrement.* — L'entreprise qui ne se conforme pas aux prescriptions de la loi de

1903 est exposée au *retrait de l'enregistrement*. C'est une véritable dissolution pour inexécution des conditions, soit de celles des règlements, soit de celles des statuts. Mais ce retrait ne peut être arbitraire. Il doit intervenir de façon à procurer toute garantie à l'entreprise intéressée.

Aussi le retrait est-il prononcé non par un simple arrêté ministériel, mais par un DÉCRET ; il ne peut avoir lieu que sur l'avis conforme du Comité consultatif des assurances sur la vie, lequel statue par avis motivé à la suite d'une véritable procédure.

Le ministre doit mettre en demeure les représentants de l'entreprise de fournir des observations par écrit ou d'être entendus, non pas seulement en personne, mais aussi par des représentants tels que des avocats (Il ressort nettement des travaux préparatoires que le législateur a entendu laisser aux entreprises tous les moyens légaux de se défendre. N'a-t-il pas voulu faire une loi libérale et supprimer l'arbitraire ?).

La mise en demeure doit être faite un mois à l'avance et être accompagnée du relevé des irrégularités reprochées à l'entreprise incriminée.

Le Comité est obligé de se prononcer dans le mois suivant.

Le décret prononçant le retrait d'enregistrement peut être déféré au Conseil d'État (section du Contentieux) mais *uniquement pour* EXCÈS DE POUVOIR.

Le retrait est une sanction extrême, réservée pour les cas graves, pour une Société paraissant sérieusement atteinte ; il était nécessaire d'ouvrir un recours aux entreprises frappées, et de leur laisser le moyen de prouver que les irrégularités relevées contre elles ne sont pas de celles auxquelles le législateur attache une importance capitale.

Le recours doit être formé dans les huit jours suivant la date où la notification du décret a été faite à l'entreprise. Le pourvoi est *SUSPENSIF*.

Cette dérogation apportée à la règle générale que le recours devant le Conseil d'État n'est pas suspensif, à moins qu'il n'en ait été décidé autrement par un arrêt de sursis, a été introduite dans la loi sur un amendement de M. Bonnevay, adopté malgré l'opposition de la Commission et du Gouvernement qui trouvaient sans inconvénients de s'en rapporter à la sagesse du ministre responsable. Il était, en effet, nécessaire de permettre à l'entreprise qui a formé un pourvoi de continuer ses opérations, car s'il en était autrement, dans le cas où le Conseil d'État viendrait à déclarer, dans son arrêt, que le ministre a suspendu à tort le fonctionnement de l'entreprise, cette « justice rétrospective » ne lui serait d'aucune utilité ; elle serait complètement ruinée, son crédit aurait été perdu.

Le Conseil d'État est tenu de statuer dans le DÉLAI D'UN MOIS. Prescription dépourvue de sanction en

vérité! Le législateur a voulu évidemment donner ainsi un caractère d'urgence à la solution du conflit et indiquer au Conseil d'État d'intervenir rapidement.

Si le Conseil d'État rend un arrêt de rejet, le ministre fera publier le décret de retrait au *Journal Officiel*.

La date du décret au *Journal Officiel* fixe le jour depuis lequel l'entreprise ne peut plus faire d'opérations nouvelles (L., art. 18). Il est évident qu'elle reste tenue aux engagements contractés.

Pénalités.

Toute personne qui propose ou fait souscrire une police d'assurance sur la vie avant enregistrement constaté par la publication au *Journal Officiel*, ou bien après soit le refus, soit le retrait d'enregistrement; tout administrateur ou directeur d'entreprise qui réalise une opération dans les mêmes conditions, encourt une amende de 16 à 100 francs (L., art. 16-1).

C'est la sanction du principe fondamental de la loi nouvelle.

L'amende est encourue pour chacune des opérations irrégulières, s'il en a été fait plusieurs.

Elle est prononcée, sur la poursuite du ministère public, par le tribunal correctionnel qui peut, soit la modérer en vertu de l'article 463 du Code pénal

(L., art. 16-5°), soit, s'il y a récidive, ajouter la peine de l'emprisonnement, mais pour un mois au plus (L., art. 16-2°).

Le jugement doit être publié aux frais du condamné ou de l'entreprise civilement responsable, tant dans le *Journal Officiel* que dans deux autres journaux au moins désignés par le tribunal (L., art. 17).

Il est bien certain que la voie de l'appel et le pourvoi en cassation sont ouverts à la partie condamnée.

§ 4. — *Nouvel enregistrement.*

Toute modification soit aux statuts, soit aux tarifs des primes ou cotisations, pour être mise en vigueur, doit avoir été enregistrée dans les mêmes formes que la constitution de l'entreprise (L., art. 2-3°).

C'est ainsi, par exemple, que, par arrêté du 12 février 1908 rendu par le ministre du Travail, ont été enregistrés :

1° De nouveaux tarifs de la Société anonyme « Antverpia », dont le siège social est situé à Roubaix, rue des Fleurs, n° 18.

2° Des modifications à un tarif de la Société anonyme « La France », dont le siège social est à Paris, rue de Grammont, n° 14.

3° Des modifications aux statuts de la Société anonyme « Compagnie d'Assurances Générales sur la Vie des hommes », dont le siège social est à Paris, 87, rue de Richelieu.

4° De nouveaux tarifs de la Société anonyme « Le Monde », dont le siège social est à Paris, rue Le Peletier, n° 16.

5° Des modifications aux statuts de la Société anonyme « La Nationale », dont le siège est à Paris, 2, rue Pillet-Will.

6° Des modifications aux statuts de la Société anonyme « Le Phénix », dont le siège social est à Paris, rue La Fayette, n° 33.

7° De nouveaux tarifs de la Société à forme mutuelle « La Mondiale », dont le siège social est situé à Lille, rue Nationale, n° 104.

8° Un nouveau barème de la Société à forme tontinière « La Mutuelle de France et des Colonies », dont le siège social est situé à Lyon, place de la République et rue Stella, n° 1.

9° De nouveaux tarifs de la Société étrangère « La Dordrecht » dont le siège social est situé à Dordrecht (Pays-Bas) et dont le siège spécial pour tous les contrats souscrits et exécutés en France, en Algérie et aux colonies, est situé à Paris, avenue de l'Opéra, n° 19.

SECTION II

FONCTIONNEMENT DES SOCIÉTÉS.

§ 1^{er}. — *Inscription des contrats.*

En outre des livres dont la loi impose la tenue aux commerçants, les entreprises d'assurances sur la vie sont obligées de tenir des registres spéciaux sur lesquels elles inscrivent les contrats qu'elles acceptent et les modifications qu'elles consentent. Mesure évidemment destinée à conserver la preuve des engagements respectifs des parties.

Elles doivent tenir un registre pour toute catégorie distincte d'assurances, et, dans chaque catégorie, séparer les contrats souscrits avec participation des contrats souscrits sans participation.

L'inscription de chaque contrat doit comporter un numéro d'ordre ainsi que le numéro général du contrat. Elle doit porter aussi certaines mentions et notamment la date de souscription et celle d'effet initial du contrat, les noms, prénoms, ainsi que la date de naissance de chacune des personnes sur la tête desquelles l'assurance repose, le montant de la prime unique ou annuelle spécifiée au contrat.

Toutes les transformations de contrats doivent faire l'objet d'une mention spéciale sur le registre initial (D., 20 janvier 1906).

§ 2. — *Garanties.*

La loi du 17 mars 1905, nous l'avons dit, est une loi de sécurité et de protection pour les assurés. Elle a pour objet de leur garantir l'exécution des engagements pris par l'assureur. Dans ce but, le législateur a multiplié les garanties exigées des différentes entreprises pour éviter l'arrivée de catastrophes qui auraient pour résultat fâcheux de rendre illusoires les contrats souscrits et de faire perdre aux assurés le profit de leurs versements.

1° *Dissolution obligatoire.* — Le capital social d'une entreprise constitue la première garantie des assurés ; il s'ensuit naturellement qu'une Société qui le voit diminuer se trouve dans une situation difficile et souvent dangereuse. La loi de 1867 avait déjà trouvé un certain palliatif à cet état de choses en autorisant dans son article 37 les Sociétés anonymes à prononcer la dissolution de la Société en cas de perte des trois quarts du capital social. Le législateur de 1905 est allé beaucoup plus loin dans cette voie. Prenant en main la protection des assurés, il oblige

les Sociétés françaises, anonymes ou en commandite, à spécifier dans leurs statuts la dissolution obligatoire lorsque la perte sera de moitié (L., art. 4-1°). Il ne pouvait rien faire dans ce sens pour les assurés mutualistes ou tontiniers puisqu'ils sont sociétaires d'entreprises dont la nature même comporte l'absence du capital social.

De même aucune mesure ne concerne à cet égard les Sociétés étrangères qui restent soumises pour leur constitution sociale aux lois de leur pays d'origine.

2° *Minimum de capital social*. — Toutes les Sociétés, pour se former, doivent posséder un capital. Qu'on l'appelle capital social pour les Sociétés anonymes ou en commandite, qu'on l'appelle fonds de premier établissement pour les mutuelles ou les tontines, il est nécessaire, destiné qu'il est à subvenir aux premières dépenses de l'entreprise et à garantir les tiers qui traitent avec elle ; mais cette garantie doit être en rapport avec les opérations : trop faibles, elles ne permettraient pas de donner à l'entreprise tout le développement désirable, d'où un danger certain pour les assurés, puisque l'assurance repose sur la loi des grands nombres, sur la multiplicité des risques qui facilite « la compensation mutuelle des effets du hasard sur le patrimoine de l'homme » (1).

(1) Chaufon : *Traité des Assurances*, t. I.

Il était donc utile de prévoir un minimum pour empêcher la formation de Sociétés mal conçues appelées à sombrer à la première difficulté.

La loi fixe un minimum de deux millions (2,000,000 fr.) pour les Sociétés françaises, anonymes ou en commandite, cinquante mille francs (50,000 fr.) pour les Sociétés françaises, mutuelles ou à forme tontinière, lesquelles doivent nécessairement procéder à un amortissement dans une période de quinze années (L., art. 3-1^o-2^o). Elle exige en outre des entreprises de gestion le dépôt préalable à la Caisse des dépôts et consignations d'un capital de garantie de cent mille francs (100,000 fr.).

3^o *Limitation des dépenses de premier établissement.* — Les premières dépenses d'une Société sont souvent assez fortes et entament parfois gravement le capital. Pour éviter les abus, elles ont été limitées pour les entreprises françaises par un décret du 20 janvier 1906 rendu en exécution du § 3 de l'article 9 de la loi :

a) A la quotité du fonds de premier établissement pour les Sociétés à forme mutuelle ou tontinière :

b) Au quart du capital social pour les autres Sociétés.

Toutes les dépenses de premier établissement doivent être complètement amorties en 15 ans au

plus à partir de l'enregistrement. Il convenait d'édicter cette mesure, car il serait illusoire de porter dans une comptabilité un actif fictif.

4° Réserves mathématiques. Leur définition. — L'assurance, avons-nous dit après M. Chauflon, est « la compensation mutuelle des effets du hasard sur le patrimoine de l'homme ». Le hasard, en matière d'assurance-vie, étant la durée de la vie humaine, nous pouvons donc dire que l'assurance sur la vie est la compensation mutuelle du risque de mort.

Cette compensation s'opère par le paiement d'une indemnité, qui n'est en somme que le produit de contributions versées par un certain nombre de personnes suivant des règles scientifiquement établies et dans des proportions fixées par des techniciens.

La contribution de chaque assuré s'appelle prime ou cotisation ; elle est composée de deux éléments : *a)* la prime pure ou valeur du risque, qui est le prix de revient de l'assurance ; *b)* le chargement, qui comprend les frais généraux de l'entreprise et la part des bénéfices qui doivent revenir à l'entrepreneur.

La prime pure, valeur du risque, repose par conséquent, dans l'assurance sur la vie, sur la probabilité plus ou moins grande de survie de l'assuré, probabilité variable avec l'âge et calculée d'après les tables de mortalité basées sur la loi des grands nombres.

Or, il est à remarquer que le taux de mortalité croît à partir d'un certain âge. La prime devrait donc rationnellement s'élever avec l'augmentation du risque, grossir d'année en année avec l'âge de l'assuré. Les tables de mortalité montrent en effet, par exemple, que l'individu de trente ans a neuf cent vingt chances d'atteindre sa trente et unième année et quatre-vingt risques de n'y pas arriver. Donc, pour assurer 10,000 francs en cas de décès, l'individu de trente ans devra verser 80 francs, soit 0 fr. 80 pour 100. Le prix pour un capital identique de 10,000 francs à quarante ans, sera de 100 francs.

A cinquante ans, 154 francs.

A soixante ans, 293 francs.

A soixante-dix ans, 627 francs.

A quatre-vingts ans, 1,356 francs (1).

Tel serait le taux progressif des primes.

L'assurance deviendrait donc impossible, car les ressources des assurés tendent plutôt à diminuer qu'à croître, par suite de leur moins grande aptitude au travail.

Pour remédier à cet inconvénient, toutes les entreprises d'assurances ont uniformisé le chiffre de la prime en établissant une moyenne entre la prime de la première année qui devrait être la plus réduite

(1) Exemple cité par M. Chastenet à la Chambre et emprunté à M. d'Avenel.

et celle de la dernière qui devrait être la plus élevée.

De cette pratique courante, il s'ensuit nécessairement que le produit des premiers versements est supérieur au prix de revient de l'assurance. Il ne peut cependant être considéré comme un bénéfice. Cet excédent représente en effet la portion des primes reçues à mettre de côté au compte de chaque assuré pour parer à l'insuffisance des primes des dernières années si l'assurance se prolonge.

La différence entre la valeur actuelle des engagements de l'assuré et de l'assureur doit donc être garantie par des réserves qui représentent un véritable passif pour l'assureur.

Ces réserves, calculées mathématiquement, sont appelées « réserves mathématiques ».

Bien que déposées dans les caisses de l'assureur, elles sont, en réalité, la propriété de l'assuré.

Le maintien rigoureux de cette réserve au profit du contrat qui a donné lieu à la constitution de cette somme, est d'une absolue nécessité, puisque la suppression et même la réduction de cette réserve empêcheraient de payer le capital assuré.

Le législateur devait donc rendre ces réserves obligatoires et intangibles. Il ne l'a pas oublié. Il a, en effet, ordonné la constitution de réserves qui doivent être au moins égales à la différence entre les valeurs des engagements respectivement pris par

les entreprises d'assurances et par les assurés (L., art. 6-1°).

Le minimum est calculé scientifiquement d'après des règles établies par le décret du 20 janvier 1906 (Art. 3 et 4).

Pour en faciliter le calcul et pour que ces réserves restent égales à tout moment à la différence entre les engagements réciproques des assureurs et des assurés, le législateur a prescrit la production annuelle par les entreprises d'assurances d'un tableau comparatif :

1° Entre la mortalité réelle des assurés et la mortalité prévue par les tables admises pour le calcul des réserves mathématiques et de leurs tarifs ;

2° Entre le taux de leurs placements réels et celui qui a été admis pour les calculs susvisés (L., art. 6-2°).

Ces états devaient être conformes à des modèles déterminés par le ministre du Travail, après avis du Comité consultatif des Assurances sur la vie, et présentés à une époque qui serait fixée.

Les modèles prévus ont été publiés au *Journal Officiel* à la suite d'un arrêté du 29 juillet 1907. Les états relatifs à l'année 1908 devront être produits avant le 15 mai 1910 et ainsi de suite pour les années suivantes (Arrêté du 29 juillet 1907, art. 1 et 2).

Nous croyons utile de donner un fac-simile de ces modèles.

MODÈLE N^o 1Statistique comparative des décès survenus pendant
l'année 19 (1).

(Pour les entreprises étrangères, cet état ne concerne que les
contrats souscrits ou exécutés en France et en Algérie.

CATÉGORIES	NOMBRE DE TÊTES existantes		NOMBRE DE TÊTES		
	au début de l'année	à la fin de l'année	effective- ment décédées	dont le décès était prévu par les tables servant de base au calcul	
				des tarifs de l'entre- prise (1)	des résér- ves mathé- matiques (2)
1^o ASSURANCES EN CAS DE DÉCÈS					
AVEC PARTICIPATION DANS LES BÉNÉFICES					
Assurances pour la vie entière					
Assurances mixtes.....					
Assurances à terme fixe.....					
SANS PARTICIPATION DANS LES BÉNÉFICES					
Assurances pour la vie entière					
Assurances mixtes.....					
Assurances à terme fixe.....					
Assurances temporaires.....					
Contre-Assurances.....					
Assurances de survie (capi- taux).....					
Assurances de survie (rentes)					
Usufruits.....					
Total des assurances en cas de décès.....					
2^o ASSURANCES EN CAS DE VIE					
Rentes viagères immédiates.					
Assurances différées (capi- taux).....					
Assurances différées (rentes)					
Nues propriétés.....					
Total des assurances en cas de vie.....					

(1) Il doit être établi d'après le modèle autant d'états distincts pour le calcul des réserves mathématiques ou pour les tarifs en vigueur aux différentes époques auxquelles ont été souscrits les contrats actuellement en cours.

(2) Spécifier les tables de mortalité employées.

MODÈLE N° 2

Comparaison pour l'année 19 (1) de l'intérêt réel des placements avec l'intérêt théorique servant de base au calcul des réserves mathématiques et des tarifs.

(Pour les entreprises étrangères, cet état ne concerne que les contrats souscrits ou exécutés en France et en Algérie.)

	FRANCS
Montant des placements au début de l'année ..	
Montant des placements à la fin de l'année....	
Intérêts produits.....	
Intérêt moyen.....	
Taux d'intérêt servant de base au calcul des réserves mathématiques.....	
Taux d'intérêt servant de base au calcul des tarifs.....	

(1) Il doit être établi d'après le modèle autant d'états distincts qu'il y a de taux distincts pour le calcul des réserves mathématiques ou pour les tarifs en vigueur aux différentes époques auxquelles ont été souscrits les contrats actuellement en cours.

Les écarts entre la mortalité et le taux de l'intérêt adopté pour le calcul des réserves, d'une part, et la mortalité et le taux réel, d'autre part, peuvent avoir un caractère purement accidentel; mais, si ces écarts se produisent toujours dans un sens défavorable, une revision devra avoir lieu.

A cet effet, le ministre pourra prescrire, mais tous les cinq ans au plus, de nouvelles bases de calcul pour les opérations en cours et modifier les tarifs des primes ou cotisations pour les contrats futurs.

Il pourra impartir le délai dans lequel la rectification devra être opérée et fixer le montant des versements corrélatifs à la rectification des réserves ma-

thématiques, à l'expiration de chaque exercice, au moins en proportion de la fraction du délai couru.

Seulement, ici encore, le législateur a voulu prévenir toute accusation d'arbitraire. Il a organisé toute une procédure contentieuse.

Les représentants de l'entreprise doivent être mis en demeure de fournir leurs observations par écrit.

Ils doivent présenter un mémoire dans le délai d'un mois.

Ils peuvent aussi demander d'exposer oralement leurs réclamations. (Cette dernière mesure a été ajoutée à la suite d'un amendement de M. Auffray (L., art. 6-3°).

Il est bien certain qu'un pourvoi en Conseil d'État peut être exercé pour excès de pouvoir. C'est un recours de droit commun pour l'inobservation de règles prescrites.

Tout ce que nous venons de dire sur les réserves mathématiques ne concerne les Sociétés étrangères que pour les contrats souscrits ou exécutés en France, en Algérie et aux colonies désignées à l'article 23 (L., art. 6-1°).

Les dispositions relatives aux réserves mathématiques ne pouvaient pas non plus s'appliquer aux associations tontinières en raison de leur forme. Pour elles, pas de réserves mathématiques.

La loi les oblige seulement à faire emploi immédiatement de toutes les cotisations (L., art. 6-4°).

Les prescriptions que nous venons d'analyser sont obligatoires. Les entreprises ne peuvent se dispenser de s'y conformer sans encourir des pénalités.

En effet, les contraventions constatées par les commissaires contrôleurs dans leurs procès-verbaux sont poursuivies devant le tribunal correctionnel à la requête du ministère public et punies d'une amende de cent francs (100 fr.) à cinq mille francs (5,000 fr.), et, en cas de récidive, de cinq cents francs (500 fr.), à dix mille francs (10,000 fr.) L., art. 15) et de l'insertion du jugement dans le *Journal Officiel* et dans deux autres journaux (L., art. 17). Toutefois l'article 463 est toujours applicable en ce qui concerne l'amende (L., art. 16-3^o).

3^o *Réserve de garantie.* — Les réserves mathématiques, calculées d'après deux éléments, le taux de capitalisation probable du portefeuille de la Société d'assurances, d'une part, et, d'autre part la mortalité déduite des statistiques de survie, doivent toujours représenter, avons-nous dit, la contre-partie exacte des engagements en cours. Mais comme l'erreur est une monnaie courante, surtout en matière d'assurance où l'on opère sur des probabilités, comme on se trompe fort souvent et presque fatalement dans le calcul des réserves mathématiques, il peut arriver que celles-ci deviennent insuffisantes

pour fournir la somme nécessaire à garantir les assurés.

Afin de supprimer, le cas échéant, la probabilité d'une perte pour l'assuré, afin aussi de parer aux erreurs et aux surprises de gestion, le législateur de 1905 a prescrit la constitution d'une *réserve de garantie* analogue au prélèvement prescrit par l'article 36 de la loi du 24 juillet 1867 (prélèvement fixé à un vingtième au moins).

Cette réserve est obligatoire pour toute les entreprises, qu'elles soient françaises ou étrangères, du moins en ce qui concerne les contrats souscrits ou exécutés en France, en Algérie et dans les colonies visées à l'article 23 de la loi, qu'elles soient anonymes, en commandites ou mutuelles. Il est bien entendu que les Sociétés anonymes sont dispensées de l'établissement de la réserve de l'article 36 de la loi de 1867 qui ferait double emploi avec celle dont nous parlons.

Toutefois sont exonérées de cette réserve les associations tontinières qui n'ont pas à constituer de réserves mathématiques (L., art. 5-3°).

La réserve de garantie est alimentée de diverses façons suivant la forme adoptée par les différentes entreprises :

1° Les Sociétés françaises, anonymes ou en commandite, doivent prélever annuellement sur leurs encaissements une somme au moins égale à

3 pour 1,000 du montant global des primes uniques et périodiques encaissées au cours de cet exercice. Le prélèvement sera réduit de moitié lorsque la réserve de garantie atteint un chiffre égal à 5 pour 100 des réserves mathématiques. Il cesse d'être obligatoire lorsque la réserve de garantie atteint un chiffre égal à 10 pour 100 des réserves mathématiques.

2° Toutes les autres entreprises françaises (sauf les tontinières) et les entreprises étrangères (en ce qui concerne les contrats souscrits ou exécutés en France, en Algérie ou aux colonies) doivent opérer un prélèvement annuel sur leurs encaissements d'une somme au moins égale à 3 pour 1,000 du montant des primes ou cotisations encaissées au cours de l'exercice.

Le prélèvement est réduit de moitié lorsque la réserve atteint un chiffre égal à 6 pour 100 des réserves mathématiques, il cesse d'être obligatoire lorsqu'elle atteint 10 pour 100 desdites réserves (D., 22 juin 1906, art. 1 et 2).

6° *Compte individuel annuel des bénéfices accumulés.* — Les entrepreneurs d'assurances sur la vie ont toujours eu l'habitude de réclamer aux souscripteurs de polices des primes supérieures à celles jugées nécessaires par les tables de mortalité. Cette majoration a pour but de subvenir aux frais généraux

de l'entreprise et de permettre l'uniformité de la prime à tout âge dans chaque catégorie d'assurés.

En échange, elles offrent à ceux qui consentent le paiement d'une surprime généralement fixée à 10 pour 100, une part déterminée dans leurs bénéfices annuels.

Mais, sous l'aiguillon de la concurrence, certaines Compagnies, notamment, les Compagnies américaines, ont imaginé divers modes de participation aux bénéfices qui laissent place à de nombreux abus. C'est ainsi qu'elles ont créé les polices dites d'accumulation, de semi-accumulation, de tontine, de semi-tontine, de surplus, de participation différée, de distribution différée, de dividendes différés.

Ces différentes combinaisons ont toutes pour caractère commun de DIFFÉRER la distribution des bénéfices jusqu'à une époque plus ou moins lointaine. Les entreprises réussissent ainsi à trouver de nombreux souscripteurs en faisant miroiter à leurs yeux l'attribution de bénéfices considérables. Ils ne s'aperçoivent pas qu'ils font souvent un marché de dupe, livrés qu'ils sont aux décisions arbitraires des Compagnies !

En effet, les bénéfices se trouvent accumulés dans une espèce de tontine, pour une durée souvent assez longue, dix à vingt ans, sans qu'aucun des ayants-droit sache à aucun moment s'ils existent réellement dans les caisses de la Compagnie, comment ils seront

distribués et quelle importance ils pourront atteindre.

Comme le disait si bien M. Lourties dans son rapport au Sénat, « ce genre d'accumulation constitue
« en réalité une véritable caisse secrète, une caisse
« noire où les Compagnies peuvent à leur gré puiser
« comme bon leur semble pour des besoins impré-
« vus, pour dépenses de propagande et pour rem-
« placer au besoin certaines réserves » (1).

Différentes législations sont déjà intervenues en cette matière; les unes, comme en Prusse, ont rigoureusement interdit les polices d'accumulation, d'autres, comme en Italie, en Espagne et dans certains États d'Amérique, ont imposé aux Compagnies américaines des taxes spéciales.

Le législateur français n'a pas cru devoir prohiber le système, en vertu du principe de la liberté des conventions, mais il a jugé à propos de le soumettre à une étroite réglementation. Aussi a-t-il astreint toutes les entreprises, aussi bien françaises qu'étrangères qui ne partagent pas annuellement les bénéfices, à l'obligation de tenir un COMPTE INDIVIDUEL et d'y mentionner chaque année la PART ATTRIBUABLE à chacun des contrats souscrits (L., art. 7-1°).

Désormais, les bénéfices ne pourront donc plus être l'objet d'une gestion occulte et arbitraire per-

(1) *Rapport au Sénat*, p. 57.

mettant aux administrateurs non pas seulement de renforcer en tant que de besoin certaines réserves, mais encore et surtout de se livrer à une publicité scandaleuse. Les écritures exigées fourniront le moyen de connaître la formation progressive des bénéfices destinés à revenir à chaque assuré à la fin de la période d'accumulation, et de faire connaître à chaque instant la dette de la Compagnie.

Pour que cette prescription ne reste pas lettre morte, le législateur a chargé les commissaires-contrôleurs de constater les infractions à cette règle. Celles-ci sont passibles d'une amende de cent francs (100 fr.) à cinq mille francs (5,000 fr.), et, en cas de récidive, de cinq cents francs (500 fr.) à dix mille francs (10,000 fr.) prononcée par le tribunal correctionnel à la requête du ministère public (L., art. 15).

L'insertion du jugement dans le *Journal Officiel* et dans deux autres journaux au moins doit être ordonnée aux frais des condamnés (L., art. 17).

Application de l'article 463 du Code pénal (circonstances atténuantes) peut être faite en ce qui concerne l'amende (L., art. 16-5°).

La proposition de cette mesure par la Commission rencontra tant à la Chambre qu'au Sénat une assez vive opposition. On lui reprochait surtout de ne pas respecter la liberté des contrats.

M. le sénateur Gourju qui souleva un long débat au cours duquel M. Lourties et M. le Commissaire du

Gouvernement vinrent tour à tour à la tribune fournir des explications très claires et très précises, alla jusqu'à accuser la Commission de « vouloir traiter tous ses concitoyens en mineurs ». Mais justice fut faite de ces vains reproches et nous ne pouvons mieux faire pour défendre cette disposition que nous trouvons excellente, que de reproduire la fin du discours de M. le Commissaire du Gouvernement à la séance du 28 février 1905 au Sénat :

« Ce que recommande l'intérêt des assurés, ce
« qu'impose le souci et la loyauté de la concurrence,
« ce que poursuit le texte en discussion, c'est de
« mettre fin à des mirages de bénéfices plus ou
« moins illusoires, à des répartitions arbitraires et,
« pour tout dire d'un mot, à des décisions potesta-
« tives de l'assureur qui, tant qu'il tient les assurés,
« au cours d'une longue période, en dehors de toute
« supputation sérieuse des éventualités de bénéfices
« qu'on leur fait entrevoir, reste maître de ne rien
« attribuer finalement ou d'attribuer ce qu'il veut,
« comme il veut, à qui il veut. (*Très bien ! très*
« *bien ! à gauche.*)

« M. Gourju a, plus encore qu'il ne le pensait,
« placé la discussion sur son terrain, lorsqu'il s'est
« réclamé de la liberté des contrats. C'est, au vrai,
« la liberté des contrats qu'ont voulu sauvegarder la
« Chambre des Députés et la Commission du Sénat.
« Pour que le contractant soit libre de souscrire ou

« de maintenir son contrat en connaissance de cause,
 « il faut qu'il puisse suivre les effets de ce contrat.
 « Pour qu'il aille s'assurer à telle ou telle Société,
 « qui, pour reprendre l'expression de M. Gourju, se
 « trouve être américaine, ou bien s'il est déjà son
 « assuré, pour qu'il le demeure, puisque c'est une
 « essentielle particularité de l'assurance sur la vie
 « qu'elle peut toujours être poursuivie ou arrêtée
 « par la continuation ou la cessation du paiement de
 « la prime, il faut, si vous voulez qu'il soit réelle-
 « ment libre, qu'il connaisse successivement les
 « résultats probables, aussi bien que les résultats
 « certains de son contrat. Et ce n'est point autre
 « chose que réclame le premier alinéa de l'article 7.
 « Cet article oblige seulement les assureurs à tenir
 « annuellement leurs assurés au courant de l'état
 « provisoire des bénéfices qu'ils peuvent attendre, à
 « faire la lumière sur la situation périodique des bé-
 « néfices promis.

« A cette lumière, ou bien les assurés reconnai-
 « tront un mobile justifié pour entrer ou pour rester
 « dans la Société d'assurances qui leur a vanté cette
 « combinaison d'accumulation ou de distribution
 « différée — et alors qui voudrait se plaindre que le
 « contrat demeure ? — ou, au contraire, les assurés
 « constateront qu'il y a quelque mirage ou quelque
 « abus dans les combinaisons qui les ont d'abord
 « séduits — et alors qui pourrait regretter que de

« telles pratiques, qui auraient peut-être paru depuis
 « longtemps intolérables si elles étaient poursuivies
 « par des Sociétés françaises, ne se multiplient plus
 « au dépens d'espérances désarmées ?

« C'est cette lumière même, garantie de la vraie
 « liberté du contrat, qu'a voulue la Chambre des
 « Députés, et que voudra certainement à son tour le
 « Sénat. » (*Très bien ! et vive approbation sur
 divers bancs.*)

7° *Privilèges des assurés.* — Les réserves mathématiques, la réserve de garantie, le montant des bénéfices accumulés pour lesquels il est tenu un compte individuel, ainsi que nous venons de l'exposer, sont en principe la propriété des assurés. Mais, en réalité, ces différentes réserves font partie de l'actif de la Société et, en cas de liquidation, elles devraient entrer dans la composition de la masse commune à partager au prorata des créances. Pour éviter ce résultat fâcheux et contraire au vœu du législateur, l'article 7-2° accorde aux assurés, pour le règlement de leurs contrats, un privilège général sur l'actif des entreprises françaises jusqu'à concurrence du montant des garanties que la loi de 1905 organise.

Ce privilège forme le § 7 de l'article 2101 du Code civil. Un privilège semblable ne pouvait être donné aux assurés des entreprises étrangères régies pour

leur organisation intérieure par les lois de leur pays d'origine. Aussi leur a-t-on procuré un autre avantage que nous étudierons plus loin.

8° *Placement de l'actif*. — A quoi bon tant de précautions pour sauvegarder les droits des assurés, si les entreprises d'assurances avaient le droit de placer à leur fantaisie les biens composant leur actif? Certes, la loi eût été bien vaine qui eût permis de faire des placements de spéculation toujours dangereux et souvent désastreux. Il fallait donc, pour la sécurité réelle des assurés, exiger des entrepreneurs des placements en valeurs de tout repos. Le législateur n'a pas failli à son devoir, il n'a pas laissé ses protégés à la merci d'entrepreneurs téméraires, car il a pris certaines mesures à cet effet :

A) En ordonnant aux assureurs de se soumettre aux injonctions résultant d'un décret rendu en la forme des règlements d'administration publique, destiné à déterminer quels biens mobiliers et immobiliers pourront entrer dans la composition du portefeuille des entreprises d'assurances (L., art. 8).

En vertu de ce décret en date du 9 juin 1906, l'actif des entreprises françaises et la portion d'actif des sociétés étrangères afférente aux contrats souscrits par elles en France, en Algérie et aux colonies, doivent être employés :

a) Sans limitation : en valeurs émises par l'État

français ou pourvues par lui d'une garantie portant sur le capital ou sur le revenu ; en obligations libérées et négociables des départements, des communes et des Chambres de commerce de France et d'Algérie ; en obligations foncières et communales du Crédit Foncier de France ; en prêts sur toutes ces valeurs jusqu'à concurrence de soixante-quinze pour cent (75 pour 100) de leurs cours ; en avances sur les polices émises par l'entreprise ; en prêts hypothécaires sur la propriété urbaine, bâtie en France, sans que ces prêts, y compris les prêts antérieurement inscrits, puissent dépasser cinquante pour cent (50 pour 100) de la valeur de l'immeuble.

b) Dans la proportion de deux cinquièmes au plus : en prêts aux départements, aux communes et aux Chambres de commerce de France et d'Algérie, ainsi qu'aux colonies françaises ou aux pays de protectorat ; en immeubles situés en France et en Algérie ; en prêts hypothécaires sur ces immeubles, jusqu'à concurrence de cinquante pour cent (50 pour 100) de leur valeur.

c) Dans la proportion d'un quart au plus : en valeurs de toute nature, françaises ou étrangères, figurant à la cote officielle de la Bourse de Paris et inscrites sur une liste préalablement approuvée par l'Assemblée générale des actionnaires : en prêts sur ces valeurs jusqu'à concurrence de soixante-quinze pour cent (75 pour 100) de leurs

cours; en immeubles situés dans les colonies françaises ou dans les pays de protectorat; en prêts hypothécaires sur ces immeubles jusqu'à concurrence de cinquante pour cent (50 pour 100).

Dans chacune de ses catégories énumérées sont respectivement comptés, avec les placements en toute propriété, les nues propriétés et les usufruits des valeurs correspondantes (D., 9 juin 1906, art. 1^{er}).

Toutefois l'article 2 du même décret permet aux entreprises françaises l'emploi de leur portion d'actif correspondant, soit aux réserves mathématiques des contrats souscrits à l'étranger, soit aux cautionnements exigés dans les différents pays, en valeurs admises par les législations étrangères sur la matière, ou l'acquisition pour cette même portion d'actif d'immeubles destinés à l'installation des services de de l'entreprise (Art. 2).

Les valeurs mobilières qui peuvent entrer dans la composition du portefeuille dans la proportion d'un quart de l'actif doivent être représentées par des certificats ou titres nominatifs. Les valeurs qui ne comportent pas de certificats ou de titres nominatifs doivent être représentées par des récépissés de la Banque de France (Art. 5).

B) En prescrivant que le décret précité établirait le mode d'évaluation annuelle des différentes catégories de placements.

Laisser toute initiative aux entreprises eût été im-

prudent, car il eût été facile à une entreprise mal en point de présenter un bilan favorable au moyen d'évaluations exagérées.

Aussi l'article 3 du décret détermine-t-il sévèrement l'estimation d'inventaire.

Les valeurs figurant à l'actif sont estimées :

a) Les valeurs mobilières au prix d'achat, sauf lorsque, pour l'ensemble desdites valeurs, ce prix est supérieur de plus de cinq pour cent (5 pour 100) à celui qui résulterait du cours de la Bourse de Paris, ou, à défaut des cours d'une des principales places du pays d'émission, à la date de la clôture de l'inventaire. Dans ce dernier cas, un arrêté ministériel, pris après avis du Comité consultatif des assurances sur la vie, fixera les conditions du délai dans lequel la valeur estimative devra être réduite de la différence entre le prix d'achat et le prix résultant de l'évaluation au cours susvisés.

b) Les prêts hypothécaires, les prêts sur titres, les prêts aux départements, aux communes, aux Chambres de commerce, aux colonies et aux pays de protectorat, d'après les actes qui en font foi, et en tenant compte à chaque inventaire des amortissements effectués.

c) Les immeubles, soit au prix d'achat, soit au prix de revient, tel qu'il ressort des travaux de construction et d'amélioration, à l'exclusion des travaux d'entretien proprement dits.

La vérification de la valeur des immeubles peut être effectuée à une époque quelconque par les soins du ministre du Travail après avis du Comité consultatif.

d) Les nues propriétés et les usufruits, suivant les règles générales d'un arrêté ministériel du 3 juillet 1907 qui fixe l'évaluation maximum.

C) En exigeant enfin la production périodique des modifications survenues dans la composition de l'actif (L., art. 8-2°).

Ces modifications, aux termes d'un arrêté du ministre du Travail en date du 20 juillet 1907 pris après avis du Comité consultatif, doivent être semestrielles.

Les entreprises doivent produire au plus tard le 1^{er} février et le 1^{er} août de chaque année un état des augmentations et un état des diminutions survenues dans la composition de leur actif.

L'état du 1^{er} février porte les modifications survenues pendant le deuxième semestre de l'année précédente. Celui du 1^{er} août porte les modifications de l'année en cours.

Voici le modèle de l'un de ces tableaux :

État des modifications survenues dans la composition de
l'actif pendant le { premier { semestre de l'année 19
deuxième }

AUGMENTATION				
1 ^o <i>Achats de valeurs mobilières.</i>				
Désignation des valeurs.	Date de l'achat	Cours d'achat	Prix d'achat	Valeur portée en augmentation de l'actif.
2 ^o <i>Achats d'immeubles (1).</i>				
Désignation des immeubles.	Date de l'achat.	Prix d'achat ou de revient.	Valeur portée en augmentation de l'actif.	
3 ^o <i>Prêts consentis.</i>				
Désignation des prêts (prêts hypothécaires, avances sur polices, etc.)	Date du prêt.	Montant du prêt.	Valeur portée en augmentation de l'actif.	
4 ^o <i>Achats d'usufruits et de nues propriétés.</i>				
Désignation des valeurs	Date	Prix	Valeur portée en	
1 ^o Usufruits.....	d'achat.	d'achat.	augmentation	
2 ^o Nues propriétés .			de l'actif.	
(1) Les augmentations et amortissements d'immeubles doivent figurer également à cet article.				

Tout est donc prévu, aucune liberté n'est laissée aux entreprises d'assurances dans le placement de leur actif. Cette réglementation est peut-être fort sévère et un peu excessive, car il peut sembler superflu de déterminer d'une façon aussi restrictive le placement total de l'actif. Il y a en effet une portion de l'actif qui n'appartient aux assurés qu'en vertu de leur droit général de gage (CC., art. 2092 et 2093)

comme à des créanciers sur les biens de leurs débiteurs.

Deux députés, MM. Bonnevay et Auffray, à l'avis desquels nous nous rangeons, avaient fait l'objection que nous venons de soulever lors de la discussion de l'article 8 de la loi, et avaient déposé un amendement tendant à limiter l'obligation des entreprises au placement des seuls biens qui sont réellement la propriété des assurés, c'est-à-dire les réserves mathématiques et la réserve de garantie.

C'eût été plus libéral et plus conforme à l'esprit de la loi. Mais l'amendement fut repoussé.

Le législateur punit les infractions aux dispositions que nous venons d'exposer des mêmes peines que celles qu'il inflige à la suite des contraventions aux mesures édictées pour les polices d'accumulation et pour les réserves mathématiques. (Voir page 106). (L., art. 15).

SECTION III

CONTRÔLE ET SURVEILLANCE.

Dans son mémoire présenté en 1894 au nom de l'Institut des Actuaire français. M. Cheysson avait reproché à la législation qui régissait les Socié-

tés d'assurances sur la vie d'être purement nominale.

Il s'exprimait ainsi :

« Cette contradiction entre le fait et le droit cons-
 « titue une situation infiniment regrettable : il est
 « toujours mauvais qu'une loi ne soit pas appliquée.
 « Rien n'énervé plus un pays, a dit Jules Simon,
 « que d'avoir des lois et de leur désobéir. Mais cette
 « désobéissance est surtout regrettable quand il
 « s'agit d'une loi de responsabilité. La loi veut
 « que l'État surveille les Sociétés d'assurances sur la
 « vie, elle le dit bien haut et en termes formels. Or
 « l'État ne peut (aujourd'hui dans l'état actuel de la
 « législation) accomplir cette obligation, et il conti-
 « nue cependant à en assumer la responsabilité
 « morale au regard des assurés qui, s'en fiant à sa
 « vigilance, se croient dispensés de contrôler eux-
 « mêmes leurs intérêts. Des Sociétés qui après avoir
 « doublé le cap de l'autorisation commenceraient à
 « sombrer, pourraient cependant se targuer de cette
 « prétendue surveillance comme d'un titre à la
 « confiance du public et perdre leur cargaison avec
 « la complicité morale de l'État. Il faut donc ou
 « que l'État se dégage d'une responsabilité com-
 « promettante ou qu'il l'a justifie, c'est-à-dire qu'il
 « renonce à la surveillance ou qu'il en fasse une
 « réalité. »

C'est cette surveillance réclamée par M. Cheysson

d'abord et par les auteurs des différentes propositions de loi déposées de 1894 à 1905 ensuite, que le législateur a voulu établir et qu'il a réussi à organiser ainsi que nous allons le voir.

§ 1^{er}. — *Comité consultatif des assurances sur la vie.*

Organiser une surveillance effective et complète était assurément un but très louable, mais il était impossible à atteindre pour des législateurs qui avaient résolu de ne mettre dans la loi que les principes essentiels et de laisser à l'administration le soin de préciser la manière d'appliquer la loi. Mais dans ces conditions il fallait craindre le despotisme du pouvoir exécutif. Les législateurs ne l'ont pas oublié et pour remédier en partie à cet inconvénient, ils ont placé à côté du ministre chargé d'élaborer les décrets un organe consultatif, destiné à remplacer le Conseil d'État « qui ne peut avoir une compétence universelle » (1) et d'éclairer le gouvernement sur les questions techniques et actuarielles. C'est le Comité consultatif des assurances sur la vie, véritable régulateur, composé de personnes particu-

(1) M. Trouillot, ministre du Commerce, au cours de la discussion de l'article 10.

lièrement compétentes et propres à formuler des avis intéressants.

1^o *Composition*. — Il comprend vingt et un membres, savoir : deux sénateurs et trois députés élus par leurs collègues ; le directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales au ministère du Travail ; le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations ; un représentant du ministère des Finances ; trois membres agrégés des Actuaires français (qui autant que possible, suivant le vœu exprimé par la Chambre, ne doivent être attachés à aucune Compagnie d'assurances) ; le président de la Chambre de commerce ou un membre de la Chambre délégué par lui ; un professeur de la Faculté de Droit de Paris ; deux directeurs ou administrateurs de Sociétés d'assurances anonymes ou en commandite ; enfin quatre personnes spécialement compétentes en matière d'assurances sur la vie (L., art. 10).

Les membres autres que les membres de droit sont élus ou nommés par décret pour quatre ans.

Le Comité est renouvelé par moitié tous les deux ans. Pour le premier renouvellement, le sort devait désigner les membres dont le mandat expirait par exception au bout de deux ans (D., 17 mars 1905, art. 1^{er}).

Les membres de droit sont remplacés immédiatement dès qu'ils perdent la qualité en raison de la-

quelle ils ont été nommés (D., 17 mars 1905, art. 1 et 2) (1).

Ils doivent constituer un bureau : le président et

(1) A l'heure actuelle (décembre 1908), le Comité consultatif des assurances sur la vie se compose de la façon suivante :

Membres élus : MM. Lourties, vice-président du Sénat, et Eugène Guérin, « sénateurs » ; MM. Chastenot, Tenting, Gabriel Baron, « députés ».

Membres de droit : M. Paulet, « directeur de l'Assurance et de la Prévoyance sociales au ministère du Travail » ; M. Delatour, « directeur général de la Caisse des dépôts et consignations ».

Membres nommés : M. Sallandrouze de Lamernay, directeur du mouvement général des fonds au ministère des Finances, « représentant du ministère des Finances » ; MM. Guieysse, député ; Léon Marie, directeur de la Compagnie « Le Phénix », Oltramare, « agrégés des Actuaires français » ; M. Monduit, membre de la Chambre de commerce de Paris, « délégué du président de la Chambre de commerce » ; M. Louis Renault, conseiller juridique du ministère des Affaires étrangères, « professeur à la Faculté de droit de Paris » ; MM. Henri Lemonnier, président du Conseil d'administration de la « Mutuelle-Vie » de Rouen, et Cazeneuve, membre du Conseil d'administration de la « Mutuelle de France et des Colonies », député, « administrateurs de Sociétés d'assurances à forme mutuelle ou tontinière » ; MM. Grimpel, directeur de la Compagnie d'assurances sur la vie « La Nationale », Bizos, directeur de la Compagnie d'assurances sur la vie « L'Aigle », « directeurs de Sociétés anonymes ou en commandite » ; MM. Chaufon, avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation, membre d'honneur de la Société des Actuaires français, Cohen, commissaire contrôleur des Sociétés d'assurances contre les accidents du travail, Fouret, examinateur d'admission à l'École Polytechnique, Weber, chef du Contrôle central des assurances sur la vie au ministère du Travail, agrégés de l'Institut des Actuaires français, « personnes spécialement compétentes en matière d'assurances sur la vie ».

Tous les membres nommés l'ont été par décret du 23 mars 1905 ; ceux d'entre eux qui étaient sujets au renouvellement en vertu de

le vice-président en sont nommés par le ministre ; le secrétaire n'est pas membre du Comité, il est désigné également par le ministre, ainsi que le secrétaire adjoint (D., 17 mars 1905, art. 3 et 4) (1).

2° *Attributions.* — Les attributions du Comité consultatif sont nombreuses et variées. En général, il doit être obligatoirement consulté par le ministre sur toutes les questions soulevées par l'application de la loi ; il doit contribuer à la préparation de tous les décrets émanant du pouvoir réglementaire (L., art. 9). Dans certains cas même, le ministre ne peut prendre de décision sans avoir obtenu un avis conforme ; à défaut par lui de s'y ranger, il s'exposerait à voir les intéressés se pourvoir en Conseil d'État contre sa décision pour excès de pouvoir.

Il en est ainsi dans quatre cas déterminés par la loi :

L'article 1^{er} du décret du 17 mars 1905, ont été renommés par décret du 20 juin 1907.

Ajoutons que le Comité consultatif des assurances sur la vie a été complété à la suite de la loi du 19 décembre sur les Sociétés de capitalisation, par la nomination de deux directeurs ou administrateurs de ces Sociétés. Un décret du 30 janvier 1908 a désigné, pour en faire partie, MM. Crozier, administrateur de la Société de capitalisation à forme mutuelle « La Société Mutuelle de Lyon », et Jaham-Desrivaux, administrateur de la Société anonyme « La Capitalisation ».

(1) Le président du Comité consultatif est actuellement M. Guicysse, député, et le vice-président M. Victor Lourties, vice-président du Sénat. Le secrétaire est M. Beaunier-Seyssel ; le secrétaire-adjoint M. Arsандаux.

a) Pour les demandes d'enregistrement (L., art. 10-3°).

b) Pour les retraits d'enregistrement (L., art. 18).

c) Pour la rectification des bases du calcul des réserves mathématiques et le remaniement des tarifs de primes ou cotisations (L., art. 6-4°).

d) Pour l'établissement des bases du calcul des réserves mathématiques, se référant aux opérations antérieures à la mise en vigueur du décret du 20 janvier 1906 relatif aux tables de mortalité, aux taux d'intérêt et aux chargements des primes ou cotisations (L., art. 21).

Dans les trois derniers cas que nous venons d'énumérer, la loi exige pour la validité des délibérations la présence de neuf membres au moins (L., art. 10-4°).

En dehors des délibérations précédentes, le Comité est appelé à préciser la forme des différents états ou tableaux prévus dans la loi : états comparatifs entre la mortalité réelle des assurés et la mortalité théorique pour les réserves mathématiques ; entre le taux des placements réels de ces réserves et le taux admis (L., art. 6-2°) ; tableaux annexes du compte rendu annuel (L., art. 11-2°). Il doit aussi statuer sur le mode de recrutement des commissaires-contrôleurs (L., art. 11-4°) et plus généralement sur toutes les questions que le ministre jugera utile de lui poser (L., art. 10-3°),

§ 2. — *Commissaires-contrôleurs*

On avait violemment reproché à la surveillance édictée par l'article 66 de la loi du 24 juillet 1867 d'être illusoire et nominale, et la loi nouvelle avait eu pour principal objet d'y remédier.

Pour ce faire, elle a créé un corps de contrôle en tous points semblable à celui organisé par la loi du 9 avril 1898 : les commissaires-contrôleurs.

Attributions. — Les commissaires-contrôleurs, fonctionnaires recrutés au concours (D., 7 mai 1903, art 1^{er}) spécialement accrédités, pour des périodes fixées, auprès des entreprises qu'ils ont pour mission de surveiller, sont chargés de vérifier sur place toutes leurs opérations. Ils sont assermentés et, comme tels, soumis à l'article 378 du Code pénal qui impose le secret professionnel sous des peines variant de un mois à six mois de prison et d'une amende de 5 francs à 500 francs.

Ils vérifient au siège des entreprises « l'état des assurés » et des sommes assurées, les contrats intervenus, les écritures et pièces comptables, la caisse, le portefeuille, les calculs de réserves et tous les éléments de contrôle propres soit à établir les opérations dont résultent des obligations pour les entreprises, soit à constater la régulière exécution, tant

des statuts que des prescriptions édictées par la loi du 17 mars 1905 ou par les décrets et arrêtés qu'elle prévoit.

Ils se bornent à ces vérifications et constatations sans pouvoir donner aux entreprises aucune instruction ni apporter à leur fonctionnement aucune entrave.

Ils rendent compte au directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales, qui propose au ministre les redressements nécessaires (Arrêté du 20 mai 1905, art. 9). Enfin et surtout ils dressent pour toutes les infractions qu'ils constatent des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve contraire (L., art. 15).

A côté de ces contrôleurs, le ministre est autorisé à déléguer exceptionnellement d'autres personnes pour les assister dans leurs opérations de contrôle (L., Art. 11-4°) La loi vise ici le cas où l'on serait obligé de recourir à la compétence d'hommes à connaissance technique spéciale, tels que des architectes appelés à fournir leurs concours dans une estimation d'immeubles par exemple. Droit exorbitant et qui peut laisser une large place à l'arbitraire du Gouvernement ! C'est, nous semble-t-il, une fissure profonde au système de surveillance qu'on avait pour but d'instaurer.

M. Léonce de Castelnaud, député, avait exprimé au cours de la discussion, le désir de voir « soumettre

au serment ces personnes, ainsi que le Code de procédure civile l'exige pour les experts de droit commun, garantie minimum à réclamer de personnes investies d'un mandat d'intérêt public (1) ». Le Gouvernement avait promis d'y accéder en exigeant le serment, dans le règlement d'administration publique. Mais cette promesse n'a pas été tenue et les délégués du ministre sont exemptés jusqu'à présent de la formalité du serment.

§ 3. — *Publicité.*

La publicité est un élément de contrôle très important, car il permet non seulement à l'administration de surveiller la gestion des entreprises, mais encore au public de se rendre compte de la marche des affaires.

Elle a été établie sur les bases les plus larges et inspirée en partie par la législation antérieure.

I. *Mention de l'enregistrement.* — La publicité apparaît tout d'abord à la naissance même de l'entreprise, puisque la mention de l'enregistrement doit être insérée au *Journal Officiel* par les soins du ministre du Travail (L., art. 2-2°).

(1) *Journal Officiel*, Chambre, 1904, *in extenso*, p. 4878.

II. *Comptes rendus.* — Au cours de la gestion elle affecte trois formes différentes.

A) Toute entreprise doit publier chaque année en français :

1° Un compte rendu annuel de toutes ses opérations (L., art. 11-1°).

Elle doit y joindre des états et tableaux conformes à ceux établis par arrêté du ministre du Travail en date du 29 juillet 1907.

Les annexes ont pour but de faire ressortir :

a) Le compte général des profits et pertes de l'exercice.

b) Les comptes financiers relatifs aux diverses catégories d'assurances.

c) La balance générale des écritures.

d) L'état détaillé des valeurs mobilières et immobilières comprises dans l'actif du bilan.

e) Le mouvement des capitaux et rentes assurés pendant l'exercice (Réassurances cédées déduites).

f) Le mouvement des polices capitaux et rentes assurés pendant l'exercice (Réassurances non déduites).

g) L'état des réserves mathématiques pour risques en cours au 31 décembre.

2° Un compte rendu sommaire conforme aux modèles déterminés par l'arrêté sus énoncé et comprenant le compte général des profits et pertes, la balance générale des écritures et le mouvement géné-

ral des opérations en cours ; ce compte rendu doit paraître au *Journal Officiel* avant le 15 mai ; il est inséré aux frais de l'entreprise.

B) Le compte rendu annuel doit être mis à la disposition des intéressés ; tout assuré ou associé peut s'en faire délivrer copie moyennant le paiement d'une somme maximum de 1 franc.

Il faut noter, en passant, qu'à la différence de cette prescription, l'article 12 du décret du 28 février 1899, rendu en exécution de l'article 27 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, oblige les Sociétés d'assurances contre les accidents du travail à délivrer leurs comptes-rendus à toute personne qui en fait la demande et non pas seulement aux assurés et aux associés.

C) Le compte rendu annuel doit être communiqué à l'autorité.

1° Dépôt doit en être effectué avant le 15 mai aux greffes des tribunaux civils et des tribunaux de commerce, tant du département de la Seine que du siège social.

La loi reste muette sur le point de savoir si les greffiers doivent les montrer au public et en délivrer sur demande des extraits ou expéditions. Il nous semble qu'il ne peut y avoir de doute à ce sujet : ce droit est certainement conforme aux intentions du législateur qui n'a pas cru devoir le formuler comme pour les Sociétés anonymes ou en com-

mandite (Loi du 24 juillet 1867, art. 63). Il ne peut y avoir de restriction à la publicité, puisque le législateur a voulu étaler au grand jour les résultats des opérations des entreprises d'assurances sur la vie.

2° Le compte-rendu doit être produit à la même époque au ministre du Travail.

Rappelons pour mémoire l'obligation de produire aussi au ministre,

Annuellement :

a) Un état donnant la comparaison entre la mortalité réelle des assurés et la mortalité théorique ;

b) Un état donnant la comparaison entre le taux du placement réel des réserves mathématiques et le taux admis pour le calcul de ces réserves (L., art. 6-2°) :

Semestriellement :

c) Des états périodiques des modifications survenues dans la composition de l'actif (L., art. 8-2°).

Il y a plus. Le ministre a le droit absolu de réclamer à tout moment, s'il le juge à propos, tous les documents et les éclaircissements nécessaires (L., art. 11-3°).

III. *Mention spéciale sur les documents.* — Tous les documents, prospectus, affiches et circulaires destinés à être distribués au public ou publiés, doivent porter, à la suite du nom de la raison sociale de l'entreprise, la mention : « Entreprise privée assujet-

tie au contrôle de l'État » sans renfermer aucune assertion susceptible d'induire en erreur, soit sur la véritable nature ou l'importance réelle des opérations, soit sur la portée du contrôle (L., art. 16-3°).

En dehors du « retrait d'enregistrement » qui peut toujours être exercé par décret dans les conditions que nous avons examinées, lorsque l'entreprise ne fonctionne plus en conformité soit des statuts, soit de la législation nouvelle, il existe de nombreuses pénalités édictées par le législateur pour réprimer des faits qui constituent à la charge des entreprises, des négligences, des retards, ou même une simple résistance injustifiée à des injonctions.

Les pénalités sont échelonnées suivant le caractère de gravité prêté aux infractions commises.

Le retard dans la production des documents et éclaircissement demandés par le ministre en vertu du droit absolu que lui confère la loi (art. 11-3°) rend l'entreprise passible d'une amende de 20 francs par jour de retard ; cette amende s'élève à 100 francs par jour lorsqu'il s'agit d'un retard à la production des états et tableaux comparatifs ci-dessus énumérés ; il en est de même lorsque le retard porte sur la publication du compte-rendu annuel, sur son dépôt aux greffes où il doit avoir lieu, sur la publication du compte-rendu sommaire au *Journal Officiel*.

Ces amendes appelées « amendes administra-

tives » sont encourues de plein droit. Aucune mise en demeure n'est nécessaire. Cependant, un débat peut s'engager, on l'a reconnu expressément au cours de la discussion. Ces amendes sont recouvrées comme en matière d'enregistrement, c'est-à-dire par voie de contrainte, mais la contrainte est délivrée à la requête du ministre du Travail qui agit dans ce cas aux lieu et place du directeur général de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre.

L'entreprise intéressée peut faire opposition aux contraintes délivrées et porter le litige devant le tribunal civil dont le rôle consistera à rechercher si l'infraction relevée est bien de celles que réprime la loi.

La procédure sera celle usitée pour les procès en matière d'enregistrement. Pas de débat oral, mais la production de mémoires.

Toutes ces observations dérivent de ces mots de l'article 14 : « recouvrées comme en matière d'enregistrement » (L., art. 14).

Mais des infractions plus graves que des retards sont prévues et réprimées plus sévèrement :

1° Toute déclaration ou dissimulation frauduleuse, soit dans les comptes-rendus, soit dans tous les autres documents produits au ministre ou portés à la connaissance du public, est punie des peines l'escroquerie (C. P., art. 405 : emprisonnement de d'un an au moins et cinq ans au plus, et amende de

50 francs au moins et 3,000 francs au plus ; interdiction possible pour le coupable, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, de l'exercice des droits civiques, civils et de famille).

2° Toute entreprise assujettie à la loi, qui ne met pas sur ses prospectus, affiches, circulaires et tous autres documents destinés à être publiés ou distribués au public, la mention : « Entreprise privée assujettie au contrôle de l'État », est passible d'une amende de 16 francs à 100 francs par chaque contravention et d'un emprisonnement d'un mois en cas de récidive ; la même sanction est applicable à toute entreprise qui, non soumise à la loi, se présenterait abusivement comme assujettie au contrôle de l'État.

Les circonstances atténuantes peuvent toujours être accordées (L., art. 16-3°-4°-5°).

Les contraventions, constatées par les commissaires-contrôleurs dont les procès-verbaux font foi jusqu'à preuve contraire, sont poursuivies à la requête du ministère public devant le tribunal correctionnel qui, outre l'amende ou la prison, doit prononcer aux frais du coupable l'insertion du jugement dans le *Journal Officiel* et deux autres journaux (L., art. 17).

IV. *Rapport annuel.* — Un dernier élément de publicité permet au public de savoir chaque année quelle est la situation exacte des entreprises sou-

mises au contrôle. C'est la publication au *Journal Officiel* d'un rapport d'ensemble sur le fonctionnement de la loi et la situation des entreprises qu'elle régit, présenté au Président de la République par le ministre du Travail. Un compte détaillé des recettes et dépenses afférentes à la surveillance et au contrôle des entreprises, doit y être annexé.

Cette mesure empruntée à la loi du 9 avril 1898 est certainement excellente. Mais jusqu'ici elle n'a pas encore été exécutée. Aucun rapport n'a encore paru. Souhaitons que l'administration se montre plus vigilante que précédemment, car elle a mis six ans à publier le premier rapport concernant les Sociétés d'assurances contre les accidents du travail ! (Le premier rapport a paru en effet le 27 février 1905) (L., art. 13-1^o et 3^o).

§ 4. — *Frais de contrôle.*

Les frais de contrôle sont à la charge des entreprises ; ils sont déterminés chaque année à fin d'exercice par le ministre du Travail au prorata du montant global des primes ou cotisations encaissées.

La cotisation de chaque entreprise ne peut jamais dépasser 1 pour 1,000 de ce montant (L., art. 13-2^o).

CHAPITRE IV

SOCIÉTÉS MUTUELLES ET TONTINES

En abrogeant le premier alinéa de l'article 66 de la loi du 24 juillet 1867 et toutes autres dispositions relatives aux tontines et aux autres Sociétés d'assurances sur la vie, le législateur de 1903 supprimait, d'un trait de plume, non seulement la surveillance administrative antérieurement réglée par l'ordonnance de 1842 et les décrets des 24 décembre 1850 et 16 janvier 1854 qu'elle venait de réglementer à nouveau par une suite de mesures sévères, mais encore le décret d'autorisation qui leur donnait l'existence légale et pourvoyait à tout, aussi bien à leur organisation technique qu'à leur mécanisme social.

Désormais chaque Société peut établir à sa guise son régime intérieur, sauf à obtenir du gouvernement l'enregistrement de ses statuts. Cependant, dans la pensée du législateur, les mutuelles et les tontines ne devaient pas rester soumises pour leur formation aux lois générales sur la constitution des Sociétés, puisque ces lois ne leur avaient jamais été

applicables. Un décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique prévu *in fine* dans l'article 22 de la loi de 1905, devait dans un avenir prochain déterminer les conditions dans lesquelles pourraient se constituer les Sociétés à forme mutuelle ou à forme tontinière.

Le décret du 12 mai 1906 est venu en effet remédier à l'absence de loi générale sur la constitution des Sociétés mutuelles d'assurances sur la vie et des associations tontinières. Il est manifestement inspiré dans sa partie générale des dispositions de la loi du 24 juillet 1867 concernant les Sociétés anonymes, et du décret du 22 janvier 1868.

Il forme un véritable petit code de la matière.

SECTION I

RÈGLES COMMUNES.

I. — *Constitution.*

Forme de l'acte de Société. — Les Sociétés à forme mutuelle ou tontinière qui contractent « des engagements dont l'exécution dépend de la durée de la vie humaine », peuvent recourir pour leur constitution soit à un acte authentique, soit à un acte sous

seing privé (D., 12 mai 1906, art. 1^{er}). Dans ce dernier cas, dans un but évident de simplification et d'économie, le décret du 12 mai 1906 n'exige la confection que d'un double original, quel que soit le nombre des signataires. Il déroge ainsi aux règles édictées par l'article 1325 du Code civil qui exige, pour la validité de l'acte sous seing privé contenant des conventions synallagmatiques, autant d'originaux qu'il y a de parties ayant un intérêt distinct. Dérogation déjà prévue par les articles 1 et 21 de la loi du 24 juillet 1867

Rédaction des statuts. — Pour garantir les adhérents d'une formation trop hâtive et leur faire connaître à l'avance l'étendue des engagements qu'ils consentent, le décret a imposé dans les statuts des énonciations spéciales aux Sociétés de cette forme.

Les fondateurs d'une Société devront dans le projet des statuts :

1° Indiquer la durée, le siège, la dénomination de la Société, le nombre des adhérents.

2° Déterminer le montant du fonds de premier établissement. Il ne peut, aux termes de l'article 5-2° de la loi du 17 mars 1905, être inférieur à 50,000 francs et doit être amorti en quinze ans au plus.

3° Fixer le minimum de valeurs de contrats à souscrire, ainsi que la quote-part des premières cotisations (D., 12 mai 1906, art. 2).

4° Préciser le mode et la condition des contrats à souscrire entre la Société et les adhérents (D., 12 mai 1906, art. 23).

Les statuts doivent déterminer encore les pouvoirs du Conseil d'administration et déclarer explicitement si le Conseil pourra déléguer une partie de ses pouvoirs à l'un de ses membres ou choisir un directeur en dehors de son sein (D., 12 mai 1906, art. 13).

Ils doivent déterminer également les conditions nécessaires aux adhérents pour faire partie du Conseil d'administration (D., 12 mai 1906, art. 14).

Les statuts indiquent encore les conditions dans lesquelles seront faites les convocations à l'Assemblée générale (D., 12 mai 1906, art. 17). Ils désignent la forme et le délai de convocation pour les cas où l'Assemblée générale ne réunit pas le quorum nécessaire pour délibérer verbalement (D., 12 mai 1906, art. 18). Ils fixent la date de l'Assemblée annuelle et le minimum de valeur des contrats qu'il est nécessaire d'avoir souscrits pour y être admis. (D., 12 mai 1906, art. 16).

Les statuts doivent enfin contenir certaines indications relatives à la garantie des opérations.

La loi du 17 mars 1905 oblige en effet les Sociétés à forme mutuelle ou à forme tontinière à prévoir dans les statuts le mode de règlement et l'emploi des sommes perçues ainsi que la quotité des prélève-

ments destinés à faire face aux frais de gestion de l'entreprise (L., art. 4-2°).

Relativement aux entreprises de gestion, les Sociétés ne sont autorisées à traiter avec elles que si les statuts l'ont explicitement prévu. Dans ce cas ils doivent stipuler que les traités de gestion seront soumis à l'approbation préalable de l'Assemblée générale et que tous les documents destinés au public devront porter immédiatement après la dénomination de la Société celle de l'entreprise chargée de la gestion (D., 12 mai 1906, art. 12).

Inscription des projets de statuts sur les listes d'adhésion. — Par surcroît de précaution et pour éviter toute surprise aux futurs adhérents, le décret de 1906 oblige les fondateurs à inscrire le texte entier des projets de statuts sur toute liste destinée à recevoir les adhésions (D., 12 mai 1906, art. 3). Cette mesure préventive permet ainsi à ceux qui désirent s'affilier à une Société d'assurances de l'une ou l'autre de ces formes, de se rendre complètement compte des charges qu'ils acceptent et des engagements qu'ils contractent en apposant leur signature.

Déclarations des fondateurs. — Après la rédaction des statuts, les fondateurs ou à leur défaut leurs fondés de pouvoirs doivent se présenter chez un notaire et déclarer devant lui que le nombre d'adhé-

rents et le minimum de valeur de contrats fixé par les statuts ont été réunis.

A cette déclaration doivent être joints pour y être annexés :

1° Une liste nominative dûment certifiée des adhérents — expression qui peut laisser place au doute ; la loi se contente-t-elle de la signature des fondateurs avec une déclaration formelle d'exactitude comme le demandait la loi de 1867 ? Exige-t-elle en outre la signature de chaque adhérent certifiant qu'il a souscrit le contrat ? — avec l'indication du montant des contrats souscrits par eux.

2° L'un des doubles de l'acte de Société, s'il est sous-seing privé, ou une expédition, s'il est notarié, et passé devant un notaire autre que celui qui a reçu la déclaration.

3° L'état des versements effectués (D., 12 mai 1906, art. 4).

Quel est le rôle exact du notaire ? Nous nous heurtons ici au silence des textes. A notre avis son rôle est tout à fait passif. Il doit écouter la déclaration et la recevoir simplement sans avoir à examiner si elle est conforme à la vérité. A-t-on donc voulu par là contraindre celui qui viole la loi à faire un mensonge solennel ? Espère-t-on le voir hésiter ? Ce serait à notre sens une véritable illusion, car la crainte d'un mensonge ne semble pas de nature à faire reculer les financiers peu scrupuleux.

Assemblée constitutive. — C'est alors que les fondateurs convoquent la première assemblée générale des adhérents (D., 12 mai 1906, art. 5). Elle doit prendre les délibérations nécessaires pour la constitution de la Société. A raison de son importance, elle est soumise à des règles particulières :

Elle doit se composer des adhérents autorisés par les statuts à en faire partie. Ceux-ci sont convoqués individuellement vingt jours au moins avant la date fixée pour la tenue de l'assemblée (D., 12 mai 1906, art. 17).

Pour délibérer valablement, l'assemblée constitutive doit comprendre au moins la moitié des membres ayant le droit d'y assister. Si ce quorum n'est pas atteint, la délibération ne peut être que provisoire, une nouvelle assemblée sera convoquée. Dans ce cas, deux avis publiés à huit jours d'intervalle, au moins un mois avant la nouvelle réunion, dans l'un des journaux qui se publient dans le lieu où siège le tribunal ou s'il n'y en a pas dans l'un de ceux publiés dans le département, fait connaître aux adhérents les résolutions provisoires adoptées par la première assemblée. Ces résolutions deviennent définitives si elles sont approuvées par la nouvelle assemblée composée du cinquième au moins des adhérents ayant le droit d'y assister (D., 12 mai 1906, art. 19).

Cette clause est la copie littérale de l'article 30 de la loi de 1867.

Attributions de l'Assemblée constitutive. —

L'assemblée constitutive a plusieurs attributions très importantes. Elle doit en effet :

1° Vérifier la déclaration des fondateurs dont nous avons précédemment parlé et délibérer sur sa sincérité.

2° Nommer les membres du Conseil d'administration.

3° Nommer pour la première année les commissaires-contrôleurs (D., 12 mai 1906, art. 5).

A défaut par l'assemblée de satisfaire à cette dernière obligation, il serait procédé à la nomination des commissaires par ordonnance du président du tribunal de première instance du siège de la Société, à la requête de tout intéressé, les membres du Conseil d'administration dûment appelés (D., art. 20-3°).

4° Approuver, s'il y a lieu, les traités de gestion prévus dans les statuts (D., art. 12).

La Société n'est définitivement constituée qu'après l'accomplissement de ces formalités, et l'acceptation des membres du Conseil d'administration et des commissaires (D., art. 5-2°).

II. — *Fonctionnement intérieur des Sociétés à forme mutuelle et à forme tontinière.*

Comme pour les Sociétés anonymes, trois organes correspondant aux idées d'administration, de con-

trôle et de direction concourent au fonctionnement de ces Sociétés ; ce sont :

1° Un Conseil chargé d'administrer sous la direction des assemblées d'adhérents.

2° Des commissaires de surveillance chargés de contrôler.

3° Des assemblées d'adhérents qui tracent les règles de la Société et impriment la direction générale.

Conseil d'administration.

Sa constitution. — Le Conseil d'administration, organe administratif de ces Sociétés, doit être composé de cinq membres au moins (D., art. 13). Différence à noter avec le régime adopté dans les Sociétés anonymes. Pour elles le nombre des administrateurs n'est pas fixé par la loi.

Les administrateurs, mandataires chargés de représenter la Société, sont en principe nommés par la première Assemblée générale. Leurs fonctions durent six ans. Toutefois le législateur a jugé qu'il pouvait être utile de laisser aux fondateurs l'initiative de l'administration au début de la Société, et, pour ce faire, il a autorisé la nomination d'administrateurs statutaires nommés seulement pour une durée de trois années.

Les administrateurs sont toujours rééligibles, sauf stipulation contraire (D., art. 5).

Le décret n'a pas prévu leur révocation comme le législateur l'avait fait pour les administrateurs des Sociétés anonymes. Et cependant, dans les mutuelles, tout au moins, où le nombre des adhérents augmente journellement, il serait bon de reconnaître explicitement aux nouveaux venus le droit de révoquer les administrateurs qu'ils n'ont pas choisis et qui peuvent ne pas leur inspirer confiance. Cependant, il faut ajouter, pour être vrai, que ce droit leur est acquis en vertu de l'article 2003 du Code civil.

Les garanties exigées des administrateurs sont peu importantes : ils ne peuvent pendant la durée de leurs fonctions, ni résilier leurs contrats, ni en toucher les capitaux, ni en opérer la cession, à moins de les remplacer par des contrats équivalents (D., art. 14-2°). Cette garantie est-elle suffisante ? Il semble qu'en cette matière il est permis d'être assez affirmatif. En effet, la loi restant muette sur la question de la rémunération des administrateurs, et le mandat étant un contrat gratuit à moins qu'il n'y ait convention contraire (CC., art. 1986), on doit penser que les administrateurs n'ont droit à aucun salaire. Dans ces conditions on est amené à conclure que l'intérêt qu'ils ont comme adhérents à la prospérité de l'affaire est une garantie de bonne administration.

Fonctionnement et pouvoirs du Conseil d'ad-

ministration. — Ainsi constitué, le Conseil d'administration élit parmi ses membres un président, un vice-président et un secrétaire dont les fonctions durent un an, mais qui sont rééligibles (D., art. 15).

Aux termes de l'article 15-2° du décret, le Conseil d'administration doit se réunir au moins une fois par mois. Pour délibérer valablement, il doit comprendre la moitié plus un de ses membres. La délibération est prise à la majorité absolue des voix (à noter que le président n'a nullement voix prépondérante). Le vote est personnel, la substitution n'est pas admise.

Pour faciliter la gestion de l'entreprise dans l'intervalle des séances du Conseil, solutionner les questions urgentes ou prendre des mesures immédiates, le décret permet au Conseil de déléguer une partie de ses pouvoirs à l'un de ses membres ou à un directeur pris en dehors de son sein. Mais cette délégation doit avoir été prévue par les statuts (D., art. 13-1°).

Les pouvoirs des administrateurs sont ceux des mandataires. C'est aux statuts à fixer l'étendue du mandat. Le décret n'a édicté à cet égard qu'une seule règle : le premier Conseil d'administration doit apurer le compte des frais de premier établissement et le faire arrêter définitivement par l'Assemblée générale (D., art. 6). Il est donc bien certain qu'en l'absence de texte précis ou en cas d'in-

suffisance des statuts, les règles établies par le Code civil sur l'interprétation des conventions (CC., art. 1156 et suivants) et les principes généraux du mandat (CC., art. 1984 et suivants) doivent être appliqués. Aucune mesure prohibitive n'a été ordonnée par le législateur comme pour les Sociétés anonymes (Loi de 1867, art. 40).

Devant le silence de la loi, c'est encore aux principes généraux et au Code civil qu'il faut s'en référer pour apprécier la responsabilité des administrateurs. S'agit-il de responsabilité à l'égard des adhérents? Reportons-nous alors aux obligations du mandataire (CC. art. 1891 à 1898). S'agit-il de responsabilité à l'égard des tiers, des créanciers de la Société? Ceux-ci pourront exercer l'action oblique (CC. art. 1166). Ajoutons que nous réservons, bien entendu, l'application des articles 1382 et 1383 du Code civil en cas de responsabilité délictuelle.

Commissaires de surveillance.

Nomination. Durée de leurs fonctions. — Un ou plusieurs commissaires, adhérents ou non, sont nommés par l'Assemblée générale annuelle ou au besoin, en cas d'empêchement ou de refus d'un ou de plusieurs d'entre eux, par ordonnance du président du tribunal de première instance du siège de la Société, à la requête de tout intéressé, les mem-

bres du Conseil d'administration dûment appelés (D., art. 20).

Il n'est fait aucune mention de la durée de leurs fonctions, mais, à bien lire les textes, il ressort à n'en pas douter que leur nomination doit être renouvelée annuellement. En effet, l'article 3 du décret nous dit : « La première Assemblée générale nomme POUR LA PREMIÈRE ANNÉE les commissaires institués par l'article 20, et plus loin l'article 20..... L'Assemblée générale ANNUELLE désigne un ou plusieurs commissaires, adhérents ou non, chargés de faire un rapport à l'Assemblée générale de l'ANNÉE SUIVANTE. »

Il est certain qu'ils sont rééligibles.

Fonctions. — Ils ont une mission de contrôle et de surveillance. Ils sont chargés de faire un rapport à l'Assemblée générale sur la situation de la Société, sur le bilan et sur les comptes présentés par le Conseil d'administration. Ce rapport est obligatoire. La loi prononce en effet la nullité de la délibération contenant approbation du bilan et des comptes si elle n'a été précédée du rapport des commissaires (Art. 20). Notons en passant que cette nullité est la seule sanction que l'on rencontre dans le décret. Chose curieuse, toutes les autres mesures ne sont pas sanctionnées. Il est vrai de dire que le retrait d'enregistrement, — véritable épée de Damoclès qui menace d'une façon permanente toutes les Sociétés

d'assurances sur la vie depuis la loi de 1905 — peut toujours être prononcé par décret, lorsqu'une Société ne fonctionne plus en conformité, soit de ses statuts, soit de la loi de 1905, ou des décrets et arrêtés qu'elle prévoit (L., 17 mars 1905, art. 18).

Le contrôle des commissaires n'est pas nécessairement permanent. C'est seulement pendant le trimestre précédent, l'époque fixée par les statuts pour la réunion de l'Assemblée générale, que les commissaires ont le droit de prendre communication des livres et d'examiner les opérations de la Société. Ils peuvent toujours en cas d'urgence convoquer l'Assemblée générale (D., art. 21).

La question de responsabilité ici encore n'est pas soulevée. Le texte est muet. Elle est donc déterminée selon nous par les règles générales du mandat.

A signaler, en terminant l'étude du rôle des commissaires de surveillance, qu'en cette matière le Conseil d'État a repris article par article les dispositions de la loi du 24 juillet 1867 sur les Sociétés anonymes (Art. 32 et suivants) sauf en un seul point. Le remplacement des commissaires empêchés ou démissionnaires, attribuée en 1867 au président du tribunal de commerce est attribuée par le Conseil d'État au président du tribunal civil. Cette indication de compétence n'est-elle pas pour le Conseil d'État un moyen d'indiquer son opinion sur la nature des Associations mutuelles et tontinières ?

Assemblées générales.

Les adhérents, qui sont les véritables maîtres de la gestion de l'entreprise, se réunissent à des intervalles périodiques en Assemblées générales pour délibérer et prendre les décisions nécessaires à la bonne marche des affaires.

Le décret de 1906 a prévu trois sortes d'Assemblées et en a fixé les règles en différents endroits :

- a) Les Assemblées générales constitutives (art. 4) ;
- b) Les Assemblées générales ordinaires (art. 16) ;
- c) Les Assemblées générales extraordinaires (art. 21).

a) *Assemblées générales constitutives*. — En ce qui concerne ces Assemblées, nous renvoyons aux explications que nous avons précédemment fournies (1).

b) *Assemblées générales ordinaires*. — Elles se réunissent au moins chaque année, sur convocation, à l'époque fixée par les statuts (D., art. 16-1^o). Les convocations doivent être individuelles et précéder de vingt jours au moins la date fixée pour la tenue de l'Assemblée (D., art. 16).

(1) Voir *supra*, p. 144.

Composition. — Pour faire partie de l'Assemblée, il est nécessaire d'avoir souscrit des contrats pour une valeur minima déterminée par les statuts (D., art. 16).

Tout adhérent n'est donc pas admis à délibérer, mais il peut néanmoins exercer un certain contrôle sur la gestion de la Société. Le législateur autorise en effet tout adhérent, quinze jours au moins avant la réunion de l'Assemblée générale, à prendre ou à faire prendre par un fondé de pouvoirs, au siège social, communication de l'inventaire et de la liste des membres composant l'Assemblée générale et de se faire délivrer copie de ces documents (D., art. 22). Il autorise également les adhérents à se faire représenter par un mandataire membre lui-même de l'Assemblée. Toutefois elle interdit à un mandataire de disposer de plus de cinq voix (D., art. 16-2°). Cette dernière mesure nous paraît excellente, car elle peut empêcher un mandataire malveillant d'être maître du vote.

Organisation des séances. — Pour délibérer valablement, l'Assemblée générale doit réunir le quart au moins des membres ayant le droit d'y assister, sinon une nouvelle Assemblée doit être convoquée dans les formes précédemment exposées à propos des Assemblées constitutives, qui délibère valablement, quel que soit le nombre de membres présents ou représentés (D., art. 18).

Afin de permettre aux absents de constater la validité de la délibération, il doit être tenu une feuille de présence contenant les noms et domiciles des membres présents. Cette feuille, certifiée par le bureau de l'Assemblée et déposée au siège social, doit être communiquée à tout requérant (D., art. 17-2°-3°). Aucun texte ne fixe la composition du bureau des Assemblées.

Attributions de l'Assemblée générale. — L'Assemblée générale annuelle a trois attributions principales :

1° Elle entend le rapport des commissaires de surveillance sur la situation de la Société, sur le bilan et sur les comptes présentés par le Conseil d'administration. Elle délibère ensuite sur la question de savoir si elle doit approuver ou non le bilan et les comptes (D., art. 20-2°).

Quelles sont donc les conséquences de cette délibération ? L'approbation vaut décharge aux administrateurs pour leurs actes de gestion, mais elle n'empêcherait cependant pas d'attaquer les actes faits en violation de la loi ou des statuts. Cette manière de voir, exposée par M. Lyon-Caen au sujet des Sociétés anonymes, nous semble devoir être étendue aux Sociétés dont nous parlons (1).

Quid en cas de refus d'approbation ? Ici, nous

(1) Lyon-Caen : *Manuel de Droit commercial*, 6^e édit., p. 491.

nous rangeons à l'avis de M. Thaller (1), lorsqu'il déclare que dans cette hypothèse l'Assemblée devra désigner des personnes chargées d'agir contre les administrateurs.

2° L'Assemblée générale doit désigner annuellement les commissaires, adhérents ou non, chargés de faire le rapport l'année suivante (D., art. 20).

3° Elle doit enfin pourvoir au remplacement des administrateurs démissionnaires ou parvenus au terme de leur mandat. Cette dernière attribution résulte implicitement des termes de l'article 4-1° du décret.

c) *Assemblées générales extraordinaires.* — Ce sont celles qui sont chargées de délibérer sur les modifications aux statuts, sur les propositions de continuation de la Société au-delà du terme fixé pour sa durée ou sur sa dissolution anticipée. En ce qui concerne leur composition, l'organisation des séances et la validité des délibérations, elles sont soumises aux mêmes règles que les Assemblées constitutives (D., art. 10).

Une seule mesure supplémentaire est ordonnée lorsqu'il s'agit de modifications des statuts : celles-ci doivent être portées à la connaissance des adhé-

(1) Thaller : *Traité élémentaire de Droit commercial*, 2^e édit., nos 668 et suiv.

rents dans le premier récépissé de cotisation qui leur est délivré (D., art. 19 *in fine*). Aucun des adhérents ne peut, grâce à cette formalité, ignorer les changements apportés à l'organisation intérieure de la Société.

III. — *Publicité.*

Le décret de 1906, nous l'avons vu, exige un écrit pour la constitution des Sociétés d'assurances-vie à forme mutuelle ou tontinière. Il fait plus, il prescrit encore l'accomplissement de mesures de publicité qui ont pour but de faire connaître aux tiers non seulement l'existence de la Société, mais aussi les clauses de l'acte de Société qu'ils ont intérêt à connaître et les mandataires chargés de la représenter.

Les formalités de publicité sont de deux sortes : l'accomplissement des unes est exigé lors de la constitution, l'accomplissement des autres est prévu pour le cas de modifications des statuts.

Publicité lors de la constitution. — Le décret de 1906 ordonne d'effectuer dans le mois de la constitution :

1° Le dépôt au greffe du tribunal civil de l'arrondissement dans lequel se trouve le siège de la Société :

a) D'une expédition de la déclaration faite devant notaire par les fondateurs et des annexes (liste nominative des adhérents, acte de Société, état des versements);

b) D'une copie certifiée des délibérations prises par l'Assemblée constitutive.

Qui doit certifier? Sans nul doute les administrateurs (D., art. 7).

2° L'insertion dans l'un des journaux qui se publient dans le lieu où siège le tribunal civil ou, s'il n'y en a pas, dans l'un de ceux publiés dans le département, d'un extrait de l'acte constitutif de la Société et des pièces annexées (D., art. 8).

Cet extrait doit mentionner, aux termes de l'article 9 du décret :

a) La dénomination de la Société.

b) Le siège social.

c) Le nom des personnes autorisées à gérer, administrer et signer pour la Société.

d) Le nombre des adhérents.

e) La valeur des contrats souscrits. Cette mention est exigée pour constater la validité de la Société. (Nous croyons en effet utile de rappeler ici que, depuis le décret de 1906, les Sociétés à forme mutuelle ou tontinière ne peuvent valablement se constituer qu'après la souscription d'un minimum de contrats, dont la totalisation doit fournir une valeur minima).

f) L'époque où la Société commence et celle où elle doit finir.

g) La date du dépôt fait au greffe.

h) Enfin, s'il s'agit d'une Société à forme mutuelle, il doit indiquer si la Société doit ou non constituer un fonds temporaire de garantie (Voir art. 26 du décret).

L'extrait est signé, si l'acte de Société est authentique, par le notaire qui l'a reçu, et, pour le cas contraire, par les membres du Conseil d'administration.

Pour donner une utilité pratique au dépôt effectué au greffe et dont nous avons ci-dessus parlé, le décret de 1906 a décidé que toute personne a le droit de prendre communication des pièces déposées au greffe et de s'en faire délivrer à ses frais expédition ou extrait par le greffier ou par le notaire détenteur de la minute.

Il autorise même toute personne à se faire délivrer une copie certifiée des statuts moyennant le paiement d'une somme qui ne pourra excéder 1 franc (D., art. 11).

Publicité des modifications aux statuts. — Le législateur soumet à toutes les formalités précédentes les actes et délibérations ayant pour objet la modification des statuts, la continuation de la Société au-delà du terme fixé, la dissolution anticipée de la Société, le changement de dénomination.

Par surcroît de précaution et afin de prévenir toute réclamation de la part des adhérents, une formalité supplémentaire est ordonnée en cas de modification des statuts. Le récépissé de cotisation doit annoncer la modification aux adhérents (D., art. 19-4°).

SECTION II

DE QUELQUES RÈGLES SPÉCIALES AUX MUTUELLES.

La Société mutuelle d'assurances sur la vie est la réunion de plusieurs personnes exposées à des risques de même nature, qui conviennent de supporter en commun le préjudice qui résultera pour quelques-unes d'entre elles de la réalisation de ces risques, et de partager les excédents qui pourraient exister après le paiement des charges.

A raison de la nature particulière de cette Société dans laquelle les associés se réunissent pour diminuer leurs chances de perte et non pour réaliser un gain, le législateur a dû prendre à leur égard des mesures spéciales.

Les unes ont trait aux conditions d'existence, les autres à la rédaction des statuts.

Conditions d'existence. — Pour constituer vala-

blement une Société à forme mutuelle les fondateurs doivent réunir un nombre minimum de cinq cents contrats sur des têtes distinctes pour un minimum de 500,000 francs de capitaux assurés, ou de 50,000 francs de rentes viagères (Art. 24).

Qu'est-ce à dire ? Pourquoi ces prescriptions ?

Elles dérivent de la nature même de l'assurance qui est basée sur la loi des grands nombres. Pour se différencier du simple joueur, l'assureur doit grouper un certain nombre de risques, répartir entre un certain nombre de personnes les sinistres subis par quelques-uns. Il n'y a pas de maximum mais il y a un minimum qu'il est nécessaire de réunir et en deçà duquel l'opération n'aurait plus le caractère de l'assurance et ressemblerait au pari. D'où la nécessité pour une Société sérieuse de grouper un certain nombre d'adhérents et de faire souscrire, avant de fonctionner, un nombre déterminé de contrats, de façon à ne jamais spéculer et de pouvoir tenir à tout instant les engagements consentis.

« L'assurance étant précisément tout l'opposé du « jeu, écrit M. Reboul dans son livre sur les assurances-vie, elle en est le contraire comme la vérité « est le contraire de l'erreur. »

Rédaction des statuts. — En dehors des énonciations communes aux Sociétés à forme mutuelle ou à forme tontinière énumérées précédemment, les ar-

ticles 25 à 28 du décret du 12 mai 1906 exigent certaines mentions dans la rédaction des statuts des Sociétés à forme mutuelle.

Nous allons les passer en revue et chercher à en découvrir les motifs.

Les statuts :

1° Doivent déterminer le maximum de chargement à ajouter aux primes pures pour faire face :

- a) Aux frais d'administration de la Société ;
- b) A la constitution de la réserve de garantie ;
- c) A l'amortissement du fonds de premier établissement et, s'il y a lieu, du fonds temporaire de garantie.

Quelles sont donc les raisons de cette obligation ? A quels mobiles ont obéi les rédacteurs du décret ?

La loi de 1903, nous l'avons vu, avait annoncé dans l'article 9-5° la confection d'un décret rendu après avis du Comité consultatif des assurances, ayant pour objet de déterminer les chargements (Voir *supra* , page 82 , la définition du chargement et la distinction entre la prime pure et la prime brute) d'après lesquels doivent être calculées au minimum les primes ou cotisations des opérations. Et de fait, ce fut l'œuvre du décret du 20 janvier 1906 d'établir dans son article 1^{er} ce minimum pour les mutuelles. Dans l'esprit du législateur, cette mesure était destinée à empêcher les calculs téméraires ou trop hâtifs de fondateurs de Sociétés, mal prépa-

rés à la pratique des assurances, qui, en réclamant aux assurés une prime insuffisamment chargée, auraient voué la nouvelle Société à une faillite certaine.

M. le député Congy, tout en approuvant cette disposition, proposa en outre, dans un amendement longuement développé à la tribune, la fixation pour toutes les Sociétés d'un maximum de chargement, destiné, d'après lui, à permettre aux assurés de traiter à l'avenir en connaissance de cause et dans des conditions moins onéreuses.

L'amendement fut repoussé par M. Chastenet au nom de la commission et soumis ensuite au vote de la Chambre ; il ne fut pas adopté.

« L'idée de M. Congy, disait M. Chastenet, est
« d'établir, parallèlement à ces minima, un maximum
« pour les chargements. Ce maximum aurait pour
« effet de réduire des garanties supplémentaires qui
« peuvent être données aux assurés et aussi de dimi-
« nuer les bénéfices des Compagnies d'assurances.

« Nous estimons à cet égard qu'il y a une atteinte
« portée au principe supérieur de la liberté commer-
« ciale. Il faut en pareille matière laisser libre jeu à
« la concurrence. La concurrence s'établira libre-
« ment et c'est pour cela que la commission s'est
« efforcée de faire une loi aussi large, aussi libérale
« que possible, pour permettre à toutes les entre-
« prises de lutter concurremment sur un pied de par-

« faite égalité. Dans ces conditions la Commission « repousse l'amendement de M. Congy. » (1).

Ce que la loi n'avait pas voulu ordonner, le décret ne le pouvait pas. Mais il était un moyen de garantir les assurés contre un changement extra-normal tout en respectant le principe de la liberté commerciale. Il était impossible de fixer un maximum pour toutes les Sociétés d'assurances, mais on pouvait obliger individuellement chaque Société nouvelle à déterminer par avance le maximum de chargement qu'elle pouvait imposer. C'est le but de l'article 25 du décret du 12 mai 1906. Ainsi tous ceux qui voudront contracter une assurance-vie avec une Société mutuelle seront suffisamment éclairés à l'avenir. Ils pourront librement choisir la Société qui leur présentera les avantages supérieurs. Le minimum de chargement est invariablement fixé. (D., 22 janvier 1906, art. 1^{er}). Il suffit de consulter les statuts d'une Société pour savoir le maximum de chargement qu'elle pourra réclamer.

2° Ils peuvent prévoir la création d'un fonds temporaire de garantie (D., art. 12 mai 1906, art. 26).

Le fonds de premier établissement a pour objet de couvrir les frais d'organisation de la Société ; il n'a jamais celui de régler les sinistres, même les sinistres supplémentaires c'est-à-dire ceux que la statistique

(1) *Journal Officiel*, Chambre, 1904, *in extenso*, p. 1841.

est impuissante à prévoir. La théorie des écarts démontre en effet que le montant des dommages ne peut être rigoureusement déterminé à l'avance. Il se produit des oscillations en plus ou en moins qui nécessitent des ressources spéciales. Elles sont habituellement fournies par la réserve de garantie prévue par le législateur dans l'article 5-3° de la loi de 1905, et fixée par le décret du 22 juin 1906 (Art. 1^{er}-2°). Mais cette réserve ne peut-être créée en un jour, il faudra un certain laps de temps pour la constituer. Et pourtant, la première année sera peut-être désastreuse, la moyenne de sinistres établie par la statistique sera peut-être considérablement dépassée. Que faire dans ces conditions ? Comment règlera-t-on les sinistres ? Les mutuelles n'ont pas un capital social destiné, le cas échéant, à remplacer la réserve de garantie. Il fallait trouver un palliatif. L'article 26 est venu proposer un remède aux Sociétés prévoyantes en les autorisant à constituer un fonds temporaire de garantie. Il en fixe également les limites. Jamais il ne pourra dépasser 1,500,000 francs et il devra être amorti lorsque la réserve de garantie atteindra ce chiffre. Il ne faut pas en effet rétribuer perpétuellement un capital devenu inutile. L'amortissement, obtenu au moyen de prélèvements annuels opérés sur le chargement de la prime, correspondra chaque année au chiffre atteint l'année précédente par la réserve de garantie.

3° Ils doivent spécifier le mode de répartition des excédents réalisés au cours de chaque exercice (D., art. 27-2°).

Cette prescription était nécessaire. Les adhérents d'une mutuelle doivent se partager les économies faites au cours de l'année. Cela est de l'essence de cette forme de Société ; il importait de fixer à l'avance de quelle façon s'opérera cette répartition.

4° Enfin, ils doivent indiquer le moyen de faire face aux engagements de la Société en cas d'insuffisance d'actif.

Malgré toutes les précautions, il peut arriver en effet que l'actif de la Société devienne insuffisant pour régler les sinistres. Il suffit de supposer l'arrivée d'une catastrophe dans laquelle périraient la plupart des adhérents d'une même mutuelle. Prenons par exemple une catastrophe comme celle des mines de Courrières et supposons que toutes les victimes aient été assurées à une même Société mutuelle à son début, n'ayant pas encore constitué sa réserve de garantie et n'ayant prévu qu'un fonds temporaire de garantie très faible. Qu'advierait-il ?

Il était donc utile d'exiger des fondateurs la prévision des procédés qu'ils comptent employer dans une pareille hypothèse : réductibilité éventuelle des indemnités si elles sont à cotisations fixes, ou appels supplémentaires de cotisations.

SECTION III

LES ASSOCIATIONS TONTINIÈRES.

§ 1^{er}. — *Définition de la tontine. — Ses différentes formes.*

« La tontine est non point une forme de Société mais une combinaison spéciale d'assurance » (1).

Elle est plus spécialement pratiquée par les entreprises à forme mutuelle, mais ce n'est pas leur apanage exclusif. C'est par leurs combinaisons plutôt que par la forme adoptée pour leur constitution que diffèrent les deux catégories d'entreprises, car elles ont toutes deux leur fondement dans la mutualité caractérisée par ce double fait que le fonds social y est la propriété exclusive des sociétaires et que ceux-ci l'administrent eux-mêmes à leur profit exclusif.

On peut donc dire que les associations tontinières ne sont que des Sociétés d'assurances mutuelles sur la vie, opérant d'après des données spéciales.

Leurs opérations comprennent deux combinaisons distinctes :

1^o La combinaison appelée « association en cas de

(1) Chaufon : *Traité des Assurances*, t. 1, p. 692.

survie » dans laquelle entrent pendant un laps de temps déterminé des personnes d'âge divers qui, chacune, s'engagent à verser soit un certain capital, soit une cotisation fixée à l'avance par annuité ou par fraction moindre. A l'expiration du délai fixé, le total de ces mises capitalisées et augmenté de la part des prémourants, est réparti d'après certaines règles entre les survivants du groupe.

C'est bien là, pour nous servir d'une expression de M. Chastenet, « une loterie funèbre où les morts payent pour les vivants » (1).

2° La deuxième combinaison qui porte le nom d' « association en cas de décès » a pour objet de faire profiter les héritiers des sociétaires prédécédés de la cotisation des survivants.

Comme dans l'association en cas de survie, il y a donc répartition de l'avoir social, mais avec cette grande différence, savoir : la répartition se fait entre les héritiers des tontiniers prédécédés au lieu de se faire entre les sociétaires survivants.

Une subdivision de l'association en cas de décès, c'est la combinaison dite « contre-assurance » ; elle a pour objet de rendre aux héritiers des sociétaires prédécédés qui ont accepté le paiement d'une surprime, le montant des cotisations versées par ces derniers à la caisse de l'association en cas de survie.

(1) *Journal Officiel*, Chambre, 1904, *in extenso*, p. 1598.

C'est le fait de la RÉPARTITION qui est le caractère saillant de l'association tontinière et, comme le quotient de cette répartition dépend du nombre des décès et de l'époque à laquelle ils ont eu lieu, il est impossible de déterminer à l'avance la part de l'ayant droit.

Le calcul des probabilités est ici beaucoup moins facile que dans les autres combinaisons d'assurances sur la vie, et, s'il est permis de donner un chiffre probable, on ne peut jamais indiquer un résultat presque certain.

En raison du caractère particulièrement aléatoire de la répartition et des dangers nombreux qu'offre pour les sociétaires la liquidation des associations tontinières, le législateur a jugé qu'il était nécessaire d'édicter des mesures susceptibles de donner aux sociétaires le maximum de garanties possible. Mais reconnaissant son impuissance à légiférer sur une matière qui lui était si peu familière, il a confié à l'administration, plus qualifiée que lui pour remplir ce rôle, aidée qu'elle est par le Comité consultatif des assurances sur la vie, le soin de régler les tontines.

Le décret du 12 mai 1906 dans son titre III et celui du 22 juin 1906 sont venus apporter les précisions désirées.

Au surplus, de nombreuses règles, spéciales aux associations de cette nature, se rencontrent çà et là

dans toute la législation des entreprises d'assurances sur la vie, et viennent démontrer péremptoirement la difficulté de faire rentrer ces « Sociétés de pari » dans le domaine d'application de la loi de 1905.

§ 2. — *Constitution des Sociétés.*

A) *Règles générales.* — Les associations tonti-nières, qu'elles aient pour but de procurer un capital en cas de survie ou un capital en cas de décès, doivent, pour se former, se composer d'au moins cent membres (D., 12 mai 1906, art. 28).

Elles doivent constituer un fonds de premier établissement qui ne peut être inférieur à 50,000 francs et qui doit être amorti en quinze ans au plus (L., art. 5-2°). Elles ne peuvent dépasser pour leurs premières dépenses la quotité du fonds de premier établissement (D., 20 janvier, art. 1^{er}).

Rédaction des statuts. — Dans la rédaction de leurs statuts, les fondateurs doivent déterminer : 1° les conditions de formation et de durée des associations en cas de survie et des associations en cas de décès (D., 22 juin 1906, art. 1^{er}) ; 2° les conditions dans lesquelles le fonds de premier établissement sera versé, rémunéré et amorti sans, d'autre part, être augmenté ; 3° celles dans lesquelles la Société, en cas de dissolution ou de retrait d'enregistrement,

pourra procéder à la liquidation par anticipation des associations en cours en vertu d'une délibération spéciale de l'Assemblée générale des souscripteurs et sous réserve du visa du ministre du Travail (D., 12 mai 1906, art. 34-9^o-10^o).

B) *Règles propres aux associations en cas de survie.* — Rédaction des statuts. — Lorsqu'il s'agit d'associations en cas de survie, les fondateurs doivent en limiter la durée entre un maximum de vingt-cinq années et un minimum de dix années. Le point de départ du délai imparti est fixé au 1^{er} janvier de l'année de la constitution.

Il ne faut pas en effet que la répartition finale profite à un nombre trop restreint de sociétaires. C'est un moyen de ne pas rendre cette « loterie funèbre » réellement odieuse !

La durée pendant laquelle une association de survie demeure ouverte, doit être inférieure d'au moins cinq années à sa durée totale. Prescription également d'ordre moral (D., 12 mai 1906, art. 29-1^o-2^o).

Indépendamment des énonciations générales, le décret du 12 mai 1906 a spécifié, pour les associations tontinières en cas de survie, l'inscription dans les statuts d'un certain nombre de dispositions destinées à faire connaître par avance les règles essentielles du fonctionnement même de l'association.

Ainsi il est enjoint de spécifier :

1° La cessation, en cas de décès du sociétaire, du versement des annuités restant à faire ;

2° La réduction des droits acquis au bénéficiaire en cas de cessation de versement et des bases de répartition à adopter pour les contrats ainsi réduits.

Pareillement, les statuts doivent indiquer :

1° Les délais et la forme dans lesquels les tontines sont tenues d'aviser le sociétaire de l'expiration des associations ;

2° Les pièces qui seront exigées lors de la liquidation et l'époque à laquelle elles devront être fournies ;

3° L'affectation des sommes non réclamées par les intéressés ;

4° L'emploi des fonds des associations qui ne pourraient être liquidées par suite du décès ou de la forclusion de tous les membres (D., 12 mai 1906, art. 34-1°-2°-3°-4°-5°-6°).

C) *Règles propres aux associations en cas de décès.* Rédaction des statuts. — Pour les associations en cas de décès, les statuts déterminent :

1° L'affectation des fonds des associations qui ne pourraient être liquidées par suite de l'absence de décès ;

2° Le mode de paiement des cotisations payables d'avance, sauf la première qui pourra être payée à

l'époque choisie par le souscripteur (la première cotisation sera réduite du quart de la moitié ou des trois quarts, selon qu'elle aura été effectuée dans le 2^e, 3^e ou 4^e trimestre de l'année) :

3^o La quotité des prélèvements qui pourraient être affectés à la constitution d'une réserve en faveur des survivants (D., 12 mai 1906, art. 31. 6^o-7^o-8^o) :

4^o La table de mortalité destinée à établir le montant de la cotisation (D., 22 juin 1906, art. 12).

§ 3. — *Fonctionnement des Associations tontinières.*

A) *Règles générales.* — Enregistrement. — Soumises à la loi du 17 mars 1903, les associations tontinières doivent, avant de fonctionner, obtenir comme les autres entreprises d'assurances sur la vie, l'enregistrement de leurs statuts.

Elles sont assujetties au dépôt préalable d'une somme au moins égale au quart du fonds de premier établissement mais qui ne peut être inférieure à 50.000 francs ni supérieure à 500.000 francs (D., 22 juin 1906, art. 4).

Leur demande d'enregistrement est faite dans la forme indiquée pour toutes les entreprises. Mais pour être valable, elle doit être appuyée, outre des pièces et justifications prévues :

1° Des tarifs et barèmes adoptés.

2° D'une note technique indiquant la table de mortalité, et, s'il y a lieu, le taux d'intérêt qui ont été pris pour bases du calcul, soit des coefficients de répartition en cas de survie, soit des cotisations à verser aux associations en cas de décès.

La note doit produire également les diverses formules algébriques au moyen desquelles sont calculés les coefficients et les cotisations, ainsi que les raisonnements conduisant à ces formules (D., 22 juin 1906, art. 1^{er}).

Inscription des contrats. — Nous avons énuméré dans le chapitre III les prescriptions relatives à l'inscription des contrats que les entreprises acceptent. Quelques dispositions supplémentaires concernent les associations tontinières. Celles-ci doivent pour chaque association en cas de survie ainsi que pour les associations en cas de décès, tenir un registre distinct sur lequel sont notées la durée de l'association et la date de son opération.

L'inscription de chaque contrat sur ce registre doit comporter un numéro d'ordre et le numéro général du contrat. Elle doit indiquer :

1° Les nom et prénoms du souscripteur (personne qui contracte) ;

2° Les nom, prénoms et date de naissance du sociétaire (personne sur la tête de laquelle repose l'opération tontinière) ;

3° Les nom et prénoms du bénéficiaire (personne au profit de laquelle la souscription est effectuée) ;

4° Le montant brut de la souscription totale, spécifié au contrat, sans aucune déduction des frais de gestion ;

5° En ce qui concerne les associations en cas de décès, le montant de la somme probable devant revenir aux ayants-droit ;

6° Le mode de paiement et l'échéance des annuités ou cotisations à verser.

Les annulations et les réductions de contrats pour défaut de paiement des annuités ou cotisations doivent être immédiatement mentionnées en regard de l'inscription correspondante (D., 20 janvier 1906, art. 8).

Garanties. — De la définition même de la tontine, ainsi que nous l'avons donnée, il résulte nettement que l'engagement de l'association n'a aucun caractère de fixité puisque tout dépend de la survivance à l'époque fixée pour la répartition. Il n'y a donc point de réserves mathématiques à prévoir et, partant, pas de nécessité absolue de créer une réserve de garantie. Aussi cette dernière est-elle facultative pour les tontines (L., art. 5-3°).

Une autre conséquence de l'absence de ces garanties pour les sociétaires des associations tontinières, consiste dans la non-application aux tontines de l'article 7-2° de la loi qui prévoit, nous le savons, un privilège jusqu'à concurrence du montant des réser-

ves mathématiques et de la réserve de garantie, ainsi que du montant des comptes individuels pour les souscripteurs de polices d'accumulation.

C'est là une lacune évidente de la loi qui n'a malheureusement pas été réparée dans les décrets subséquents.

Placement de l'actif. — A part les frais de gestion statutaires, le montant des souscriptions doit être versé intégralement aux associations.

Chaque association est distincte ; les fonds gérés séparément ne peuvent sous aucun prétexte se confondre avec ceux des autres associations.

Un mois au plus tard après leur recouvrement, les fonds doivent être placés. La justification résulte d'un bordereau de l'agent de change qui a fait l'achat. Ce bordereau indique l'association au profit de laquelle l'achat a été fait et constate la date de l'achat et le prix des valeurs. Les mêmes règles sont applicables aux intérêts, arrérages, remboursements, primes et lots (D., 22 juin 1906, art. 4, 5, 6).

Aux termes de l'article 4 du décret du 9 juin 1906, ne peuvent faire partie de l'actif des tontines que les valeurs émises par l'État français ou pourvues par lui d'une garantie portant sur le capital ou sur le revenu ; les obligations libérées et négociables des départements, des communes et des Chambres de commerce de France et d'Algérie ; les obligations foncières et communales du Crédit foncier.

Réserve est faite toutefois pour les souscriptions reçues à l'étranger; le montant peut en être placé en valeurs admises par les législations étrangères (D., 9 juin 1906, art. 4).

Ainsi aucune latitude n'est laissée à cet égard aux fontines, pas même dans la proportion du quart de l'actif comme pour les Sociétés par actions et les mutuelles.

Les valeurs ainsi acquises (pour les entreprises françaises) doivent être déposées à la Caisse des dépôts et consignations ou à la Banque de France, au nom de l'entreprise. Le récépissé du dépôt mentionne l'association à laquelle elles appartiennent. La réalisation des titres ne peut être faite qu'à l'époque de la liquidation, le produit en est distribué aux bénéficiaires.

Au cours de la gestion, des emplois peuvent être effectués, mais ils sont soumis à des conditions impératives :

Ils ne peuvent être opérés que sur un visa préalable du ministre du Travail ou de son délégué, obtenu sur le vu d'une décision du Conseil d'administration de l'entreprise, indiquant le nombre et la nature des titres de emploi. Ces derniers doivent avoir une valeur au moins égale à celle des titres aliénés. Aussitôt leur acquisition, ils sont déposés comme il vient d'être dit (D., 22 juin 1906, art. 6).

B) *Règles propres aux Associations en cas de survie.* — Le Conseil d'administration de l'entreprise est chargé de constater, par délibération, l'ouverture, la constitution de chaque association et la clôture des listes d'inscription.

Liquidation. — La liquidation de l'association doit suivre immédiatement son expiration (D., 22 juin 1906, art. 2).

La répartition porte sur l'intégralité de l'avoir de l'Association ; elle est effectuée entre les bénéficiaires au prorata de leurs souscriptions et sous la déduction prévue par les statuts, pour les sociétaires qui auraient cessé le versement de leurs cotisation. Elle n'est faite qu'après l'apport des certificats de vie des sociétaires survivants ou des actes de décès des membres décédés avant la clôture des opérations mais après le terme fixé pour la liquidation.

C'est une délibération du Conseil d'administration qui arrête la liquidation entre les ayants droit. Une copie certifiée par le directeur de l'entreprise et par deux membres du Conseil d'administration désignés à cet effet, est envoyée au ministre du Travail avec un état nominatif de la répartition, en double exemplaire (D., 22 juin 1906, art. 8, 9, 7).

C) *Règles propres aux Associations en cas de décès.* — Pour une même entreprise, l'Association en cas de décès doit être unique (D., 22 juin 1906, art. 11).

Le montant des cotisations doit être déterminé par deux éléments :

1° L'âge des sociétaires à l'échéance ;

2° Le tarif établi sur la table de mortalité prévue par les statuts.

La cotisation est proportionnelle au montant probable de la somme à revenir lors de la répartition (D., 22 juin 1906, art. 12).

Liquidation. — La liquidation est annuelle. Au 31 décembre de chaque année, l'intégralité de l'avoir est partagé entre les ayants droit des sociétaires morts pendant l'année. Il ne peut en être distrait que les prélèvements affectés à une réserve en faveur des survivants, en vertu d'une clause formelle des statuts (D., 12 mai 1906, art. 31-8°). La répartition est effectuée au prorata des sommes correspondant à chaque cotisation. Elle est arrêtée sur la production dans les délais prévus par les statuts, des pièces justificatives du décès des sociétaires.

C'est le Conseil d'administration qui clôt la répartition dans les mêmes conditions que pour les associations en cas de survie (D., 22 juin 1906, art. 10, 14, 15-1°, art. 16 et 17).

Contre-assurance. — Le décret du 22 juin 1906 autorise la formation d'une seconde association dite de contre-assurance ; elle a pour but exclusif : la compensation de la perte que subiraient les souscripteurs aux associations en cas de survie formées

par l'entreprise et qui résulterait des décès des sociétaires (D., 22 juin 1906, art. 11).

La répartition est effectuée pour l'Association de « contre-assurance » au prorata des sommes versées sur les souscriptions aux associations en cas de survie et dans les mêmes formes que les autres associations (D., 22 juin 1906, art. 15-2°).

§ 4. — *Contrôle et surveillance.*

Toutes les dispositions de la loi du 17 mars 1905 concernant le contrôle et la surveillance, sont applicables aux associations tontinières.

Il faut cependant signaler une différence dans la publicité. Les tableaux qui doivent être annexés chaque année au compte-rendu général de l'entreprise et fixés par un arrêté du ministre du Travail en date du 29 juillet 1907, sont tout à fait spéciaux aux associations tontinières et diffèrent même suivant la forme de l'Association.

CHAPITRE V

SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

Les Sociétés étrangères, avant la promulgation de la loi, jouissaient chez nous d'une liberté absolue. On sait en effet que la loi du 30 mai 1857 avait permis « aux Sociétés anonymes et aux autres associations « commerciales, industrielles ou financières qui « étaient soumises à l'autorisation belge et qui « l'avaient obtenue, d'exercer tous leurs droits en « France ». Depuis, la portée de la loi s'était sensiblement élargie et, en fait, presque toutes les Sociétés étrangères bénéficiaient d'une permission générale accordée par décret ou même à la suite d'un traité diplomatique. Les Sociétés d'assurances sur la vie avaient donc pu s'établir sans se munir du « décret d'autorisation » prescrit par l'article 66 de la loi de 1867 et n'étaient soumises à aucune surveillance. Libéralisme étrange, en vérité, pour un pays où la politique protectionniste avait toujours été en faveur !

Ce système avait, entre autres, le grave inconvé-

nient de permettre à certaines Sociétés françaises auxquelles l'autorisation avait été refusée en France, d'aller fonder à l'étranger leur siège social, puis de venir ensuite à titre de Sociétés étrangères se livrer chez nous aux opérations les plus fantaisistes.

De vives protestations s'étaient élevées depuis longtemps contre ce régime de « protection à rebours » et toutes les propositions de loi sur la matière réclamaient l'intervention de l'État.

Ce fut un des premiers soucis des auteurs de la loi, de chercher à réglementer les Sociétés étrangères.

« Si certaines garanties, disait M. Chastenet au cours de la discussion générale, sont exigées des Compagnies françaises dans l'intérêt des assurés, des garanties au moins égales doivent être réclamées aux Compagnies étrangères qui ont leur siège au dehors, qui drainent nos capitaux et qui, en cas de sinistres, pourraient rendre le recours des assurés plus difficile

« Ce que nous demandons, ce n'est pas qu'on protège les Compagnies françaises contre les Compagnies étrangères, ainsi pourtant qu'il est fait dans d'autres pays : en Russie, en Angleterre même ; c'est seulement qu'on protège l'assuré tant à l'égard des unes qu'à l'égard des autres » (1).

(1) *Journal Officiel*, Chambre, 1904, *in extenso*, p. 1599.

L'idée d'égalité a en effet dominé toute la législation nouvelle. C'était du reste un principe excellent d'établir un régime parallèle de façon à laisser s'exercer le libre jeu de la concurrence, et M. Bonnevay résumait d'une façon pittoresque l'opinion de la Chambre lorsqu'il s'exprimait en ces termes :

« Il importait d'ailleurs de maintenir aux flancs de
« ces bœufs de labour sûrs, mais un peu lents, que
« sont les grands assureurs français, l'aiguillon de la
« concurrence étrangère ; cela importait, car la con-
« currence intérieure a presque complètement dis-
« paru » (1).

Mettant en pratique les idées que nous venons de résumer, le législateur de 1903 a donc soumis les entreprises étrangères pour les « contrats souscrits ou exécutés en France, en Algérie et aux colonies », aux prescriptions édictées contre les entreprises françaises.

Il ne faut pas croire cependant qu'il n'y a pas de différences. Il en est même d'assez importantes. Toutes sont dues au système d'intervention adopté par le Parlement, « au système de l'enregistrement ». De ce que l'incursion administrative a disparu à la naissance de la Société, il s'ensuit que les Sociétés étrangères sont soumises à la législation de leur pays d'origine en ce qui concerne leur constitution so-

(1) *Journal Officiel*, Chambre, 1904, *in extenso*, p. 1560.

ciale. D'où la nécessité d'édicter des règles spéciales aux Sociétés étrangères en vertu du grand principe d'égalité, pour rétablir l'équilibre et donner à leurs assurés des garanties aussi sérieuses que celles exigées des entreprises françaises.

Nous allons reprendre les dispositions de la loi dans l'ordre où nous les avons exposées au chapitre III en signalant toutes les règles particulières aux entreprises étrangères.

§ 1^{er}. — *Constitution de la Société.*

Chaque entreprise restant soumise à sa loi nationale pour sa constitution, les dispositions de la loi de 1903 sur cette matière ne concernent pas les Sociétés étrangères. Cependant, il est deux règles d'ordre public formulées par la loi dans l'article 2 qui, comme telles, s'appliquent aux Sociétés étrangères, à savoir :

1^o Les Sociétés étrangères doivent limiter les opérations qu'elles font en France, en Algérie ou aux colonies, aux seules combinaisons d'assurances ;

2^o Les Sociétés étrangères ne peuvent stipuler ou réaliser l'exécution de contrats ou l'attribution de bénéfices par la voie de tirage au sort.

Enregistrement. — Toute entreprise étrangère

doit demander l'enregistrement dans les mêmes conditions que les entreprises françaises.

Cependant, indépendamment des pièces et justifications exigées pour les entreprises françaises, chaque demande doit être accompagnée, lorsqu'il s'agit d'entreprises étrangères :

1° Des certificats de coutume, attestations et documents nécessaires pour établir la régularité juridique de la Société dans son pays d'origine :

2° De l'indication du siège de l'entreprise pour les opérations qu'elle fait en France, en Algérie et aux colonies :

3° De l'acte d'accréditation auprès du ministre du Travail d'un agent spécialement proposé à la direction desdites opérations (D., 22 juin 1906, art. 3).

§ 2. — *Fonctionnement des entreprises.*

Garanties.

C'est dans le fonctionnement des entreprises que se rencontre le plus grand nombre de règles spéciales aux Sociétés étrangères. Il fallait en effet protéger leurs assurés aussi complètement que les clients des entreprises françaises et, par conséquent, édicter des mesures destinées à remplacer celles que la loi ne pouvait exiger d'elles comme inhérentes au régime intérieur de la Société. Il ne pouvait être en

effet question pour les entreprises étrangères de minimum de capital social, de limitation des dépenses de premier établissement, de dissolution obligatoire pour perte de la moitié du capital social.

Dépôt à la Caisse des dépôts et consignations. — Toutes les précautions prises pour la sécurité des assurés ont été remplacées par le dépôt obligatoire à la Caisse des dépôts et consignations de la portion de l'actif afférente aux contrats souscrits par elles en France, en Algérie et aux colonies.

Avant le 31 mai de chaque année, toute entreprise doit justifier du dépôt à la Caisse des dépôts et consignations dans les formes prescrites par la loi du 28 juillet 1875 relative aux consignations judiciaires, des valeurs représentant la portion d'actif correspondante aux réserves mathématiques, à la réserve de garantie et au montant des comptes individuels établis par les polices d'accumulation des bénéfices (L., art. 7-2°).

Cette portion est établie d'après les comptes arrêtés au 31 décembre de l'année précédente.

La preuve du dépôt est faite par la production au ministère du Travail d'un certificat délivré par la Caisse des dépôts et consignations. Ce certificat, établi d'après les déclarations de l'entreprise visées par le ministre ou son délégué, doit énumérer :

1° Les valeurs mobilières comprises dans la por-

tion d'actif correspondante aux réserves mathématiques des contrats antérieurs à l'enregistrement et aux bénéfices revenant aux assurés pour les mêmes contrats, lorsque la police contient une clause d'accumulation de bénéfices.

2° Les valeurs mobilières comprises dans la portion d'actif correspondant aux réserves mathématiques, aux bénéfices attribuables aux polices d'accumulation, et à la réserve de garantie pour les contrats postérieurs à l'enregistrement.

Dans sa déclaration, l'entreprise doit indiquer :

- a)* La nature des valeurs mobilières.
- b)* Leur numéro d'émission.
- c)* Leur valeur d'après le cours de la Bourse de Paris la veille du jour de la déclaration.
- d)* Pour les valeurs non cotées à Paris, leur valeur d'après le dernier cours connu de la Bourse de la capitale du pays d'émission, ou, à défaut, d'une des principales places de ce pays. Cette dernière règle s'explique par ce fait que le règlement d'administration publique du 9 juin 1906, qui a déterminé le placement de l'actif des entreprises d'assurances sur la vie, a autorisé les entreprises étrangères à conserver dans la proportion d'un quart, jusqu'à l'expiration des contrats en cours, les valeurs étrangères non cotées en Bourse de Paris, pourvu qu'elles figurent parmi les valeurs admises par la législation de leur pays d'origine en matière d'assurances sur la vie.

Lorsqu'une Société étrangère réalise des opérations tontinières, elle doit tous les ans, avant le 31 mai, justifier de la même manière du dépôt des valeurs représentant l'avoir des associations en cas de survie ou en cas de décès au 31 décembre précédent.

Le certificat du dépôt énumère séparément d'après les déclarations de la Société les valeurs représentant l'avoir de chacune des associations de survie et des associations en cas de décès dont la liquidation n'était pas terminée au 31 décembre précédent.

Retrait. — Le retrait peut toutefois être opéré, mais dans certains cas seulement et sous certaines conditions. Il ne faut jamais laisser les assurés perdre un seul instant le bénéfice des garanties qu'on a voulu leur donner.

Trois hypothèses de retrait ont été envisagées :

1° Au cas d'un emploi de fonds préalablement réalisé, au moins équivalent à la valeur des titres aliénés, d'après le cours de la Bourse au jour du emploi. Un certificat de la Caisse doit en justifier.

2° Au cas de réduction des réserves ou du montant des bénéfices attribuables, telle qu'elle peut résulter du mouvement des opérations d'assurances.

Le retrait s'effectuera alors sur justification d'une réduction au moins équivalente des engagements de l'entreprise mais tous les trois mois seulement.

3° Au cas de liquidation des associations tonti-

nières après vérification de cette liquidation par le ministre du Travail.

Au reste, le retrait ne peut être fait sans le visa préalable du ministre ou de son délégué.

Telles sont les règles établies par le décret du 25 juin 1906, rendu en application du paragraphe 6 de l'article 9 de la loi.

Droit de gage.— L'actif des Sociétés d'assurances étrangères n'appartenant pas aux seuls souscripteurs de contrats de France, d'Algérie ou des colonies, le législateur ne pouvait conférer aux assurés un privilège général portant sur tout l'actif de l'entreprise, comme il l'avait fait dans l'article 7 pour les souscripteurs des entreprises françaises.

Mais, comme nous venons de le voir, il a exigé des entreprises étrangères le dépôt de la portion d'actif correspondant à leurs opérations dans les pays soumis à la loi de 1905. Il en résulte que les assurés n'ont rien à craindre puisque le seul fait de ce dépôt confère un privilège spécial sur ces valeurs en vertu de l'article 2073 du Code civil (1).

§ 3. — *Contrôle et surveillance.*

I. — *Siège spécial, comptabilité, agent accrédité.*

(1) *Le gage confère au créancier le droit de se faire payer*

dité. — Pour nationaliser toute la part d'entreprise qui intéresse les assurés français, et la FRANCISER en quelque sorte, l'article 12 de la loi stipule l'obligation pour les entreprises étrangères de posséder un siège spécial et une comptabilité spéciale pour tous les contrats souscrits ou exécutés en France, en Algérie et aux colonies.

Cette obligation a pour but de faciliter l'exercice du contrôle et de la surveillance. Il en est de même de l'obligation qui leur est imposée d'avoir un agent préposé à la direction de toutes les opérations faites par elles et soumises à la loi française.

Cet agent, muni de pouvoirs statutaires suffisants, représente seul l'entreprise vis-à-vis des assurés comme vis-à-vis du ministre auprès duquel il est accrédité. C'est lui qui signe les polices, les avenants, les quittances et autres pièces relatives aux opérations assujetties au contrôle de la loi.

C'est à lui que doivent s'adresser les titulaires de contrats pour leurs demandes ou réclamations. C'est lui enfin qui représente la Compagnie devant les tribunaux (L., art. 12-1°).

II. — *Publicité*. — C'est la langue française qui doit être employée pour la rédaction des conditions

sur la chose qui en est l'objet par privilège et préférence aux autres créanciers (CC., art. 2073).

générales et particulières ainsi que pour les avenants et tous autres documents se rapportant à l'exécution des contrats. La loi n'interdit pas, il est vrai, l'usage de la langue étrangère, mais, dans ce cas, il doit y avoir une traduction française qui seul fait foi à l'égard des assurés français (L., art. 12-3°).

Le compte-rendu annuel et tous les états exigés des entreprises doivent, nous l'avons dit, être toujours rédigés en français, mais la loi va plus loin. Toute entreprise est tenue de produire au ministre dans le délai qu'il détermine, la traduction en langue française, certifiée conforme, des documents en langue étrangère se rapportant à ses opérations (L., art. 12-2°).

Nous en avons fini avec les règles particulières aux entreprises étrangères. Il est facile de se rendre compte, après cette étude, que le législateur ne s'est jamais écarté de la ligne de conduite qu'il s'était tracée. Sociétés françaises et étrangères sont bien traitées parallèlement : mêmes charges pour les Sociétés, mêmes garanties pour les assurés, et, quand les situations particulières à la nationalité ne le permettent pas, création de garanties équivalentes.

CHAPITRE VI

ENTREPRISES DE GESTION

Il peut arriver qu'une entreprise d'assurances, après s'être légalement constituée, ne veuille pas suivre les opérations qu'elle fera en cours d'exercice. Il est facile de supposer d'abord le cas où, au lieu d'établir une succursale hors et même loin de son siège social, elle cherche à s'adjoindre une autre Société qui fera les opérations pour elle et lui rendra compte de cette gestion.

Les entreprises secondaires qui viennent ainsi se greffer sur l'entreprise principale d'assurances, sont appelées « entreprises de gestion ». Ce sont, au dire de M. Thaller à qui nous empruntons cette définition, « des individus ou des Sociétés qui prennent en charge la direction d'une entreprise d'assurances avec une autonomie et un mode de rémunération qui cessent de faire d'eux des proposés ou des directeurs ordinaires » (1). Elles supposent avant tout la cons-

(1) *Rapport au nom de la Commission extraparlamentaire*

titution régulière et légale de l'entreprise gérée, puisqu'elles tiennent d'elle leur propre existence, de sorte que le retrait d'enregistrement impliqué à celle-ci entraîne *ipso facto* la rupture du contrat entre les deux Sociétés.

C'est qu'en effet un contrat distinct est conclu entre elles, contrat consécutif à la constitution de l'entreprise d'assurances, et simple contrat de gestion réglant le rapport des deux Sociétés entre elles, faisant assumer à l'entreprise de gestion toutes les dépenses et frais généraux de l'entreprise gérée, moyennant prélèvement sur l'ensemble des versements d'un tantième convenu, mais laissant complètement de côté l'exécution des contrats.

Ce sont les conventions conclues entre la Société d'assurances et sa clientèle que les entreprises de gestion exécutent au nom de cette Société et suivant les moyens convenus.

De même, les entreprises de gestion doivent laisser à l'entreprise principale le soin de placer les fonds destinés à assurer la garantie des engagements. La crainte de voir les entreprises de gestion dissimuler de véritables Sociétés d'assurances, a été si grande que, lorsqu'il s'agit d'associations tonfinières, il est défendu à ces entreprises de s'immis-

chargée de l'élaboration d'un projet de loi sur les sociétés de capitalisation et d'épargne.

cer, même par délégation, dans l'ouverture, la constitution, la clôture et la liquidation (D., 22 juin 1906, art. 5).

L'entreprise de gestion n'étant que l'auxiliaire d'une Société d'assurances, lui emprunte pour ainsi dire sa personnalité et fonctionne « sous la responsabilité de celle-ci » (D., 22 juin 1906, art. 1^{er}). En conséquence, quand les assurés exécutent leurs contrats par son intermédiaire, c'est comme s'ils agissaient avec la Société même, le mandataire n'étant responsable que de ses faits personnels.

Les entreprises de gestion n'avaient donc pas à être soumises aux formalités de l'enregistrement, et, en effet, la loi du 17 mars 1905 ne les y a pas assujetties. Mais elle ne les a pas ignorées cependant, et, dans un texte, elle prévoyait un décret destiné à les réglementer.

L'article 9-9° trace, en effet, les grandes lignes de la constitution des entreprises de gestion, en limitant d'abord les engagements qui pouvaient être pris dans le contrat originaire entre l'entreprise gérée et l'entreprise gérante.

La gestion ne peut être attribuée pour une période initiale de plus de vingt ans. Des renouvellements indéfinis sont autorisés, mais pour des périodes dont aucune ne peut dépasser le terme de dix ans. Enfin, pour qu'on ne puisse éluder cette dernière prescription, aucun renouvellement ne peut-être effectué

avant l'expiration de la période en cours (L., art. 9-9°).

Le décret du 12 mai 1906 introduit une autre restriction à la liberté des conventions, lorsque l'entreprise de gestion désire s'affilier à une Société de forme mutuelle ou tontinière. Celles-ci ne peuvent s'aider d'entreprises de gestion que dans le cas où les statuts de la mutuelle ou de la tontinière auraient expressément prévu cette faculté (D., 12 mai 1906, art. 12). Même dans ce cas, l'entreprise ne produirait aucun effet avant d'avoir reçu l'approbation de l'Assemblée générale de la Société.

A partir de cette approbation qui consacre définitivement l'accord intervenu entre la Société et l'entreprise, pour que nul n'en ignore, tous les documents destinés au public devront porter immédiatement après la dénomination de la Société celle de l'entreprise chargée de la gestion (D., 12 mai 1906, même article).

La loi de 1905 impose en outre aux entreprises de gestion le dépôt d'un capital destiné à garantir l'exécution de leurs obligations dont le montant est fixé invariablement au chiffre de 100,000 francs (L., art. 9-9°). Ce sera évidemment le chiffre minimum du capital social pour les sociétés par actions. Dépôt de cette somme est fait à la caisse des dépôts et consignations, et y demeure tant que dure la gestion.

Lorsque celle-ci prend fin, l'entreprise gérante justifie au ministre du Travail ou à son délégué de la complète exécution de tous les engagements résultant du traité de gestion ; cette exécution est certifiée par une attestation des représentants de l'entreprise gérée, attestation également produite au ministre du Travail.

Sur le vu de la justification, le ministre ordonne la restitution du capital de garantie (D., 22 juin 1906, art. 6).

Le décret du 22 juin 1906, rendu en application du § 9 de l'article de la loi du 17 mars 1905, est venu superposer à ces règles générales quelques prescriptions complémentaires relatives à des points spéciaux.

Rédaction du traité de gestion. — En dehors des prescriptions déjà établies par la loi, certaines insertions doivent figurer dans le traité de gestion intervenu entre l'entreprise gérée et l'entreprise gérante :

1° L'objet, le titre et le siège social de l'entreprise gérée ;

2° L'objet, le titre et le siège social de l'entreprise gérante ;

3° La date d'origine de la gestion et la durée de sa période initiale ;

4° Les pouvoirs de l'entreprise gérante ;

5° Les conditions dans lesquelles l'entreprise gérée exercera son contrôle sur la gestion dont elle est l'objet ;

6° Les conditions de remise de la gestion à l'entreprise gérée, à l'expiration du traité, ou au cas de cessation anticipée de la gestion entreprise ;

7° Les mesures applicables en cas de retrait de l'enregistrement de l'entreprise gérée (D., 22 juin 1906, art. 2).

Le traité de gestion une fois conclu, l'entreprise gérante doit produire au ministre du Travail :

1° L'acte de Société constitutif de son existence ;

2° Le texte intégral de ses statuts ;

3° Le traité intervenu entre l'entreprise gérée et l'entreprise gérante ;

4° Le récépissé du dépôt à la Caisse des dépôts et consignations du capital de garantie imposé à l'entreprise gérante (D., 22 juin 1906, art. 1^{er}).

Renouvellement du traité. -- Les renouvellements du traité de gestion doivent être constatés dans un acte de même forme que le traité original. Ils ne peuvent être faits pour plus de dix ans. Le renouvellement doit être opéré au moins trois mois et, au plus, un an avant l'expiration de la gestion en cours.

Il donne lieu à une production faite au ministre du Travail, analogue à celle dont nous venons d'énu-

mérer les éléments (L., art. 9-9°, et D., 22 juin 1906, art. 3).

Rémunération des entreprises de gestion. — Les conditions en sont arrêtées dans le traité qui charge l'entreprise de la gestion dans les limites fixées par l'article 4 du décret du 22 juin 1906, qui fait une distinction entre les entreprises qui ont la gestion d'une Société d'assurances à primes, et celles qui ont la gestion d'associations tontinières.

1° En ce qui concerne les premières, les prélèvements que l'entreprise est autorisée à faire pour rémunérer ses opérations, ne peuvent excéder le montant des chargements résultant des statuts ou des tarifs de l'entreprise gérée, sous déduction toutefois de la portion desdits chargements qui pourrait être nécessaire à la constitution de la réserve de garantie.

2° En ce qui concerne les opérations tontinières, les prélèvements de l'entreprise de gestion ne peuvent excéder le montant des droits et des prélèvements pour frais de gestion fixés par les statuts de l'entreprise gérée (D., 22 juin 1906, art. 4).

CHAPITRE VII

SOCIÉTÉS ANTÉRIEURES A LA PROMULGATION DE LA LOI

Sous la rubrique « Dispositions transitoires », la loi du 17 mars 1905 a réglé la situation des entreprises d'assurances sur la vie existant à l'époque de la promulgation.

Elle s'applique tant aux Sociétés françaises qu'aux Sociétés étrangères qui opéraient alors en France, en Algérie et aux colonies.

Les entreprises qui se trouvaient dans cette situation, furent tenues de se conformer immédiatement aux dispositions de la loi nouvelle.

Demande d'enregistrement. — La première des prescriptions fut la demande de l'enregistrement spécifié à l'article 2 de la loi, enregistrement qui devait faire marcher de pair toutes les entreprises d'assurances sur la vie fonctionnant en territoire français.

Un délai de deux mois fut accordé aux Sociétés

antérieures à 1905, pour demander l'enregistrement. Le point de départ en fut fixé à la promulgation des règlements d'administration publique prévus par les articles 8, 9 et 22 de la loi du 17 mars (L., art. 19-1°).

Le dernier de ces décrets ayant été promulgué au *Journal Officiel* le 28 juin 1906, cette date était donc le point de départ du délai imparti aux Sociétés antérieures pour solliciter l'enregistrement et pour transmettre au ministre du Travail les pièces et justifications réglementaires sous peine d'encourir les pénalités inscrites dans le titre IV de la loi.

En outre des pièces et justifications réclamées pour les nouvelles entreprises, celles qui sont antérieures à la promulgation devaient produire :

1° L'indication du régime légal sous lequel fonctionne l'entreprise ;

2° Les tarifs et barèmes se rapportant aux opérations réalisées antérieurement à l'enregistrement, accompagnés d'une note technique explicative ;

3° La justification sommaire que l'entreprise possède, à raison de ses contrats et des tarifs en vigueur avant l'enregistrement, des réserves mathématiques égales à la différence entre les valeurs des engagements respectivement pris par elle et par les assurés.

Cette justification consistait : 1° pour les entreprises françaises, dans la production d'états de situation exposant la situation financière au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de

laquelle serait déposée la demande d'enregistrement;
 2° pour les Sociétés étrangères, dans la production d'un état des réserves mathématiques arrêté au 31 décembre précédant la demande d'enregistrement accompagnée :

a) De l'exposition des bases techniques de calcul adoptées ;

b) D'un état énumérant en détail les valeurs mobilières et immobilières affectées à la représentation active desdites réserves, avec indication de leur prix d'achat ou de revient et de leurs valeurs d'après le cours des bourses au 31 décembre pour l'exercice considéré (D., 22 juin 1906, art. 2).

Pour s'y conformer et se mettre en règle, ont demandé l'enregistrement :

1° Toutes les Compagnies françaises à primes fixes qui opéraient déjà en vertu d'un décret d'autorisation, moins « La Providence ».

2° Toutes les mutuelles et les entreprises tontinières qui étaient dans le même cas, savoir :

« La Fourmilière », « La Mutuelle-Vie » et « La Solidarité administrative », « L'Avenir Mutuel », « Le Conservateur », « La Mutuelle de France et des Colonies ».

Et de plus :

« La Mondiale », de Lille, « La Mutualité Universelle », de Paris ; « Le Progrès Mutuel », d'Avignon ; et la « Société Générale Française, de Toulouse ».

3° Les Compagnies étrangères dont les noms suivent :

« Aleanza », « Anticipia », « Atlas », « Baloise », « Consolidated », « Constantia », « Danoises réunies », « Dordrecht », « Équitable », « Gresham », « Janus », « Nederlanden », « New-York », « Norwich-Union », « Première Néerlandaise », « Société Suisse d'Assurances Générales », « Union y Phenix Espagnol », « Victoria ».

Quelques Sociétés d'assurances étrangères qui n'ont pas voulu se soumettre à la loi se sont retirées. On peut citer parmi elles « La Mutuelle Hollandaise » et « La Mutual Life ». Cette dernière continua néanmoins de passer des contrats après la promulgation de la loi. Sur la réclamation d'un assuré, un arrêt de la Cour de Douai en date du 13 avril 1908 prononça la résiliation de la police, et condamna à l'amende et à tous les dépens « La Mutual Life ».

La Cour de Douai « considérant en effet que l'assuré — les dispositions de la loi du 17 mars 1905 étant connues au moment où la police a été proposée — était en droit de compter sur les dispositions tutélaires que cette loi instituait dans l'intérêt des assurés ; que le fait par la Compagnie de continuer ses opérations après ladite loi, constituait de sa part, l'engagement de se soumettre à la loi et de donner à l'assuré toutes les garanties de contrôle que la nouvelle loi organisait ; qu'en refusant ulté-

rieurement de se soumettre à la loi la Compagnie a manqué à ses engagements et que le contrat doit être résilié à sa charge.

« Prononce en conséquence..... » (1).

Par une disposition d'une équité nécessaire, la loi leur permettait cependant de continuer provisoirement leurs opérations, jusqu'à ce que solution eût été donnée à leur demande régulière d'enregistrement (L., art. 19-2°).

Modification des statuts. — L'article 20 vise les Sociétés françaises régulièrement autorisées, c'est-à-dire celles qui avaient obtenu avant 1903 l'autorisation par décret en Conseil d'État qu'exigeait l'article 37 du Code de commerce et qu'avait maintenu la loi de 1867 pour les associations de la nature des tontines et des Sociétés d'assurances sur la vie. Elles étaient obligées de demander l'enregistrement dans le délai de deux mois dont nous avons fixé le point de départ. Elles avaient en outre la faculté de continuer leurs opérations jusqu'à la promulgation des décrets prévus.

Mais elles pouvaient avoir, dans l'avenir, besoin de modifier leurs statuts, modification pour laquelle une autorisation nouvelle était nécessaire jusqu'en 1903. Actuellement, une fois l'enregistrement obtenu,

(1) *Journal des Assurances*, juillet 1908.

nu, ces Sociétés peuvent modifier sans autorisation du Gouvernement, leurs statuts qui avaient été approuvés par le Conseil d'État (L., art. 20) à charge cependant de se conformer à la législation sur les Sociétés telle qu'elle résulte des lois du 24 juillet 1867 et du 1^{er} août 1893. Mais toute modification devra être enregistrée (L., art. 2-3^o).

De même, s'il en existe, les Sociétés d'assurances sur la vie, qui auraient pris la forme de commandites par actions et qui sont aussi visées dans la loi de 1905 (L., art. 4), sont, depuis cette loi, soumises à la formalité de l'enregistrement qui, pour elles, n'a pas remplacé une autre formalité, puisque les commandites par actions n'ont jamais été assujetties à l'autorisation du Conseil d'État. Mais elles sont, depuis 1867, astreintes aux prescriptions de la loi du 24 juillet qui, tout en les libérant de certaines rigueurs antérieures (Loi, 17 juillet 1856), les avait aussi minutieusement réglementées que les Sociétés anonymes. De même que celles-ci, elles demeurent donc soumises aux règles de la loi du 24 juillet 1867, inhérentes aux commandites par actions.

Nous ne pensons pas qu'il y ait eu de Sociétés d'assurances sur la vie qui aient embrassé cette forme.

Capital social. — Les Sociétés françaises existant en 1905 n'étaient pas tenues, en obtenant

l'enregistrement, d'élever leur capital, s'il y avait lieu, au minimum, spécifié par l'article 5 de la loi, de 2.000.000 de francs.

De même les Sociétés françaises à forme mutuelle ou à forme tontinière étaient dispensées de constituer le fonds de premier établissement fixé au minimum de 50.000 francs.

Tout en se soumettant à l'enregistrement, elles conservaient en cela le bénéfice de la situation acquise.

Inscription des contrats. — Toutes les prescriptions du décret du 20 janvier 1906 relatif à l'inscription des contrats d'assurances sur la vie, n'étaient pas obligatoires pour les contrats antérieurs à l'enregistrement. Mais les entreprises devaient justifier que les indications portées sur leurs livres relativement à ces contrats suffisaient à les distinguer (D., 20 janvier 1906, art. 9).

Réserves mathématiques. — Les Sociétés antérieures à 1905 qui ont obtenu l'enregistrement, ont été obligées de constituer comme les autres et sous menace des mêmes pénalités, les réserves mathématiques prévues par l'article 6 de la loi du 17 mars dont l'avant-dernier alinéa déterminait les conditions et dont le décret du 20 janvier 1906 a fixé les bases du calcul.

Pour les opérations réalisées avant la mise en vi-

gueur de ce décret, un arrêté ministériel pris sur avis conforme du Comité consultatif, devait, pour chacune des entreprises antérieures enregistrées, fixer les bases du calcul des réserves mathématiques correspondant à ces opérations (L., art. 21).

Placement de l'actif. — En ce qui concerne les mesures transitoires adoptées pour le placement de l'actif des entreprises d'assurances sur la vie, il faut distinguer :

- Les Sociétés françaises autorisées ;
- Les Sociétés françaises non autorisées ;
- Les Sociétés étrangères.

1° Les Sociétés françaises antérieurement autorisées, qui ont demandé l'enregistrement, peuvent conserver les placements effectués par elles en conformité de leurs statuts. Elles n'ont pas à l'égard de ces placements à tenir compte des limitations imposées par le décret du 9 juin 1906 rendu en exécution de l'article 8 de la loi.

Quant à ceux qu'elles ont fait ou feront depuis la promulgation de ce décret, elles ne pourront plus effectuer aucun placement dans les catégories pour lesquelles les limites qu'il fixe sont atteintes ou dépassées, et ce, jusqu'à ce que la proportion réglementaire soit rétablie (Loi, art. 20-3°).

Si toutefois elles avaient employé leurs fonds en placements sur première hypothèque, elles ont droit

de renouveler ces placements aux conditions suivantes :

a) Que le placement soit fait par moitié au plus de la valeur estimative des immeubles grevés ;

b) Que le renouvellement ne soit fait que pour une période ne dépassant pas vingt-cinq ans ;

c) Qu'il soit fait seulement pour une somme égale à celle que les entreprises consacraient à l'emploi sur première hypothèque antérieurement au 1^{er} juillet 1904 (L., art. 20-4^o).

2^o Les Sociétés françaises qui n'étaient pas soumises à l'autorisation (par exemple les Sociétés de rentes viagères) et qui, assujetties à la loi du 17 mars 1903, ont demandé l'enregistrement, bénéficient d'un délai de cinq ans pour faire rentrer leurs placements dans le cadre fixé par le décret du 9 juin 1906.

La transformation de leur portefeuille doit s'opérer par fractions annuelles d'au moins un cinquième (D., 9 juin 1906, art. 7).

3^o Les entreprises étrangères ont, à partir de leur enregistrement, un délai de cinq ans pour remplacer — par fractions annuelles d'au moins un cinquième — les valeurs qu'elles doivent déposer à la Caisse des dépôts et consignations en garantie des opérations réalisées en France, en Algérie ou aux colonies, antérieurement à leur enregistrement, par un portefeuille constitué conformément à l'article 1^{er} du décret du 9 juin 1906.

Toutefois, dans la proportion d'un quart de leur portefeuille, elles pourront conserver jusqu'à l'expiration des contrats en cours, des valeurs étrangères non cotées à la Bourse de Paris pourvu qu'elles figurent parmi les valeurs admises en matière d'assurances sur la vie par la législation de leur pays d'origine (D., 9 juin 1906, art. 6).

CONCLUSION

Nous formons le souhait d'avoir atteint le but que nous nous étions proposé. Ce n'était pas de faire l'analyse critique des dispositions, soit de la loi de 1905, soit des nombreux décrets qui l'ont suivie et complétée. Avec le temps, l'œuvre se fera, réclamant l'aide de connaissances techniques et le concours de compétences spéciales. La tâche était suffisante, pour l'heure, de présenter un ensemble de la législation concernant les Sociétés d'assurances sur la vie, de coordonner les textes épars, en les distribuant selon la nature des Sociétés d'abord, ensuite selon les diverses prescriptions qui leur sont imposées. Faire, en un mot, ce qui est toujours difficile pour le législateur même, ce qui était impossible avec les textes régissant les Sociétés d'assurances sur la vie, textes qui provenaient de deux sources différentes : la loi et le décret, textes publiés successivement et à longs intervalles.

Nous ne croyons pas que ce travail ait encore été entrepris, car on n'en trouverait que des vestiges

dans les rares commentaires parus jusqu'ici sur la loi de 1905.

La réglementation faite est à louer, et l'on doit même féliciter les auteurs d'avoir su rassembler un si grand nombre de dispositions sans se répéter ou se contredire, en plein labyrinthe d'espèces et de cas à prévoir pour chacun desquels une mesure de précaution devait être prise en faveur des assurés. L'épargne n'a plus rien à craindre ; elle peut déposer avec confiance ses réserves dans les caisses des « entreprises qui pratiquent des opérations dont l'exécution dépend de la durée de la vie humaine ».

Désormais, notre législation n'a plus à envier les nations qui nous avaient devancés. Si les mesures prises ont à subir quelque changement, quelque addition, soit qu'il ait été oublié ou mal prévu quelque cas, soit que le temps, les mœurs ou le progrès fassent surgir des nécessités inconnues en 1905, la base solide établie par la loi a néanmoins toute chance de subsister.

La collaboration des Chambres et du Conseil d'État semble bien avoir atteint le but visé : garantir la sincérité des contrats et la sécurité des versements ; assurer la pleine et loyale exécution des engagements pris par les entrepreneurs d'assurances sur la vie, par ce moyen certifier l'honnêteté de ceux-ci et leur attirer une clientèle qu'il faut désirer universelle, dans l'intérêt social de la pré-

voyance. L'intervention de l'État se trouvera ainsi pleinement justifiée.

Souhaitons, en terminant, que l'œuvre se complète par la loi qui aurait dû, à notre sens, logiquement précéder celle de 1905 ; que le projet soumis au Parlement sur le « Contrat d'Assurance » aboutisse bientôt. Ce sera le second pas fait vers un code général des assurances, qui viendrait prendre une place, urgente à remplir, à côté du Code presque élaboré du Travail.

Vu :

Le Président de la thèse.

E. BERTHÉLEMY.

Vu :

Le Doyen :

CH. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

Journal Officiel.

Dalloz. — *Jurisprudence générale.*

Chaufton. — *Les Assurances.*

Lyon-Caen et Renault. — *Manuel de Droit commercial.*

Thaller. — *Traité élémentaire de droit commercial.*

Houpin. — *Traité des Sociétés.*

J. Lefort. — *Étude sur les Assurances-Vie.*

Cheysson. — *Rapport au 32^e Congrès des Sociétés savantes de 1894.*

Pannier. — *De l'autorisation et de la surveillance des Sociétés d'Assurances sur la vie en Droit comparé. Thèse.*

Alfred de Courcy. — *Précis sur l'Assurance sur la Vie.*

Thaller. — *Rapport au nom de la Commission extra-parlementaire chargée de l'élaboration d'un projet de loi sur les Sociétés de capitalisation et d'épargne.*

G. Hamon. — *Histoire générale de l'Assurance en France et à l'étranger.*

Tournan. — *L'Assurance sur la vie en France au XIX^e siècle. Thèse, 1906.*

Les Lois nouvelles, numéro du 13 février 1906.

Journal des Assurances.

Moniteur des Assurances.

Revue des Assurances mutuelles.

Bulletin de l'Institut des Actuaire français.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION. — Le contrat d'assurance sur la vie, sa légitimité. — Le développement en France de l'assurance sur la vie. — L'intervention de l'État, son rôle dans le Droit comparé.....	1

PREMIÈRE PARTIE

Historique de la loi du 17 mars 1905.

Législation antérieure. — Analyse des diverses propositions de loi.....	31
---	----

DEUXIÈME PARTIE

La loi du 17 mars 1905.

CHAPITRE I ^{er} . — Ses caractères généraux.....	61
CHAPITRE II. — Entreprises auxquelles s'appliquent les traités.....	66
CHAPITRE III. — Règles communes à toutes les Sociétés d'assurances sur la vie.....	70
CHAPITRE IV. — Sociétés mutuelles et tontines.....	138
CHAPITRE V. — Sociétés étrangères.....	180
CHAPITRE VI. — Entreprises de gestion.....	191
CHAPITRE VII — Sociétés antérieures à la promulgation de la loi.....	198
CONCLUSION.....	208

